

La destruction de deux chasseurs libyens par l'aviation américaine

Tripoli dénonce l'« agression » des Etats-Unis Washington estime l'incident clos

La dernière
bête noire

Quelles qu'aient été les circonstances exactes de l'incident qui a coûté deux Mig-23 au colonel Khadafi, mercredi, au-dessus de la Méditerranée, qu'il se soit agi d'un acte de légitime défense de la part des pilotes américains — comme ne cesse de l'affirmer Washington — ou d'une provocation, force est de constater que tout était en place depuis longtemps pour que « quelque chose se passe ».

Depuis des mois — après une période de relative détente — les Etats-Unis avaient recommencé, lentement mais sûrement, à attirer l'attention sur celui que Ronald Reagan avait, un temps, qualifié de « fou ». D'abord à propos du terrorisme en rappelant que le tristement célèbre Abou Nidal avait trouvé refuge sur le sol libyen, puis en dénonçant, avec de plus en plus de virulence, les projets libyens de fabrication d'armes chimiques.

Le Conseil de sécurité de l'ONU devait se réunir, jeudi 5 janvier, pour examiner la plainte de la Libye au lendemain de la destruction de deux de ses avions militaires par l'aéronavale américaine en Méditerranée. Tandis que Tripoli dénonce l'« agression » américaine, on affirme à Washington que l'incident est clos. Le secrétaire à la défense, M. Frank Car-

lucci, a assuré que le combat aérien de mercredi est totalement indépendant du différend entre Washington et Tripoli à propos de l'usine chimique de Rabta. Seuls, la Grande-Bretagne et Israël ont justifié l'initiative des pilotes américains, tandis que les pays arabes ont dénoncé une action qui, selon eux, peut avoir des conséquences imprévisibles.

- « Pas de lien avec l'usine de Rabta » par Jan Kranz.
- « La réunion du Conseil de sécurité » par Charles Lescant.
- « Appel italien à la modération » par Patrice Claude.
- « Le jeu du chat et de la souris » par Jacques Isnard.
- « Un conflit vieux de neuf ans » par Yves Heller.

Pages 3 et 5



POINT DE VUE : l'ouverture de la conférence de Paris

Interdire l'arme chimique

La conférence sur l'interdiction des armes chimiques réunira pendant huit jours, du 7 au 11 janvier, dans le bâtiment de l'UNESCO, tous les Etats signataires du protocole de 1925 condamnant l'usage de ces armes, ainsi que d'autres Etats.

par Roland Dumas
ministre des affaires étrangères

L'année passée a vu se réaliser de grands progrès dans la voie du désarmement. Américains et Soviétiques ont commencé à réduire leurs arsenaux nucléaires. Les Européens ont établi les bases de la négociation sur la réduction des armements conventionnels, qui devrait débiter prochainement à Vienne.

Le premier rendez-vous international de l'année 1989 est

consacré au désarmement et se tient en France, en tant que dépositaire du protocole de 1925, et parce qu'elle entend aussi prendre toute sa part dans l'œuvre de désarmement.

La communauté internationale a réagi très favorablement à l'initiative prise par le président Reagan et par le président de la République, et annoncée à la tribune de l'ONU fin septembre 1988, de réunir cette conférence internationale. Plus de cent quarante Etats, plus de soixante-quinze ministres des affaires étrangères, seront présents à Paris.

Nous devons tirer le meilleur parti de cette mobilisation, sans précédent sur un tel sujet. Engagés aujourd'hui dans une course contre la montre pour éradiquer les armes chimiques, les délégués des nations réunis à

Paris ne pourront pas tout régler en cinq jours. Mais que pourront-ils faire ?

Tous les participants recommandent avec nous deux nécessités : d'abord, réaffirmer l'autorité du protocole de 1925, seul accord international prohibant l'usage des armes chimiques. Ensuite, parvenir dès que possible à une convention interdisant la fabrication, le stockage et, du même coup, toute velléité de recourir à ces armes.

Le danger est réel, insidieux, multiforme : mais nous avons les moyens d'y répondre.

Le risque est d'abord de voir s'éroder, à la suite de violations répétées, l'obligation internationale de non-usage. Celle-ci constituait, depuis plus de soixante ans, une sorte de tabou.

(Lire la suite page 5.)

Environnement, lutte contre le terrorisme, immigrés...

M. Mitterrand défend une idée élargie des droits de l'homme

Au cours des traditionnelles cérémonies de vœux, mercredi 4 janvier à l'Elysée, M. Mitterrand a proposé aux Français un vaste programme d'action en faveur des droits de l'homme.

Elargissant les propos qu'il avait tenus dans ses vœux du 31 décembre à la télévision, le président de la République a exprimé la volonté que le pays progresse dans le respect des droits définis par le préambule de la Constitution de 1946.

Si le gouvernement est défaillant par « déficit d'explication », comme on dit, M. Mitterrand ne l'est pas. Ses vœux du 31 décembre sur la défense des droits de l'homme et l'introduction dans la loi de nouveaux droits pour les immigrés, puissamment relayés par les propos qu'il a tenus, mercredi 4 janvier à l'Elysée, sur l'analyse comparative des droits contenus dans le préambule de la Constitution de 1946 et d'une situation qui, en regard de ce texte quadragénaire, n'est pas satisfaisante, combient cette défaillance supposée.

Les socialistes n'ont plus grand-chose à démontrer sur leurs capacités de gestion économique. Pourtant, M. Rocard, malgré sa réputation en ce domaine, se comporte comme s'il avait encore tout

à prouver. Il ne sort pas de la gestion, dont il vante la « noblesse », et c'est ce que lui reprochent une partie des socialistes. M. Mitterrand, lui, déplace le terrain de l'explication vers la conviction et trace, en quelque sorte, un « grand dessin » : le respect, en France, de droits trop souvent ignorés ou délaissés ; la conquête de nouveaux droits.

L'entourage du président de la République se plaignait que la presse n'ait vu dans les vœux présidentiels du 31 décembre qu'une opération de tactique politicienne. M. Mitterrand aurait en somme utilisé les immigrés à des fins électorales, singulièrement municipales.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 8.)

Un sondage SOFRES pour « le Monde »

M. Le Pen en perte de vitesse

L'adhésion aux idées du président du Front national est en régression

PAGE 9

M. Vigouroux exclu du PS

Le maire de Marseille maintient sa candidature aux municipales

PAGE 28

Succès d'Airbus aux Etats-Unis

La compagnie Braniff commande cinquante A-320 et prend une option sur cinquante autres appareils

PAGE 24

La succession Canson

M^{me} Pesnel charge M^{re} Lombard

PAGE 10

La rigueur en Argentine

Restriction draconienne de la consommation d'électricité

PAGE 6

Le sommaire complet se trouve en page 28

Le Théâtre national de Strasbourg dans la capitale tchécoslovaque

Redoux frileux à Prague

Le Théâtre national de Strasbourg a joué à Prague à la fin de l'année passée « l'Amphitryon » de Molière. Une étape dans les relations culturelles entre les deux pays, au moment où les Tchécoslovaques, refusant le désespoir qu'émettent les signes de la liberté.

A Prague, où l'histoire, plus qu'ailleurs, se lit dans l'architecture, le Théâtre national est le symbole de l'identité tchèque. C'est dans ce bâtiment de style néorenaissance, inauguré en 1883, que pour la première fois la langue tchèque eut droit de cité, puisque jusqu'alors, seul l'allemand était autorisé. Il est flanqué aujourd'hui d'une vaste et luxueuse construction d'un modernisme impersonnel, la Nova Scena, où le TNS a présenté, pour deux soirs, Amphitryon, de Molière, dans la mise en scène de Jacques Lassalle (Le Monde du 26 mars 1988).

Deux mille personnes travaillent dans ce vaste complexe — Théâtre national et Nova Scena — qui regroupe opéra, ballet et théâtre. La troupe permanente de la Nova Scena est composée de soixante comédiens. On y pratique bien sûr, l'alternance. Le répertoire est privilégié. Cette saison, Shakespeare (Henri IV, Peines d'amour perdues), Gorki

et, pour le 1^{er} janvier, la Kermesse des cordonniers, une farce de Josef Kajetan Tyl, acteur, auteur, metteur en scène et homme politique, né au début du dix-neuvième siècle. Une chanson tirée de cette farce — « Où est ma patrie ? » — deviendra l'hymne national tchèque.

ODILE QUIROT.

(Lire la suite page 18.)

Le Monde

LIVRES

■ « Les Jours de notre mort », de David Rousset on le livre du malheur absolu. ■ La cruauté douce d'Hector Bianciotti ; Jean-Philippe Toussaint ou l'art du minimum vital. ■ La rentrée littéraire de janvier : romans, essais, documents. ■ Philosophie : la folie de Nietzsche ; Simone Weil, militante de la vérité. ■ Histoire : de la chute du roi à l'abandon de Dieu. ■ Edmond Charles-Roux à la recherche d'Isabelle Eberhardt. ■ La chronique de Nicole Zand ; Albert Londres.

Pages 11 à 16

Le Monde DE L'EDUCATION

ENQUETE
LE NIVEAU MONTE

■ Les jeunes d'aujourd'hui en savent plus que ceux d'hier
■ Jamais les exigences de l'école, du collège et du lycée n'ont été aussi élevées.

UN ENTRETIEN AVEC MICHEL Rocard

La réforme de l'enseignement, la formation des professeurs et la revalorisation de leur métier.

SOCIETE
LA CRISE DU SYNDICALISME ENSEIGNANT

Baisse des adhérents de 30 % en moins en dix ans. Les profs seurent-ils se remobiliser ?

SUPERIEUR
LES JEUNES CHERCHEURS

Dans le cadre du CNRS, dans un laboratoire d'université ou dans une entreprise, quel est le quotidien des jeunes chercheurs ?

NUMERO DE JANVIER, 116 PAGES
En vente chez votre marchand de journaux

A L'ETRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Espagne, 155 pes. ; Grèce, 60 p. ; Italie, 1.700 L. ; Liban, 1.700 L. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Royaume-Uni, 2,25 £. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,50 \$; Japon, 2 S.

Débats

BICENTENAIRE

Au nom des Lumières...

par
JEAN-MARIE BENOIST (*)

ment exceptionnels. On peut toutefois se demander si les catastrophes qui se sont abattues sur l'Occident n'ont pas aussi leur origine... On a mis dans la tête des gens que la société relevait de la pensée abstraite, alors qu'elle est faite d'habitudes, d'usages, et que, en broyant ceux-ci sous les meules de la raison, on pulvérise des genres de vie fondés sur une longue tradition, on réduit les individus à l'état d'atomes interchangeables et anonymes. La liberté véritable ne peut avoir qu'un contenu concret. (1)

Le président de la République, en annonçant dans son discours à la Sorbonne de 1987, que la Révolution allait être « commémorée comme un bloc », selon le mot de Clemenceau, aurait-il commis un péché contre l'esprit ?

Autant, en effet, il est souhaitable de donner tout son lustre à la célébration du Bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, acte de naissance d'un respect juridique et constitutionnel de la personne ardemment souhaité par la nation et le roi unis dans la même ferveur, autant il serait déplacé aux yeux de l'Europe et du monde qu'aujourd'hui notre pays, sous la houlette de son président, se laisse aller à commémorer les épisodes barbares et sanglants qui font tache dans notre histoire, ces événements de la Terreur, de la déclaration de guerre à toute l'Europe. Ce délire meurtrier sévit de 1792 à 1794 et se prolonge au-delà par la cruauté des guerres napoléoniennes, dont aujourd'hui encore maint peuple garde le sinistre souvenir : le massacre des Espagnols par l'armée impériale est, par exemple, loin d'être oublié, et il serait sans doute frivole de nier qu'il a sa source dans la fièvre révolutionnaire par laquelle la France, s'isolant de l'Europe, s'engage dans un conflit majeur qui l'opposait aux autres nations européennes et lui fit croire qu'elle était en état de siège permanent.

Terrorisme d'Etat

S'il est, en effet, inconcevable que l'on commémore la Révolution française « en bloc », c'est qu'elle est déchirée d'une infranchissable ligne de démarcation entre l'apport humaniste, issu des Lumières, que représente le texte de 1789 et le dérapage sanglant qui s'amorça en 1791, culmina en 1792 et 1793, et donna le pire exemple au monde en bafouant les principes et les valeurs précisément énoncés dans la Déclaration des droits. Que celle-ci soit commémorée, soit : quant à la période de la Terreur, il convient surtout que l'on se la remémore... et que les Français puissent, en toute lucidité, poser à leur histoire les questions sans concession qui apporteront des réponses à cette énigme de la folie sanguinaire qui s'est emparée de notre pays, et a inauguré les formes de barbarie les plus achevées, que les monstruosités nazies et staliniennes du vingtième siècle se sont empressées d'imiter ou dans la référence desquelles elles ont su puiser leur justification.

Sachons d'abord écouter l'avertissement que nous a donné Claude Lévi-Strauss à la veille de 1989 : « La Révolution a mis en circulation des idées et des valeurs qui ont fasciné l'Europe, puis le monde, et qui procurèrent à la France, pendant plus d'un siècle, un prestige et un rayonne-

ment exceptionnels. On peut toutefois se demander si les catastrophes qui se sont abattues sur l'Occident n'ont pas aussi leur origine... On a mis dans la tête des gens que la société relevait de la pensée abstraite, alors qu'elle est faite d'habitudes, d'usages, et que, en broyant ceux-ci sous les meules de la raison, on pulvérise des genres de vie fondés sur une longue tradition, on réduit les individus à l'état d'atomes interchangeables et anonymes. La liberté véritable ne peut avoir qu'un contenu concret. (1)

Ce dont il s'agit donc au premier chef, en cette célébration d'un bicentenaire, c'est d'opérer une cure de désintoxication vis-à-vis des mythologies révolutionnaires, qui sont de deux ordres : l'ivresse abstraite, le délire universaliste de la table rase ; et la folie sanguinaire qui s'est emparée des Danton, Robespierre, Saint-Just et autres Marat, et leur a fait éliminer systématiquement des collections d'individus concrets et singuliers, les aristocrates, les préteurs réfractaires, au mépris des droits de l'homme et de la personne, sous prétexte qu'ils appartenaient à des catégories que la Révolution, dans sa sacralisation, avait décidé d'extirper de notre paysage.

Empruntant au kantisme et à la pensée des Lumières ce mouvement qui nous permettra d'exercer une interrogation critique sur la mythologie révolutionnaire. Le Bicentenaire de 1789 nous apparaît alors comme l'occasion inespérée de resituer la Déclaration des droits dans son contexte, et de répudier solennellement les actes de barbarie des terroristes d'Etat.

La Déclaration des droits de l'homme demeure un texte inaugural, une charte du respect de la personne dont le mérite est de faire passer à l'universel les clauses philosophiques et juridiques qui énoncent des libertés et des prérogatives dont chaque individu est porteur : l'égalité en droit, la liberté de conscience, d'expression, de participation à la vie de la cité, le droit de propriété, et tant de libertés publiques garanties par la loi sont ici proclamées solennellement comme des droits fondamentaux inhérents à la personne humaine.

Issus des Lumières et de la pensée du Contrat social de Jean-Jacques Rousseau, lui-même lecteur des juristes européens, ces droits inaliénables deviennent le bien de chaque homme dans l'espace et dans le temps. C'est au nom de ces droits et de ces attributs de la personne humaine qu'aujourd'hui encore les causes les plus sacrées résistent à l'oppression sur tous les continents. Les Français pourront à juste titre s'enorgueillir d'avoir proclamé ce texte et cette charte à la face du monde. Incorporée au bloc de constitutionnalité, la Déclaration des droits apporte à tout homme une espérance.

Entre le Bill of rights qui

homme persécuté, quel que soit son rang, quelles que soient sa société, sa culture ou sa condition sociale. Nous devons donc commémorer avec respect ce texte, sans oublier qu'il n'est pas né tout armé du cerveau des constituants, mais qu'il a été précédé, au temps des Lumières, de toute une série d'approches et d'esquisses ou de modèles : la Constitution des Etats-Unis, l'édit de tolérance de la monarchie française vis-à-vis des juifs protestants, le statut des juifs élaboré par Malesherbes à la demande du roi Louis XVI, et l'abolition par ce même Louis XVI de la torture dans les tribunaux, ce qui avait pour effet de nous rapprocher de l'habeas corpus des Britanniques. Au nombre des éléments qui ont précédé et influencé la Déclaration française des droits, il faudrait ajouter, dans un souci de scrupule historique, les catéchismes de diocèse, dont la rédaction, tout empreinte de la tradition judéo-chrétienne de respect de la personne humaine, a servi de matrice à l'écriture de maint article de notre texte.

Le contraire, donc, d'une table rase. Un commencement, un saut qualitatif, mais qui s'est précédé lui-même dans les actes et les textes de la monarchie et des Lumières.

Les noces du machinisme et du meurtre

Et c'est à ce contexte que l'historien devra rendre justice, sous peine de retomber dans les travers de la mythologie aveuglante.

Mais, avec autant d'honnêteté, il convient que la France de 1989 reconsidère de façon critique les exemples désastreux que notre pays a donnés au monde au cours et à partir de la période 1792-1794 : prototypes et archétypes de toute terreur révolutionnaire et de tout despotisme moderne, les gestes et les actions accomplis par la Convention montagnarde et le Comité de salut public doivent être relus sans complaisance. L'extermination des nobles et des membres du clergé qui avaient refusé la constitution civile de l'Eglise s'apparente à une solution finale.

Vouloir tuer tous les membres d'une catégorie sans exception, ici les aristocrates, plus tard les juifs, lors du Troisième Reich, c'est la forme récurrente du génocide, avec son cortège de délations. La loi des suspects établie par la Terreur préfigure le type de persécution repris par la Tcheka sous Lénine et prolongé par Staline et le Goulag. Le massacre des Vendéens : « Tuez les tous, bleus et blancs, hommes, femmes, enfants » est la préfiguration du Cambodge de Pol Pot. Quant aux massacres de septembre, ils annoncent de manière crépusculaire les atrocités des systolabs. La Révolution française, par la généralisation de la guillotine, invente les noces du machinisme et du meurtre politique, comme a

(*) Philosophe, écrivain, vice-président du Club 89.

su le montrer Laurent Dispot dans un livre des années 1970 (2).

On passe de l'âge de l'artisanat (Danton, la pendaison, la hache) à celui de l'industrie de la décollation. Les charrettes préfigurent les abattoirs modernes : Dachau, Katyn, la Loubianka.

Le dépeçage de la princesse de Lamballe, amie de Marie-Antoinette, et présidente de la Fédération des Loges maçonniques, par une foule ivre de sang, le calvaire spirituel autant que matériel de la reine Marie-Antoinette et de la famille royale lentement dégradée, souillée dans sa dignité (« J'en appelle à toutes les mères »), annoncent la manière dont les camps de rééducation marxistes-léninistes du Vietnam révolutionnaire traitent les bourgeois et les nantis.

Le martyre des carmes massacrés en 1792 témoigne de l'acharnement de la persécution antireligieuse dont était porteur le dessein révolutionnaire, en dépit, ou à cause, de ce culte d'un Etre suprême abstrait qui bafouait en le moquant le Dieu personnel de la tradition. Car c'est bien contre la personne humaine ou divine que l'on s'acharnait.

Et que l'on ne nous serve pas l'argument de la statistique : deux cent ou trois cent mille morts vendés face à six millions de juifs ou aux quarante millions de victimes du stalinisme paraissent moins, paraît-il, dans les balances de l'Histoire... Ce qu'il importe de percevoir aujourd'hui, lors de ce Bicentenaire, c'est que la matrice est la même que celle de l'oppression sanglante opérée par le national-socialisme, le marxisme, léninisme, le stalinisme, les soviétiques en Afghanistan ou les Khmers rouges : il s'agit, comme au cours de la Révolution française archétypale, de se repaître d'une idéologie de la table rase, d'une vision prométhéenne du commencement absolu qui justifierait toutes les atrocités. « La liberté ou la mort ! ».

C'est au nom de tels apophorismes, mettant en scène comme des figures de carton pâte les grosses lures creuses d'un carnaval sanguinaire et gaulard, que l'on finit par glorifier la pire barbarie au nom de la raison. J'ose espérer que Jean-Noël Jeanneney, lorsqu'il qualifie de « bavures » les meurtres en série commis par la Révolution française (3) basardait là l'une de ces boutades dont l'esprit normalien est friand.

Si la Révolution française était commémorée comme un bloc, si l'on donnait à la jeunesse Marat, Danton, Robespierre, Saint-Just, Fouquier-Tinville et le savetier Simon, destructeur du dauphin Louis XVII, comme héros à admirer, nous aurions franchi encore un pas dans la descente vers le cynisme absolu, sur la pente duquel nous commençons à nous illustrer en ce crépuscule de notre pays.

(1) Claude Lévi-Strauss, *De près et de loin*, entretiens avec Didier Éribon, Ed. Odile Jacob, 1988.

(2) Laurent Dispot, *La Machine à terreur*, Grasset.

(3) Jean-Noël Jeanneney, *In la Rue des Deux Mondes*, décembre 1988.

IMMIGRÉS

Oui, l'intégration

Par AREZKI DAHMANI (*)

PLUS d'un million et demi de citoyens français sont d'origine maghrébine. Le réalisme politique — sinon la responsabilité morale envers cette communauté — aurait dû conduire les partis politiques à considérer celle-ci avec intérêt. Mais le discours ambigu qu'on leur a tenu le plupart d'entre eux n'a pas résisté à l'offensive simpliste mais efficace de l'extrême droite. Les principaux partis ont été écartelés entre leurs convictions profondes et la tentation de profiter d'une redistribution des cartes.

Les jeunes d'origine étrangère font partie de la jeunesse française, ils ont choisi de vivre en France et de participer à la vie française, aux niveaux politique, économique et social. Il faut que cette jeunesse sorte du ghetto et de la marginalité, qu'elle s'arrache au fatalisme qui ne fait que renforcer l'ignorance dans laquelle elle est maintenue. La France de 1989 doit préparer l'Europe de 1993 en engageant d'urgence une politique d'intégration ambitieuse, généreuse, et sans complaisance. Il est temps de se mettre au travail et de cesser d'utiliser les étrangers comme un gadget à chaque rendez-vous électoral.

La tendance est à l'amalgame entre les étrangers et leurs enfants. Les enfants sont naturellement français ou le deviendront à leur majorité. Les étrangers restent, quant à eux, attachés à leur pays d'origine. Ils veulent vivre dans leur pays d'accueil, la France, d'une manière décente.

Dans toutes les démocraties modernes, le droit de vote des étrangers devrait être une évidence. Cependant, aux obstacles psychologiques qui caractérisent l'opinion publique française, s'ajoute l'obstacle constitutionnel (article 3 de la Constitution). Aussi les Français ont-ils du mal à relever le défi que leur lancent leurs concitoyens, nés de parents ou de grands-parents étrangers.

Aujourd'hui, pour France Plus, le droit de vote des étrangers est un faux problème, une fuite en avant. Nous proposons de geler la question pendant la période préélectorale, afin que l'on pranne en compte les vrais problèmes des étrangers.

Que veulent ces étrangers ? D'abord, bénéficier de conditions de travail, de logement, d'accès à la protection sociale identiques à celles dont bénéficie n'importe quel citoyen français. Ensuite, que les papiers qui leur sont nécessaires leur soient délivrés dans les meilleurs délais et d'une façon décente. Enfin, que leurs enfants réussissent dans la société française.

Une fois les vrais problèmes attaqués, et en laissant le temps au temps, on pourra réfléchir au droit de vote des étrangers.

Les jeunes Français d'origine maghrébine se sont inscrits massivement sur les listes électorales ces dernières années. Tous les démocrates qui veulent donner le droit de vote aux étrangers n'ont qu'à faire inscrire les enfants de ces immigrés sur ces listes. Ces jeunes Français seront les meilleurs avocats de leurs parents.

Le code de la nationalité est discriminatoire, injuste et humiliant. Il ne devrait y avoir aucune différence entre un enfant français né de parents français sur le territoire français, et un enfant né de parents étrangers sur le territoire français. Pour une plus grande stabilité psychologique et une meilleure préparation à l'intégration dans la société française, il est indispensable d'accorder la nationalité française à l'enfant dès sa naissance (ou à l'âge de deux ans pour éviter tout abus).

D'autre part, il faudrait clarifier et simplifier les procédures de naturalisation. Seuls les actes relatifs de la grande criminalité devraient pouvoir être retenus comme critères d'opposition à la nationalité française.

Nous souhaitons vivement que la « loi Pasqua », dont les dispositions répondent plutôt à des préoccupations de lutte contre le terrorisme qu'à la gestion de la population étrangère vivant en France, soit abrogée. L'expulsion d'enfants nés sur le territoire français, quel qu'en soit le motif, est inadmissible. La France doit avoir la même justice pour tous.

France Plus demande enfin au gouvernement français de rassembler, dans les meilleurs délais, les camps de la honte où vivent encore aujourd'hui, et depuis vingt-cinq ans, dans des conditions inhumaines, les harkis. Il faut rassembler, sur place, avec eux. La France a une dette vis-à-vis des harkis. Elle doit leur donner, dès aujourd'hui, des conditions de vie décentes.

Longtemps, nous, Français d'origine étrangère, avons été réduits au silence, réduits à être assistés ou refoulés dans les banlieues de la crise, subissant de plein fouet toutes les discriminations. Un jour, ces enfants, lassés de subir, ont décidé de construire, d'innover, de changer la vie. Nous avons décidé de faire de l'intégration politique des jeunes Français d'origine étrangère le moteur de notre combat. Nous sommes sur la bonne voie. Celle d'une France, d'une Europe de l'égalité et de la nouvelle citoyenneté.

(*) Président de France Plus.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

BULLETIN D'ABONNEMENT

Edité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wauts.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Correspondant en chef :
Claude Salas.

ABONNEMENTS
PAR MINUTEL
36-15 - TAPES LEMONDE
code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms
et Index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	BOULI	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOVEZ CE BULLETIN
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)
Changements d'adresse effectués en
permanence : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐
6 mois ☐
9 mois ☐
1 an ☐
Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

Le Monde AFFAIRES

SPORTS D'HIVER LA STRATEGIE DES STATIONS FRANÇAISES

Comment, à quatre ans des J. O. d'Albertville, les stations de sports d'hiver rivalisent d'équipements sophistiqués pour séduire les skieurs, notamment étrangers.

Egalement au sommaire :

- Automobile : la coopération européenne face à la concurrence américano-nippone.
- Une chaîne de télévision payante au Maroc.
- Le boom du travail temporaire.

Demain dans

Le Monde

Chaque vendredi, les affaires, c'est l'affaire de tout le Monde.

هكذا من الأصل

مكتزا من الأصل

4 Le Monde • Vendredi 6 janvier 1989 •

**LES
CHARNIERS
DE STALINE**

L'ÉVÉNEMENT

Semaine du 5 au 11 janvier 1989

**Deux siècles
après 1789**

CES PRIVILÈGES QUI ONT LA VIE DURE

justice
école
police
impôts
arts
noblesse
corporations

ROLLS
ROYCE

TARIFS ABONNEMENT

3 mois : 195 F (abonnement d'essai)
1 an : 750 F

1 an + adhésion au club : 850 F

A renvoyer avec nom et adresse à : L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI
Service Abonnements
60732 Sainte-Geneviève cedex

L'ir

Libya: Kadhafi cherche
une protection interne

L'incident américano-libyen

Le colonel Kadhafi cherche à s'assurer une protection internationale

A peine avaient-elles confirmé officiellement le combat aérien au cours duquel deux Mig-23 de l'armée de l'air libyenne, « en patrouille de reconnaissance ordinaire dans les eaux internationales », avaient été abattus, mercredi 4 janvier, après avoir « été attaqués de façon préméditée par des appareils partis du port-avion John-Kennedy », que les autorités de Tripoli ont battu le rappel non seulement de leurs alliés arabes mais également des Européens et, enfin, de l'ensemble de la communauté internationale.

Après avoir déposé une plainte auprès du Conseil de sécurité de l'ONU, Tripoli a réclamé la réunion des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe. De leur côté, les représentants en Libye des Douze se voyaient convoqués, dès mercredi soir, au ministère des affaires étrangères où il leur a été demandé non seulement de condamner l'« agression » américaine mais également d'aider concrètement à éviter toute escalade en Méditerranée.

Parallèlement à ces démarches, visant à s'assurer une « couverture diplomatique » au cas où l'affronte-

ment aérien de mercredi ne serait qu'un prétexte à d'autres opérations militaires américaines contre la Libye, le colonel Kadhafi s'est lancé dans une violente diatribe contre Washington. « Nous répondrons au défi par le défi », a-t-il affirmé à l'agence libyenne Jama. « Même si les États-Unis, en tant que grande puissance, ont la suprématie dans les airs et sur mer, ils seront inévitablement battus sur terre. C'est là que nous les attendons », a poursuivi le « guide de la révolution » libyenne, qui a ajouté : « Le terrorisme américain officiel, qui a recours à la force aveugle, a beau s'intensifier, les révolutionnaires libyens ne pileront pas. »

Demande d'aide à l'URSS

Enfin, selon l'agence yougoslave Tanoug, le colonel Kadhafi a demandé à l'Union soviétique d'envoyer des navires dans la région afin d'empêcher un nouvel affrontement direct entre la Libye et les États-Unis. Citant des sources dignes de foi à Tripoli, la dépêche de

Tanoug a été diffusée avant même que les Libyens aient officiellement reconnu la perte de deux appareils.

En attendant une éventuelle « protection » internationale — diplomatique ou autre — il semble que le colonel Kadhafi ait déjà pris des précautions matérielles pour faire face à toute éventualité. C'est ainsi que, toujours selon Tanoug, la résidence du « guide » à Tripoli a été transformée en véritable forteresse ; et ce, depuis plusieurs semaines, alors que s'accroît la pression américaine à propos de l'usine chimique de Rabta.

Toujours selon l'agence yougoslave, le domicile du colonel est entouré de blindés et de missiles antiaériens, son toit est littéralement couvert de pièces de DCA de fabrication française. Les principaux carrefours de la capitale seraient en outre surveillés par des détachements militaires, tandis qu'un début d'exode de la population civile aurait été constaté comme, souligne le correspondant de Tanoug, lors du bombardement américain de Tripoli en avril 1986. — (AFP, AP, Reuters.)

Le Conseil de sécurité pourrait se réunir le 5 janvier à la demande de Tripoli

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

Le Conseil de sécurité pourrait se réunir dès le jeudi 5 janvier pour examiner la plainte libyenne contre les États-Unis. Mercredi 4, quelques heures à peine après l'incident aérien en Méditerranée, un membre de la délégation libyenne auprès de l'ONU, M. Ali Sunni Mountasser, a demandé au président du Conseil une réunion « immédiate », en raison de « dangers pour la paix » que ferait peser, selon lui, la présence militaire américaine au large des côtes libyennes.

Dans un document remis au secrétariat général, le gouvernement libyen accuse la marine américaine d'avoir commis une « agression préméditée » contre des avions « effectuant une mission de routine et de reconnaissance ». « Il s'agit-là d'un prétexte à une attaque massive

contre des objectifs économiques et militaires libyens », affirme le document, qui exige que l'ONU s'emploie à « interrompre les manœuvres américaines et à obtenir le retrait des forces militaires offensives », de même qu'à appuyer la Libye et la communauté internationale face à une « agression contre un peuple pacifique ».

Le Conseil de sécurité ayant à sa tête un pays fraîchement recruté — la Malaisie, membre depuis quelques jours seulement — le travail diplomatique se trouve compliqué par la relative inexpérience de la délégation de Kuala-Lumpur et des quatre autres nouveaux membres (1). Selon les règles, le Conseil doit écouter les parties et décider, suivant les affirmations officielles, de la suite à donner à la plainte. Or les États-Unis affirment que l'attitude des Migs libyens était « menaçante », alors que Tripoli soutient

que ses avions étaient en mission de routine, dépourvue de buts offensifs.

Ne disposant pas d'autorité propre à effectuer une enquête indépendante, le Conseil se trouvera dans l'impossibilité d'admettre la véracité de l'une ou de l'autre des versions présentées et se contentera sans doute d'une déclaration ou d'une résolution aussi vague que possible. Le résultat du débat dépendra largement de l'attitude qu'adopteront les différents groupes, notamment le groupe arabe, dont les membres ne sont pas encore manifestés. Seul le bureau de coordination des non-alignés a réagi publiquement en déclarant son soutien à Tripoli, s'inscrivant en faux contre l'accusation américaine concernant la construction d'une usine d'armement chimique en Libye.

CHARLES LESCAUT.

(1) Le Monde du 5 janvier.

Un conflit vieux de neuf ans

Les deux Mig-23 libyens abattus, le mercredi 4 janvier, « en Méditerranée » par la chasse américaine constituent les nouveaux maillons du long conflit qui oppose les deux pays depuis neuf ans, depuis ce 2 décembre 1979 qui vit l'ambassade des États-Unis à Tripoli, au son de slogans violemment anti-américains, incendiée par une foule de « manifestants ». Ensuite, les États-Unis ont pratiquement fermé ce qui leur reste d'ambassade à Tripoli.

En mai 1981, c'est le gouvernement américain qui prend l'initiative de fermer l'ambassade de Libye — « bureau populaire » — à Washington et d'expulser son personnel, dont plusieurs hommes sont accusés de comportements contraires aux règles diplomatiques.

Le premier incident armé entre les deux pays intervient le 19 août 1981, lorsque deux chasseurs F-14 abattent deux avions militaires libyens — des SU-22 — dans le golfe de Syrte, considéré unilatéralement par Tripoli comme étant inclus dans ses eaux territoriales, interprétation du droit international que conteste Washington.

Une nouvelle étape est franchie dans le différend américano-libyen le 10 mars 1982, quand le gouvernement américain, pour lequel le colonel Kadhafi est l'un des principaux « parrains » du terrorisme international, annonce l'interdiction des importations de pétrole brut libyen. Quelques incidents, de moindre importance toutefois, émailleront les deux années suivantes.

Intermède tchadien

Ces deux années durant, il est vrai, le colonel Kadhafi aura fort à faire sur un autre front, dans le désert tchadien. Où ses forces s'opposent face aux troupes du président Hissène Habré, solidement appuyées par l'armée française.

Entre les États-Unis et la Libye, le conflit se durcit à partir de décembre 1985, après les attentats contre les aéroports de Vienne et de Rome (dix-neuf morts), à propos desquels le président Reagan accuse la Libye de complicité. Et, le 7 janvier 1986, la véritable épreuve de force commence : Washington rompt toutes ses relations économiques avec Tripoli, ordonnant aux ressortissants américains (quelques milliers) qui résident dans ce pays — et dont la plupart travaillent dans l'industrie pétrolière — de quitter la Libye. Le lendemain, les autorités américaines gèrent les avions libyens aux États-Unis.

Pendant près de trois mois, la flotte américaine multiplie les manœuvres au large de la Libye. Le 24 mars, c'est l'affrontement : les avions américains abattent deux avions libyens et touchent deux vedettes ainsi qu'une batterie de missiles du colonel Kadhafi. Le 25, les Américains renouvellent leur « riposte » avant de mettre fin à leurs « manœuvres ».

Mais, le 5 avril, une bombe explose dans une discothèque de Berlin-Ouest fréquentée par des soldats américains en permission : l'un d'eux est tué, ainsi qu'une jeune femme. De nombreuses autres personnes — dont des militaires américains — sont également blessées. Le lendemain, l'ambassadeur des États-Unis en RFA met en cause le colonel Kadhafi, déclarant qu'il

existe « des preuves évidentes d'une implication libyenne » dans l'attentat de Berlin. Une mise en cause que Washington réitérera, le président Reagan allant jusqu'à qualifier le guide de la révolution libyenne de « chien fou du Proche-Orient ».

Raid sur Tripoli

Le 15 avril, les Américains estiment avoir recueilli assez de preuves pour envoyer dix-huit bombardiers F-111, à partir de bases situées en Grande-Bretagne, sur Tripoli et Benghazi. La caserne servant de quartier général au colonel Kadhafi sera, entre autres objectifs, durement touchée. L'ambassade de France, remise en état depuis l'incendie de février 1980, sera également endommagée. Selon les autorités libyennes, ce raid aura fait trente-sept morts et près de cent blessés.

Passé un déchaînement verbal contre les États-Unis, c'est l'absence et une apparente indifférence qui caractérisent les relations américano-libyennes jusqu'à l'automne 1988. Pendant cette période, on assiste à une véritable « transfiguration » du « guide ». Coup sur coup, le colonel met fin à son aventure tchadienne, libéralise — surtout sur le plan économique — à l'intérieur de son pays, se réconcilie avec presque tous ses voisins, ouvre purement et simplement sa frontière avec la Tunisie, et se fait le chantre du Grand Maghreb. Enfin, il veut offrir à l'Europe occidentale l'image d'un homme d'État « respectable ».

Le résultat ne paraît, toutefois, pas à la mesure de ses efforts, puisque dès septembre dernier les Américains ont recommencé à menacer du doigt le régime libyen, qu'ils accusent de ne pas avoir renoncé à ses « habitudes » terroristes. Petit à petit, leurs critiques se concentrent sur un projet... industriel : une usine construite à une soixantaine de kilomètres au sud de Tripoli, à Rabta. Après avoir, dans un premier temps, fait part de son « inquiétude », Washington accuse ouvertement le régime libyen d'avoir construit la plus importante usine de fabrication d'armes chimiques du tiers-monde. En décembre, le président Reagan évoque l'éventualité d'une action militaire et fait état de consultations avec les alliés des États-Unis. Et ce, à quelques jours de l'ouverture... à Paris, le 7 janvier, d'une conférence internationale sur les armes chimiques.

Aux menaces à peine voilées d'intervention militaire américaine contre l'usine chimique de Rabta vient s'ajouter, le 21 décembre, un nouveau fait à propos duquel le nom de la Libye sera cité indirectement. Ce jour-là, un Boeing-747 de la Pan Am explose en vol, au-dessus de l'Ecosse, faisant 270 morts.

Bien que Londres et Washington se montrent officiellement très prudents et se refusent à désigner les auteurs, deux noms sont largement cités comme étant les principaux suspects. Les deux sont Palestiniens, mais l'un, Ahmed Jibril, chef du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général, est le protégé de Damas, tandis que l'autre, Abou Nidal, responsable du Fath-Conseil révolutionnaire, a trouvé asile à Tripoli.

YVES HELLER.

L'Italie lance un appel à la modération

ROME
de notre correspondant

Sécurité renforcée autour des aéroports civils et militaires, surveillance accrue à l'extérieur des bases et des installations de l'OTAN, vigilance redoublée pour les forces de défense aéronavales. Vivement préoccupé après le grave incident du 4 janvier, le gouvernement italien, par la voix de ses diplomates, a lancé mercredi « un nouvel appel à la modération », tout en se préparant au pire.

« Ve-t-on encore faire les frais de l'agression américaine contre la Libye ? », C'est en ces termes que l'Italien de la rue, qui n'accepte pas facilement la version américaine de l'incident, analyse la situation. Bastion occidental le plus proche des côtes libyennes, l'Italie se souvient qu'en avril 1986, après le bombardement américain sur Tripoli, c'est elle que le colonel Kadhafi avait décidé de punir. Deux missiles soviétiques SCUD avaient été tirés depuis la Libye à 300 kilomètres de là, sur l'île de Lampedusa, point sud le plus avancé du territoire italien en Méditerranée, qui abrite une station radar italo-américaine très sophistiquée.

Les engins n'avaient raté leur cible que de 2 kilomètres. « Alors, est-ce que vous excluez toute mesure de rétorsion contre nous ? », demandait mercredi soir une télévision privée à

l'ambassadeur libyen à Rome. « Non, nous n'excluons rien du tout », rétorqua le diplomate.

Allié fidèle des États-Unis, membre actif de l'OTAN, qui a établi dans la Borne son haut commandement pour la région sud, l'Italie, qui est aussi l'ancien colonisateur de la Libye, est dans une position tout à fait inconfortable. « Entre le marteau et l'enclume », résume un expert militaire. Premiers à subir d'éventuelles représailles, premiers aussi à rétablir le contact entre l'Ouest et le colonel Kadhafi quand celui-ci estime qu'il est urgent de calmer le jeu, les Italiens avaient notamment reçu le commandant Jalloud à Rome il y a à peine six semaines. Le numéro deux libyen, qui avait eu droit notamment à une audience avec le pape Jean-Paul II, avait alors assuré ses interlocuteurs que son pays ne fabriquerait pas d'armes chimiques.

« Dormons-leur au moins le bénéfice du doute en attendant une vérification en bonne et due forme », disait-on alors à la Farnesina, le ministère italien des affaires étrangères. Et M. Giulio Andreotti, l'inamovible chef de la diplomatie transalpine, qui a toujours conduit la politique extérieure de son pays avec une immense souplesse et de prudence, avait fait savoir que les Libyens étaient prêts à se soumettre à toutes les vérifications.

PATRICE CLAUDE.

Selon le « New York Times »

Les Libyens ont enlevé les produits chimiques de l'usine de Rabta

Les responsables américains pensent que la Libye a déplacé les produits destinés à la fabrication d'armes chimiques des environs de l'usine de Rabta, située à 60 kilomètres au sud de Tripoli, affirme, le mercredi 4 janvier, le New York Times.

Selon un responsable cité par le quotidien, la Libye a « nettoyé » l'usine, enlevant des fûts contenant du thiodygcol et d'autres « matières premières » utilisées dans la production du gaz moutarde et d'autres armes chimiques. Les Libyens auraient également fait enlever de petites quantités d'armes chimiques produites à titre expérimental, cherchant à faire disparaître les preuves que cette usine fabrique des armes chimiques. Washington demeure cependant préoccupé par cette affaire, car les produits chimiques peuvent facilement être ramenés dans l'usine, une fois que l'attention

internationale aura baissé, a ajouté le responsable américain.

A Londres, le Foreign Office a affirmé, mercredi soir, que la Grande-Bretagne disposait d'« informations indépendantes » prouvant que l'usine actuellement en construction à Rabta était destinée à la production d'armes chimiques. Aucune indication sur l'origine ou la nature de ces informations n'a été fournie par le Foreign Office, qui a indiqué qu'il avait fait part de ces informations à « un certain nombre de pays ».

A Bonn, en revanche, le gouvernement ouest-allemand a fait savoir, mercredi, qu'il avait demandé, en vain pour l'instant, des compléments d'information aux États-Unis sur l'usine chimique libyenne et l'implication supposée de firmes ouest-allemandes dans sa construction. — (AFP.)

Diplomatie

Londres accepte la tenue d'une conférence sur les droits de l'homme à Moscou

Le gouvernement britannique « approuve le principe » de la tenue d'une conférence sur les droits de l'homme à Moscou en 1991. « À condition que les récents progrès en matière de droits de l'homme en Union soviétique se maintiennent », a annoncé, le mercredi 4 janvier, le Foreign Office.

Dans un communiqué rendu public au lendemain de l'approbation par les États-Unis de la conférence de Moscou (le Monde du 5 janvier), le Foreign Office constate « une amélioration importante de la situation des droits de l'homme en URSS ». Toutefois, il reste beaucoup à faire et nous continuerons de surveiller attentivement les réformes d'ici à 1991 », ajoute le texte.

Le gouvernement britannique, précise-t-il, attend que le Kremlin tienne ses promesses, que les libertés d'expression, de culte et d'émigration soient garanties, ainsi qu'une « véritable indépendance de la justice ».

A Moscou, M. Youri Rechetov, responsable du département des droits de l'homme au ministère des affaires étrangères, a estimé que la conférence de Vienne devrait s'achever « dans un avenir très proche » des lors que « Washington a radicalement modifié sa position » concernant la conférence de Moscou sur les droits de l'homme. Cette dernière ne sera pas « un exercice de propagande, a-t-il ajouté, elle est étroitement liée à la démocratisation et à la justice ». L'académicien Andreï Sakharov a, pour sa part, exprimé son inquiétude au sujet de membres du comité Karabakh. « Si la situation ne s'améliore pas, on reste la même, la conférence de Moscou est discutable », a-t-il déclaré. — (AFP, Reuters.)

Interdire l'arme chimique

(Suite de la première page.)

Les missions d'enquête diligentes par le secrétaire général des Nations unies, grâce à un mécanisme proposé par la France en 1982, ont notamment permis au Conseil de sécurité de condamner très fermement et à l'unanimité, en août dernier, les usages les plus récents d'armes chimiques.

Les violations ayant ainsi été jugées de façon claire par l'instance internationale compétente, il ne s'agit pas d'y revenir lors de la conférence de Paris pour organiser le procès de tel ou tel pays. Notre but est au contraire de mobiliser la communauté internationale afin que les peuples n'aient plus jamais à subir les ravages des gaz. Souhaitons que les pays qui n'ont pas encore adhéré au protocole de 1925 décident de le faire à cette occasion. Certains ont déjà annoncé leur intention en ce sens.

Au-delà des faits, trop de commentaires ont laissé ces derniers temps l'impression que les stratégies pouvaient redécouvrir les manières supposées d'une telle arme.

L'arme chimique ne constitue pas une arme de dissuasion. Comme on le sait, elle n'empêche pas la guerre, elle en souligne les horreurs. Si sa présence à des fins tactiques devait être justifiée par des situations régionales tendues, tout le monde aurait à y perdre : les puissances locales qui encourageraient les risques d'escalade meurtrière ; l'humanité tout entière par la course à la guerre qu'un tel usage induirait. C'est l'ensemble du processus de désarmement qui s'en trouverait affecté ou com-

promis. On tournerait le dos à la paix vers laquelle aujourd'hui tous les efforts convergent.

..

Le moyen d'une élimination totale de l'arme chimique fait aujourd'hui l'objet des négociations de Genève au sein de la conférence du désarmement. Les négociations travaillent à l'élaboration d'un « texte évolutif » qui est en quelque sorte la préfiguration d'un futur traité.

Les progrès les plus récents en matière de désarmement, en particulier le traité de Washington sur les forces nucléaires intermédiaires soviétiques et américaines, ont souligné l'importance cruciale de la vérification. Sans doute le désarmement chimique est-il plus difficile à vérifier : diversité d'emploi de certaines substances toxiques, ampleur des capacités industrielles à l'échelle mondiale, extrême difficulté à détecter les détournements à des fins militaires.

L'exercice, on le voit, est particulièrement complexe. Mais il a pris d'ores et déjà un tour très pratique puisque, d'ici au milieu de cette année, les principaux pays disposant d'une industrie chimique importante auront organisé une première « inspection expérimentale » à l'échelle nationale, afin de tester sur le terrain la fiabilité et l'efficacité des dispositions pratiques qui ont été élaborées à Genève. Il est d'ores et déjà prévu qu'après une comparaison de cette première série d'expériences, on passera à l'organisation d'inspections internationales.

C'est dire combien les autorités gouvernementales comme les représentants des industries se sont impliqués dans la recherche très concrète de mécanismes de vérification adaptés et efficaces.

Pour régler les questions de la vérification et de la sécurité, sans parler de bien d'autres sujets, un travail technique approfondi est nécessaire. Pour qu'il soit mené à bien dans les meilleurs délais, en particulier au moment où l'urgence s'accroît, il est indispensable que toutes les nations du globe donnent, collectivement, l'impulsion politique décisive à la future convention qui établira un régime complet et définitif d'interdiction.

..

En attendant la convention elle-même, et pour y arriver plus sûrement encore, la condamnation sans appel de l'arme chimique, le strict respect du protocole de 1925 et le renforcement du rôle de l'Organisation des Nations unies à cette fin sont plus que jamais indispensables. Une étape sans précédent pourra ainsi être franchie en matière de désarmement : l'interdiction définitive d'une catégorie entière d'armement. La réunion de Paris est ainsi indissociable du processus de désarmement général.

La France a voulu, en organisant la conférence de Paris, appeler la communauté internationale à forcer l'allure dans l'effort entrepris pour parvenir à l'élimination effective et définitive d'une arme terrible.

ROLAND DUMAS.

هكذا من الأصل

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

VENTE sur saisie immobilière, au palais de justice de PARIS
le JEUDI 19 JANVIER 1989, à 14 h 30
APPARTEMENT 2 pces princ. - 11, RUE CONSTANCE
à PARIS-18^e, au 2^e étage - Mise à prix : 100 000 F
S'adresser à M^{rs} BOUDRIOT et VIDAL DE VERNEUX, avocats à PARIS-8^e,
55, boulevard Malesherbes, tél. 45-22-04-36. - Tous avocats pr. trib. de gde inst. PARIS.
Sur place pour vis. le 16 JANV. de 11 h 30 à 12 h 30.

Vente au palais de justice de BOBIGNY, le mardi 17 janvier 1989 à 13 h 30
PROPRIÉTÉ à PIERREFFITTE-sur-SEINE
(Seine-Saint-Denis)
43, boulevard Jean-Jarès
Mise à prix : 500 000 F
S'adresser à M^{rs} PIETRUSZYNSKI, avocats Résidence Le Triolaire, 28, rue Scandiac,
PANTIN, M^{rs} BARNIER de GARIAC, avocats à PARIS. Tél. : 47-20-82-38.
S.C.P.A. ROULETTE TAMEL et autres avocats à BOBIGNY.

VENTE sur saisie immobilière, au palais de justice de PARIS
le JEUDI 19 JANVIER 1989, à 14 h 30
UN APPARTEMENT de 4 pces princ. à PARIS-11^e
10, PASSAGE ROCHEBRUNE
(ancien local commercial) et 5 CAVES
M. à px : 150 000 F S'adresser à M^{rs} BOUDRIOT et VIDAL DE VERNEUX,
avocats à PARIS-8^e,
55, bd Malesherbes, tél. 45-22-04-36. Vis. sur place 17 JANV. de 12 h à 13 h.

Vente sur saisie immobilière, au palais de justice de PARIS
le JEUDI 19 JANVIER 1989, à 14 h 30
UN APPARTEMENT 4 P. PRIN. - 4^e étage - CAVE
11, AVENUE DE VERSAILLES - PARIS-16^e
et 4, quai Louis-Bérlioz
M. à P. : 300 000 F S'adresser à M^{rs} BOUDRIOT et VIDAL DE VERNEUX,
avocats à PARIS-8^e,
55, bd Malesherbes. - Tél. : 45-22-04-36. - Vis. sur place 17 JANV. de 12 h à 13 h.

Vente sur saisie immobilière, au palais de justice d'EVRY,
le MARDI 17 JANVIER 1989 à 14 heures
APPARTEMENT 4 PIÈCES à EVRY (91)
6, square Paul-Lafargue
Bâtiment I, escalier B, 3^e étage à droite, porte face avec cuisine, rangement, placards, s.
de b., WC, dégagement, entrée, loggia. EMPLACEMENT POUR VOITURE.
MISE A PRIX : 50 000 F.
S'adresser à M^{rs} Jean-Claude BRENIER, avocat à EVRY (Essonnes)
3, place du Rouillon. - Tél. : 60-77-51-00.

VENTE sur saisie immobilière, au palais de justice de PARIS
le JEUDI 19 JANVIER 1989, à 14 h 30
UN APPARTEMENT de 3 pces princ. à PARIS-15^e
17 à 25, RUE DES NOUETTES - 1 à 11, RUE OLIER
au 5^e et 6^e, bdt. D, escal. D 2 - Cave bdt. D, escal. D 3
S'adresser à M^{rs} BOUDRIOT et VIDAL DE VERNEUX,
avocats à PARIS-8^e,
55, bd Malesherbes, tél. 45-22-04-36. Vis. sur place 17 JANV. de 11 h 30 à 12 h 30.

Vente au palais de justice de NANTERRE, le JEUDI 19 JANVIER 1989, à
14 heures
UN IMMEUBLE à CLAMART (92)
Rez-de-chaussée : salle de café, bar, cuisine, salle formant dépôt et servant pour ango à
la cour arrière. Premier étage : SIX CHAMBRES, un débarras, salle d'eau, cave au
sous-sol et HANGAR environ 50 m².
MISE A PRIX : 150 000 F
S'adresser à M^{rs} Michel POUCHARD, avocat à ASNIÈRES (Hauts-de-Seine), 9, rue
Robert-Lavigne, tél. : 47-98-94-14. Et à tous avocats près le tribunal de grande ins-
tance de NANTERRE. Sur les lieux pour visiter le LUNDI 9 JANVIER 1989, de
14 h 30 à 15 h 30.

Vente sur saisie immobilière au palais de justice de BOBIGNY,
le mardi 17 janvier 1989 à 13 h 30, en un seul lot
PROPRIÉTÉ à MONTREUIL-SOUS-BOIS
(Seine-Saint-Denis)
30, rue du Midi
Comprendant UN PAVILLON usage d'habitation couvrant une superf. de 48 m², élevé
sur s/sol, d'un rez-de-chaussée, divisé en 3 pièces, entrée, cuisine, water-closet
PETITE COUR devant JARDIN derrière
Mise à prix : 250 000 F.
S'adresser pour tous renseignements : 1) Au cabinet de M^{rs} J. PIETRUSZYNSKI, avo-
cat, 28, rue Scandiac, 93500 PANTIN. 2) Au cabinet de la SCP SCHMIDT DAVID
GUIBERTE, société d'avocats, 76, avenue de Wagram à Paris-17^e. Tél. : 47-63-29-24.

Vente sur licitation au palais de justice de PARIS.
le lundi 16 janvier 1989 à 14 h 30, en un lot
Dans un immeuble à PARIS-3^e
62, rue Charlot et 11-13, rue de Normandie
au 3^e étage, etc. A
UN APPARTEMENT de 5 pièces
communiqué avec l'APPARTEMENT de 2 pièces
au 3^e étage, etc. A - Compartiment de cave n° 12 au sous-sol
Mise à prix : 600 000 F.
S'adresser pour renseignements à : 1) M^{rs} J.F. BOIRON, SCP J. BOIRON
et M. J. BOIRON, avocats au barreau de PARIS, demeurant à PARIS-16^e, 41, avenue
Kléber. Tél. : 47-04-30-06. 2) Au greffe des criées du trib. de gde inst. de PARIS,
bd du Palais, où le cahier des charges est déposé.

LA VILLE DE PARIS vend LIBRES
Chambre des notaires - MARDI 24 JANVIER 1989, à 14 h 30
UNE BOUTIQUE av. APPART. de 2 pces
2 APPARTEMENTS de 2 pces et 1 CHAMBRE
42-44, RUE SIBUET - PARIS-12^e
APPARTEMENT de 2 pces - 3, RUE DE BELLEVUE
à PARIS-19^e - Avec jardin privatif
APPARTEMENT de 2 pces - 62, RUE DE TURENNE
à PARIS-3^e - Quartier du Marais
M^{rs} MAHOT DE LA QUERANTONNAIS, BELLARGENT, LIÈVRE, not. assoc.
14, rue des Pyramides, 75001 PARIS - Tél. 42-60-31-12.

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINITEL

LE MONDE DE LA BOURSE
Pour suivre en direct l'évolution de chacune de
vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE
36.15 LEMONDE

Amériques

BRESIL

La corruption jusqu'au naufrage

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

La corruption, encore et tou-
jours... C'est parce que des poli-
ciers maritimes se seraient laissés
suborner que la promenade d'un
bateau-mouche a tourné à la tra-
gédie le soir de la Saint-
Sylvestre près de la plage de
Copacabana. Le Monde du 5 jan-
vier.

Selon le quotidien *O Globo*,
un musicien du bateau aurait vu
la patrouille qui a contrôlé
l'embarcation recevoir une
somme d'argent des organisate-
urs de la promenade pour fermer
les yeux sur les singulières
conditions du voyage : passe-
gers en surnombre, mer trop
houleuse pour un bateau-
mouche, mobilier non fixé au
plancher, bouées et canots de
sauvetage en nombre insuffisant
et difficilement accessibles.
Deux personnes disent avoir
recueilli cette confidence du
musicien, mais celui-ci s'est
rétracté quand il a comparu
devant les enquêteurs.

Les propriétaires du bateau
avaient spécifié dans leur contrat
avec l'agence que l'embarcation
ne pouvait pas sortir par mau-
vais temps, mais l'agence, elle,
avait prévenu ses clients que la
promenade se ferait quelles que
soient les conditions atmosphé-
riques. L'appât du gain a visible-
ment conduit au mépris des
règles de sécurité les plus éle-
mentaires. C'est une situation
courante au Brésil, de même que

la corruption policière. On ne
sait sans doute jamais si la
patrouille maritime s'est vrai-
ment laissé suborner, mais il
s'agit d'une pratique répandue
dans la profession.

Les policiers ont l'habitude de
prélever leur dîme avant même
de constater une infraction. Ils le
font avec les chauffeurs de taxi,
les routiers, voire les automobi-
listes ordinaires. Les taxis qui
attendent les passagers à la gare
routière de Rio doivent payer les
gardiens en faction pour avoir le
droit de stationner. Les mar-
chands de quatre saisons font de
même, pour vendre sur les mar-
chés.

Tout s'achète

Les règlements et interdic-
tions sont destinés à nourrir un
corps abondant de fonction-
naires. Depuis les inspecteurs
des poids et mesures, qui protè-
gent, contre monnaie trébuche-
lante, les commerçants aux
balances frauduleuses, jusqu'aux
agents dûment qualifiés chargés
de faire « respecter » la loi qui
interdit l'importation de micro-
et mini-ordinateurs, pour réserver
l'exclusivité du marché aux fabri-
cants brésiliens. Dans un premier
temps, cette loi a eu un effet
positif, et stimulé la croissance
d'une industrie nationale. Mais
elle a aussi favorisé la contre-
bande d'un matériel qui n'est
fabriqué qu'à l'étranger, et dont
les entreprises ont besoin pour

travailler. Pour pouvoir garder ce
matériel, elles donnent les cen-
taines ou milliers de dollars
réclamés par les inspecteurs
chargés de « lutter » contre la
contrebande.

Tout s'achète au Brésil, le
permis de conduire comme le
visa de séjour pour les étrangers.
Sous le dernier gouvernement
militaire, le trafic des cartes de
séjour était organisé par le fils du
ministre de la justice lui-même.
Du haut en bas de l'échelle
administrative, le pot-de-vin est
roi. Les scandales sont devenus
si fréquents que le mot corrup-
tion est désormais un titre de
rubrique dans la presse.

La dernière affaire en date a
impliqué la Petrobras, la compé-
gnie pétrolière de l'Etat. Plus
précisément deux de ses direc-
teurs, qui exigeaient leur « pour-
centage » des banques tenant
les comptes de l'entreprise. Leur
supérieur direct était un général,
qui devait son poste non à sa
compétence, mais à son amitié
avec le président Sarney. Les
deux hommes disent que ce der-
nier était au courant.

La Petrobras a eu du moins le
mérite d'enquêter elle-même sur
ces « irrégularités » et de désig-
ner les coupables. La plus sou-
vent, les scandales se soldent par
l'impunité. La tragédie du
bateau-mouche révèle l'opinion
publique par le nombre de régu-
gences criminelles qu'elle révèle,
et par la quasi-certitude que les
coupables n'auront pas le châti-
ment qu'ils méritent.

CHARLES VANHECKE.

CHILI

La Cour suprême ouvre une enquête sur la colonie Dignidad

Pour la première fois depuis l'ins-
tauration du régime militaire, le
ministre chilien des affaires étran-
gères, M. Hernan Felipe Errazuriz,
a demandé à la Cour suprême
d'ouvrir une enquête sur la colonie
Dignidad, une communauté de trois
cents ressortissants allemands située
à 400 kilomètres au sud de Santiago.
Le ministre a déclaré avoir remis à
la Cour un dossier fourni par les
autorités uest-allemandes, dans
lequel figurent des témoignages
d'anciens membres de Dignidad -
entendus par une commission par-
lementaire du Bundestag - qui font
état de traitements dégradants. Ces
témoins accusent notamment
M. Paul Schaefer, le chef de la colo-
nie, âgé de soixante-neuf ans, de
l'avoir transformé en camp de tra-
vaux forcés.

Fondée en 1961 par un groupe
d'immigrants en provenance de
RFA, la colonie Dignidad a été
suspensée par de nombreuses or-
ganisations des droits de l'homme, en
particulier Amnesty International,
d'avoir servi de centre de torture et
de réclusion pour les prisonniers
politiques après le coup d'Etat de
1973. Entouré d'une double enceinte
de fils de fer barbelés, la colonie
avait bénéficié de la protection des
autorités chiliennes, qui s'opposaient
jusqu'ici à toute enquête la con-
cernant. « Le gouvernement chilien
s'est enfin rendu compte que nos
suspensions sont fondées, et qu'une
enquête doit être effectuée sur ce
qui se passe à l'intérieur de la colo-
nie », a déclaré un porte-parole de
l'ambassade de RFA. - (Reuters.)

ARGENTINE

Le président Alfonsín déclare l'« état d'urgence électrique »

Le président argentin Raul Alfonsín a décrété, mercredi 4 janvier, l'« état d'urgence électrique » dans tout le pays. Devant le risque d'une panne totale de courant, le chef de l'Etat, dans un communiqué diffusé par l'agence officielle Telam, a pris toute une série de mesures visant à restreindre la consommation d'énergie électrique. La télévision argentine n'émettra plus que quatre heures par jour, et les coupures quotidiennes en vigueur dans tout le pays depuis le 12 décembre dernier vont passer de cinq à six heures. L'éclairage public sera réduit de 50 %. La publicité lumineuse comme l'éclairage des vitrines des magasins sont interdits.

ÉTATS-UNIS

Quand les journalistes de TF 1 jouent aux poseurs de bombes...

NEW-YORK
de notre correspondant

Des images plutôt rares ont été diffusées par toutes les télévisions des Etats-Unis, mercredi 4 janvier. L'on y voyait deux journalistes, menottes aux mains, embarqués dans un panier à salade, et solidement encadrés par des agents du FBI... La surprise fut encore plus grande lorsque leurs collègues reconnurent le correspondant de TF 1 à New-York, Alain Cheillou, et son assistant de production, Bruce Frankel.

Les deux hommes, à la recherche d'un « coup » journalistique, venaient de commettre une imprudence aussi énorme que banale. Afin de prouver qu'il était possible, malgré les contrôles renforcés, de placer une bombe à bord d'un avion de ligne, ils ont remis au service de fret d'Air France, de la TWA et de la Pan Am à l'aéroport J.F. Kennedy à New-York des boîtes métalliques utilisées généralement pour le transport de pellicules, contenant de la pâte à modeler et un dispositif de mise à feu composé de fils électriques et d'un réveil.

Si l'employé d'Air France, qui connaissait Bruce Frankel personnellement, a accepté la boîte

sans méfiance, il n'en alla pas de même au comptoir de la TWA, où le préposé, intrigué par le poids inhabituel du paquet, a alerté la sécurité. Larmes aux yeux, Bruce Frankel a aussitôt crié son « innocence » : « C'est un faux, croyez-moi ! », disait-il, alors que les agents lui remettaient déjà les menottes aux mains. Selon un responsable de la police de l'aéroport, M. Armando Arrastía, les boîtes contenaient également une lettre à l'adresse de TF 1 signée par le chef de bureau Alain Cheillou et son assistant de production, Bruce Frankel. Vous savez où trouver notre fusée bombe ! »

Si la TWA se dit « très heu-
reuse » d'avoir pu prouver la
sécurité de ses mesures de sécu-
rité, Air France a décidé immé-
diatement d'inspecter désormais
tous les colis remis au fret. A la
Pan Am, on affirme que le pa-
quet, bien qu'accepté au gui-
chet, « était acheminé vers la
contrôle radiographique lorsque
la police a alerté les employés
sur sa nature »...

Détenu par le FBI, Alain
Cheillou et Bruce Frankel seront
sans doute inculpés de « fausse
déclaration ». Ils risquent une
amende de mille dollars et un an
de prison ferme.

CHARLES LESCAUT.

• SALVADOR : libération de
Philippe Revellin. - Le professeur
de guitare français, qui avait été
arrêté, lundi 2 janvier à San-
Salvador par la police, a été libéré
mercredi, sans que les raisons de
son arrestation aient été expliquées.
M. Philippe Revellin faisait partie

d'une délégation de l'Association
France-Amérique latine qui devait
rencontrer des organisations des
droits de l'homme et fournir du
matériel scolaire dans le cadre d'un
projet d'aide. Il devait quitter le
Salvador jeudi pour la capitale du
Nicaragua. - (AFP.)

Afrique

La question du Sahara occidental

D'autres rencontres pourraient suivre l'entretien entre le roi Hassan II et le Polisario

Pour la première fois depuis
le début du conflit saharien, en
1975, le roi Hassan II a eu un
entretien direct avec des diri-
geants du Front Polisario, mer-
credi 4 janvier à Marrakech.
L'agence de presse algérienne
APS, citant des sources sahra-
ouïes écrit que cette rencon-
tre, « qui sera suivie par
d'autres, peut ouvrir la voie à un
règlement juste, durable et défi-
nitif ».

Au moins un contact à niveau
élevé avait eu lieu secrètement à
Alger il y a plusieurs années, mais
sans résultats. Depuis la normalisa-
tion entre le Maroc et l'Algérie, l'an
dernier, le contexte a radicalement
changé. Tout en s'abstenant de don-
ner une grande publicité à l'événe-
ment, les autorités marocaines ont
publié un bref communiqué faisant
état d'un « entretien qui a porté sur
la situation prévalant actuellement
dans nos provinces du sud, dans la
perspective du référendum décidé ».

Il s'agit de la consultation en vue
de l'autodétermination de l'ancien
Sahara espagnol qui doit avoir lieu
cette année sous l'égide de l'ONU.
Rabat paraît attendre sereinement
ce scrutin pour l'organisation duquel
un représentant spécial du secrétaire
général des Nations unies, M. Hector
Gros Espiell, doit séjourner pro-
chainement dans la région. Les deux
parties étant en principe d'accord
pour s'en remettre au verdict des
urnes, il reste à s'entendre sur les
modalités de l'opération, notamment
sur la neutralisation de l'armée et de
l'administration marocaine qui
contrôlent la plus grande partie du
territoire depuis le succès de la stra-
tégie des « murs ».

L'homme qui lance régulièrement
ses troupes à l'assaut de ce mur,
imprévisible durablement, M. Bra-

him Ghali, « ministre sahraoui de la
défense », MM. Béchir Mustapha
Sayed, « numéro 2 » du Polisario, et
Mabfoud Ali Beiba, « premier
ministre » de la RASD, ont partici-
pé à l'entretien avec le roi Has-
san II, qu'entouraient ses conseillers
diplomatiques, M. Rida Guédira, le
ministre de l'Intérieur et de l'Infor-
mation, M. Drias Basi, et le mini-
stre des affaires étrangères,
M. Abdelatif Filali.

Le souverain avait bien précisé
qu'il s'agissait de « discuter » et non
de « négocier ». Mais, à première
vue, la rencontre va dans le sens des
revendications du Polisario, selon
lequel tout règlement est impossible
sans dialogue direct entre lui et les
Marocains. Alors que Rabat prépare
un sommet sahraoui pour la fin du
mois, il s'agit là d'un geste de bonne
volonté à l'égard d'Alger, qui, sur ce
point du dialogue direct, continuait
à soutenir inconditionnellement le
Polisario.

A en croire une déclaration offi-
cieuse rapportée par l'AFP, les
Marocains n'ont pas à regretter ce
dialogue : selon une source proche
du gouvernement, « l'essentiel est
que le mur psychologique soit
déjà brisé ». Le rapproche-
ment algéro-marocain, et sans doute,
la lente prise de conscience du
caractère peu viable d'un Etat sa-
hraoui - alors que tant de pays afri-
cains enfoncés dans les frontières
nées de la colonisation se débattent
dans des difficultés croissantes -
peuvent amener les Sahraouis à exa-
miner, sans engagement, les projets
marocains, qui semblent tourner
autour de l'idée d'une fédération de
type allemand. Le fait que, malgré
toutes les difficultés, ils n'aient
jamais recouru au terrorisme, pré-
férant un combat légal avec l'armée
marocaine, pourrait faciliter un jour
une solution « dans l'honneur ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Affrontements à Djibouti : quatre morts

Quatre personnes ont été tuées et
une centaine d'autres blessées,
mardi 3 janvier, lors de graves
affrontements entre forces de l'ordre
et habitants d'un bidonville de Dji-
bouti qui s'opposaient à leur expul-
sion, a annoncé le ministre dji-
boutien de l'Intérieur. L'armée et la
gendarmérie ont, d'autre part, arrêté
quelque 200 personnes dans le
bidonville, qui rassemble de 30 000
à 50 000 personnes.

Les affrontements ont opposé,
pendant plusieurs heures, les forces
de l'ordre aux habitants des taudis
de Balbala, à 5 kilomètres de la
capitale, qui s'opposaient à la démo-
lition par les autorités de leurs habi-
tations de tôle et de carton. La
police a utilisé des gaz lacrymogènes
pour disperser les manifestants, et
certains policiers, blessés, ont eu
recours à leurs armes à feu pour se
dégager. - (AFP.)

Europe

GRÈCE : reçue par le chef de l'Etat

L'opposition réclame des élections à la proportionnelle « simple »

ATHÈNES
de notre correspondant

Une grande première dans la vie politique grecque : les dirigeants des quatre partis de l'opposition parlementaire se sont réunis, mardi 3 janvier, chez le président de la République, M. Christos Sartzetakis, pour lui exposer leurs vues communes sur la crise politique que traverse le pays. MM. Constantinos Karamanlis (Nouvelle Démocratie), Constantinos Stefanopoulos (Renouveau démocratique), Charilaos Florakis (Parti communiste) et Loukas Kyrtos (Gauche hellénique) ont demandé au chef de l'Etat « de prendre ses responsabilités », ont-ils déclaré.

Les pouvoirs du président de la République sont, en Grèce, extrêmement limités, surtout depuis la révision de la Constitution de 1985. Toutefois, il peut, comme l'ont rappelé les dirigeants de l'opposition, « consulter et conseiller », selon un

vieil adage constitutionnel britannique. Il pourrait, par exemple, inviter le premier ministre socialiste, M. Andreas Papandréou, à discuter avec lui de l'évolution politique du pays. Le président pourrait également « renvoyer » devant le Parlement un texte qui serait en contradiction avec la Constitution, notamment la loi électorale, dont les grandes lignes devaient être présentées à la fin de ce mois. Jusqu'à présent, M. Papandréou s'est contenté de dire que le nouveau mode de scrutin serait « plus juste » que le système actuellement en vigueur dit de « proportionnelle renforcée », qui favorise les grandes formations.

Les quatre dirigeants politiques de l'opposition réclament la proportionnelle « simple ». Ils soupçonnent en effet les stratèges du Mouvement socialiste panhellénique (PASOK), au pouvoir, de vouloir proposer une réforme dont le seul objectif serait de « assurer la majorité des sièges à l'Assemblée nationale, même s'il

arrive en seconde position à l'issue du scrutin. L'opposition demande enfin que des élections anticipées soient organisées juste après l'adoption de la nouvelle loi électorale et que ces législatives se déroulent dans des conditions garantissant le pluralisme et l'accès de tous les partis aux médias, notamment audiovisuels, jusqu'ici monopolisés par le gouvernement.

A leur sortie du palais présidentiel, les quatre parlementaires ont déclaré que M. Sartzetakis les avait écoutés attentivement et qu'il « partageait leurs inquiétudes ». Des divergences existent bel et bien entre le chef de l'Etat et le premier ministre (le Monde du 3 janvier), mais il est peu probable que M. Papandréou revienne sur sa décision de rester au pouvoir jusqu'aux élections, normalement prévues pour le 18 juin. Selon certaines rumeurs, un nouveau remaniement gouvernemental pourrait intervenir dans les semaines qui viennent.

La commission d'enquête parlementaire poursuit de son côté ses travaux pour tenter de faire la lumière sur le « scandale Koskotas ». Il apparaît maintenant que les activités frauduleuses de l'ancien propriétaire de la Banque de Crète, aujourd'hui sous les verrous aux Etats-Unis, ne se limitaient pas à l'acquisition de journaux ou de clubs de football. Georges Koskotas était engagé aussi dans le commerce des armes. M. Panayotis Vakis, ancien vice-président du conseil d'administration de la Banque de Crète, actuellement en détention préventive, a reconnu mardi devant la commission qu'il avait servi d'intermédiaire dans une vente de matériel militaire pour deux entreprises publiques - EBO et PYRKAL. Le montant du contrat était de 23 millions de dollars. Le client était l'Iran, mais l'opération s'est faite par l'entremise d'un pays tiers non désigné. Dans cette affaire, la Banque de Crète avait coopéré avec la Banque commerciale de Grèce, qui est un établissement public.

M. Vakis a par ailleurs confirmé que le banquier escroc envoyait des « sacs » pleins de billets de banque à des destinataires inconnus. Georges Koskotas lui aurait confié une fois que l'un de ces destinataires était M. Georges Petros, l'actuel ministre de l'ordre public. Il lui aurait également confié que sa tentative de vendre la Banque de Crète, juste avant sa fuite à l'étranger en novembre, avait reçu l'accord du gouvernement socialiste et de M. Papandréou en personne. Le premier ministre aurait donné des instructions à M. Agamemnon Koutsoyorgas, alors vice-président du conseil, pour que l'opération réussisse. Les candidats au rachat étaient le groupe Arfan-Hionis, deux entrepreneurs de travaux publics proches de plusieurs ministres. Toutefois, l'affaire n'a pas abouti, et la Banque de Crète est passée depuis sous la tutelle de la Banque centrale.

M. Vakis a enfin exprimé sa conviction que Georges Koskotas a été « aidé » dans sa fuite de Grèce mais qu'il n'a été « instrument » d'aucun « complot » contre le pouvoir politique, ce qui contredit la thèse officielle et la ligne de défense actuelle du gouvernement de M. Papandréou.

THÉODORE MARANGOS.

● ITALIE : attentat des Brigades rouges. — L'un des vice-directeurs de la prison de Rome, où sont détenus de nombreux « brigadistes », a été blessé à la jambe gauche mardi soir 4 janvier par un commando armé de trois ou quatre personnes alors qu'il regagnait son domicile. La tentative d'enlèvement a échoué grâce à la réaction d'un garde de corps qui a ouvert le feu sur les assaillants. Ses auteurs se sont réclamés des Nouvelles Brigades rouges, appellation jusqu'ici inconnue, qui regrouperaient les « irréductibles » d'une organisation dont les chefs de file historiques ont annoncé il y a plusieurs mois qu'ils renonceraient à la lutte armée. Le dernier attentat des Brigades rouges remonte au 16 avril 1988, avec l'assassinat du sénateur démocrate-chrétien Roberto Ruffilli, un proche du président du Conseil Ciriaco De Mita. — (AFP.)

URSS

Réouverture entre Moscou et Téhéran d'un « dialogue politique » qualifié de sérieux par l'Iran

MOSCOU
de notre correspondant

L'Iran des intégristes musulmans, pour lesquels l'Union soviétique était peut-être moins immédiatement dangereuse, mais tout aussi « satanique » que les Etats-Unis, trouve à son tour des charmes à M. Gorbatchev. « La décision de l'URSS de se retirer d'Afghanistan est un geste hautement raisonnable », vient de déclarer M. Javad Lousi, le vice-ministre iranien des affaires étrangères, à l'issue de deux journées de visite à Moscou, qu'il a qualifiées de « début d'un dialogue politique sérieux ».

Comparées aux invectives d'hier, ces paroles étaient de miel, mais le meilleur signe du réchauffement entre les deux pays est encore le message personnel que l'imam Khomeiny a fait parallèlement remettre en mains propres à M. Gorbatchev par l'ayatollah Javad Amoli.

qu'il s'est lui aussi montré très ouvert au dialogue. « Maintenant que l'Iran entre dans une période de paix, a-t-il déclaré, selon l'agence Tass, s'ouvrent des perspectives favorables à un dialogue politique [...] sur les relations soviéto-iraniennes et les problèmes internationaux à débattre dans la perspective de l'établissement des valeurs universelles partagées, auxquelles nous adhérons ».

Les temps sont décidément au consensus, et la délégation iranienne aurait en particulier reçu des assurances sur le développement des libertés religieuses en URSS — y compris bien sûr pour les musulmans, en faveur desquelles plaident le message de l'imam Khomeiny.

Quelques jours après avoir envoyé M. Vorontsov négocier à Téhéran avec les moudjahidins et à six semaines de son retrait d'Afghanistan, l'URSS, en un mot, reprend pied en Iran.

BERNARD GUETTA.

● Changement à la tête de l'Union des écrivains. — M. Gueorgui Markov, président de l'Union des écrivains soviétiques et défenseur de l'orthodoxie communiste dans les arts, a pris sa retraite, mercredi 4 janvier, à soixante-dix-sept ans, après avoir été pendant près de vingt ans l'une des personnalités les plus puissantes de cette organisation. Le nom de son successeur n'est pas encore connu. — (Reuters).

TURQUIE

Mis en cause dans un scandale financier le vice-premier ministre démissionne

Mis en cause dans un scandale financier, le vice-premier ministre turc, M. Kaya Erdem, a démissionné mercredi 4 janvier du gouvernement. Considéré comme l'un des plus proches collaborateurs du premier ministre, M. Turgut Ozal, M. Erdem avait joué un rôle clé dans la formation du Parti de la mère patrie, actuellement au pouvoir, et était vice-premier ministre depuis le premier cabinet formé par M. Ozal en 1983 après la remise du pouvoir aux civils.

1988 pour la première fois depuis quinze ans.

Le premier ministre turc a également abordé le problème des droits de l'homme, mis en cause la veille par l'Organisation Amnesty internationale, qui affirmait qu'elle continuait à recevoir des rapports inquiétants sur la poursuite de la torture en Turquie.

M. Ozal a rejeté toute responsabilité dans les tortures commises sous le régime des militaires pendant l'état d'urgence, et a affirmé qu'au cours des deux dernières années il n'y avait « pratiquement pas eu de cas de torture soulevés dans la presse turque, qui est libre ».

Reconnaissant que « quelques cas individuels » avaient été signalés, il s'est engagé à tout faire pour parvenir à une application des droits de l'homme à l'occidentale, « même si, a-t-il dit, on ne peut pas tout faire en un jour ». « Notre société accorde la plus grande importance à la question des droits de l'homme [...] et nous sommes déterminés à prendre dans les prochains mois les mesures qui s'imposent pour progresser dans cette direction », a-t-il ajouté.

M. Ozal a estimé que d'importants changements structurels s'étaient produits en Turquie ces derniers temps, dans les domaines aussi bien sociaux qu'économiques, et a assuré que le pays connaîtrait « d'autres transformations » afin de se rapprocher de la Communauté européenne. — (UPI.)

Asie

Assassinat d'un diplomate saoudien à Bangkok

Un diplomate saoudien en poste à Bangkok a été assassiné, mercredi 4 janvier, en pleine rue dans la capitale thaïlandaise. M. Salah El Maliki, troisième secrétaire, a été tué de trois balles de revolver alors qu'il rentrait à pied chez lui ; l'assassin, qui pourrait être un tueur à gages thaïlandais, a pu s'échapper. Il s'agit du troisième attentat en moins de

trois mois contre des diplomates saoudiens.

Le 25 octobre dernier, le deuxième secrétaire de l'ambassade d'Arabie saoudite à Ankara avait été tué de plusieurs balles ; l'attentat avait été revendiqué par une organisation jusqu'alors inconnue, le Djihad islamique au Hedjaz. Le 27 décembre, le vice-consul saoudien à Karachi était grièvement blessé ; le lendemain, l'Organisation des soldats du droit revendiquait, à Beyrouth, la responsabilité de l'agression.

Riyad a annoncé sans commentaire l'assassinat de M. El Maliki. On constate, de sources diplomatiques arabes, que ces attentats surviennent alors qu'un processus de normalisation des relations saoudo-iraniennes est en cours. Selon ces sources, les attentats

auraient été commandités par des groupes radicaux pro-iraniens hostiles à la politique d'ouverture menée par les tenants de la ligne modérée à Téhéran, et entreraient dans le cadre de la lutte d'influence qui se déroule au sein du régime iranien. — (AFP.)

Le FAIT FRANÇAIS dans le monde

LA FRANCE 3° SUPERPUISSANCE

Les Anglo-Saxons, les Russes et nous. Influence de la France dans le monde : culturelle, économique, politique, militaire et zone franc. Défense, sciences de pointe : les armes classiques et nucléaires. Etendus : 2° domaine territorial mondial (zone franc), 3° DDTM, l'Afrique et les 40 pays d'exportation française.

368 pages, 90 F. Franco chez l'éditeur : FRANÇOIS DE PREUIL 49560 NUEL-SUR-LAYON

1993 vu de Londres

Un gentleman chauvin contre les « petits hommes sans visage »

LONDRES
de notre correspondant

« Susciter des controverses est le champagne de ma vie », M. Anthony Beaumont-Dark, député conservateur de Birmingham, qui nous reçoit dans son bureau des Communes, ne saurait pas si bien dire. Il ne se passe guère de semaine sans que de « chauvin » autoproclamé, qui aime donner à ses adversaires des noms d'oiseaux et fustiger « les petits hommes sans visage » de Bruxelles, ne fasse parler de lui — et tout particulièrement à l'approche du grand marché unique de 1993.

Les remarques acides de M. Thatcher sur les bureaucrates européens sont presque des douces en comparaison de ce que M. Beaumont-Dark raconte, à qui veut l'entendre, sur les horreurs de la CEE. « Je mets la Grande-Bretagne d'abord », Les Français font pareil, ils tiennent des propos aimables, mais ils placent toujours leurs intérêts en premier, et ils ont raison. Les autres, on les envoie à la mer, et au bout de cinq ans, ils ont oublié qu'ils étaient britanniques. Comme ils touchent des salaires incroyables, ils se prennent pour des grands personnages, ils deviennent fous, comme lord Cockfield, ils nous regardent de haut, nous les petits Anglais... »

Sur l'Europe, M. Beaumont-Dark est intraitable. Sur quoi, d'ailleurs, n'a-t-il pas son mot à dire ? « J'aime bien donner mon opinion. Je ne suis pas une petite violette sous la mousse ». Il ne renie rien de ses invectives passées contre lord Cockfield, ancien vice-président de la Commission de Bruxelles, dont M. Thatcher n'a pas renouvelé le mandat. Ce dernier avait présenté l'harmonisation des taux de TVA entre les différents pays européens comme faisant partie d'un grand dessein. « On connaît quelques-uns de ceux qui ont eu un grand dessein pour l'Europe », il s'appelaient Metternich, Bismarck ou Hitler », relève l'implacable député de Birmingham.

Non, décidément, ces fonctionnaires européens ne lui plaisent pas. Que croient-ils donc ? Que les Britanniques vont cesser d'être britanniques et se révéler

du jour au lendemain miraculeusement transformés en citoyens des Etats-Unis d'Europe, heureux d'être dirigés par M. Jacques Delors ? Pas question ! Déjà qu'ils n'ont pas cessé, malgré des siècles de vie commune, d'être anglais, gallois ou écossais. « Je déteste l'idée que notre pays puisse être bradé à Bruxelles. Je ne veux pas qu'une Cour européenne nous dise quelle taille doit avoir nos oeufs ou nos pommes de terre. Je ne suis pas contre l'Europe, j'adore les Européens. Mais je ne veux pas les gouverner, et je ne veux pas qu'ils me gouvernent ».

L'horreur absolue

La création d'une monnaie européenne est l'horreur absolue. « Si j'étais M. Thatcher, je préférerais me retirer de la CEE plutôt que de voir ça. Une banque centrale, une monnaie commune, de tels abandons de souveraineté ne sont pas imaginables. Dans quelques siècles peut-être... L'appartenance à une nation n'est pas l'affaire d'un instant. Ce sont des liens, tissés généralement dans le malheur, face à l'ennemi. »

M. Beaumont-Dark est membre du parti conservateur, mais il ne lui viendrait pas un instant à l'idée qu'il puisse être lui-même une quelconque discipline de parti. Il a été élu pour la première fois au Parlement en 1979, en même temps que l'électorat portait au pouvoir M. Thatcher, dans une circonscription aisée de sa ville natale de Birmingham. Il a toujours été républicain, « malgré ou à cause de ses convictions », explique un confrère britannique.

L'intéressé s'ennuyait ferme, le 11 mars dernier, un jour où le duc d'Edimbourg défendait devant un groupe de députés la cause de la protection de la nature. L'époux de la reine avait pourtant mis de l'ambiance en évoquant l'aspect religieux selon lui, des préservatifs de couleurs différentes utilisés par les Thaïlandais, jeunes pour



les jours de joie, noirs pour ceux où règnent la tristesse.

Quelle mouche a donc piqué M. Beaumont-Dark ? Jugeant que le duc d'Edimbourg, qui aime chasser, en faisait peut-être trop, il lui demande, à brûle-pourpoint, comment il pourrait justifier une activité qui consiste à tuer pour le plaisir. « Est-ce que l'adulterat serait plus acceptable si on n'y trouvait aucun plaisir ? », réplique le duc d'Edimbourg, qui avait sa réputation de franc-parler à défendre. « Vous en savez sans doute davantage que moi sur l'adulterat », rétorque le député de Birmingham. « Le duc d'Edimbourg accusé d'adulterat », titrait le lendemain en première page la presse populaire...

Il manque un élément à ce portrait d'un gentleman-député tranquille et heureux : A cinquante-six ans, M. Beaumont-Dark est un homme heureux. Il se sent parfaitement en règle avec sa conscience, puisqu'il se refuse par exemple à acheter des actions des sociétés privées, même s'il est un farouche partisan des dénationalisations, afin de pouvoir comment librement ses opérations. Il a eu, quand il était jeune homme, successivement trois Rolls Royces, deux Bentley, une Aston Martin et « deux ou trois Jag ». Il a renoncé à sa Rolls Royce bleue avec chauffeur lorsqu'il a été député.

Il est surtout un non-conformiste. Cela tient peut-être à ses origines protestantes françaises. Ses ancêtres, chassés par la révocation de l'Edit de Nantes, avaient trouvé refuge en Angleterre. Ils s'appelaient Beaumont d'Arc. Pendant les guerres napoléoniennes, ils ont transformé leur nom en Beaumont-Dark, pour ne pas porter trop ostensiblement un patronyme qui évoquait irrésistiblement l'ennemi héréditaire...

DOMINIQUE DHOMBRES.

Cérémonie en hommage aux victimes de la catastrophe de Lockerbie

Lockerbie, le village écossais sur lequel s'est écrasé il y a deux semaines un Boeing-747 de la Pan Am, a rendu un hommage solennel, mercredi 4 janvier, aux deux cent soixante-dix victimes, au cours d'un service religieux en présence du premier ministre.

M. Margaret Thatcher, et de nombreuses familles venues des Etats-Unis.

Seules sept cents personnes avaient pu trouver place dans la petite église de briques beige, dont une centaine d'employés de la

Pan Am en uniforme. Plusieurs milliers d'autres ont suivi la cérémonie dans trois salles aménagées spécialement par la municipalité ou à l'extérieur de l'église. La cérémonie était retransmise en direct par la télévision britannique et diffusée par satellite aux Etats-Unis.

Aux côtés de M. Thatcher, le chef de l'opposition travailliste, M. Neil Kinnock, l'ambassadeur américain, M. Charles Price, le président de la Pan Am et M. Thomas Plaskett, ainsi que de nombreuses autres personnalités politiques et religieuses ont écouté le sermon prononcé par le président de l'Assemblée générale de l'Eglise d'Ecosse, le Révérend James Whyte. Faisant écho à de récents propos de M. Thatcher, qui s'était déclaré opposé à une vengeance « à tout prix », le Révérend a demandé que justice soit faite, mais rejeté l'idée de « représailles ». — (AFP.)

LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINITEL

La cote des peintres • Les annonces des collectionneurs • Le magazine : les expositions, les galeries, les ventes publiques • L'art contemporain.

36.15 LEMONDE

Code ARTLINE

هكذا من الأصل

Politique

Les cérémonies de vœux à l'Élysée et les orientations du septennat

« Le préambule de la Constitution de 1946 doit être notre règle d'or » souligne M. François Mitterrand

Conformément à la tradition, c'est le gouvernement qui, le premier, a présenté ses vœux au président de la République, mercredi 4 janvier au palais de l'Élysée. Au nom de son équipe, le premier ministre a exprimé son « très grand respect » et sa « sincère affection » envers le chef de l'État. M. Mitterrand s'est « réjoui », en retour, « de la façon dont les choses sont conduites » et a vanté les « capacités de travail, de réflexion et d'action » du premier ministre. Il a affirmé qu'il existe au sein du gouvernement « une bonne entente humaine de base, au-delà des désaccords de circonstance inévitables dans la vie politique, de différences de conceptions qui peuvent exister quand on vient d'horizons ou de familles politiques distinctes ». M. Mitterrand a souligné que « ces vœux-là sont plus faciles à exprimer qu'en d'autres temps ».

Le chef de l'État a ensuite reçu le Conseil constitutionnel puis les corps constitués (Cour de cassation, Cour des comptes, Cour de cassation, etc.). Répondant aux vœux du vice-président du Conseil d'État, M. Marceau Long, le président de la République a appuyé son propos sur le préambule de la Constitution de 1946 (repris dans la Constitution de 1958) — « notre règle d'or, ou qui devrait l'être », a-t-il dit — afin de montrer que certains des droits qu'elle expose en principes ne sont pas respectés, restent à conquérir ou à améliorer. Il a ainsi évoqué tout à tour les droits des immigrés, des femmes, le droit d'asile, le droit à l'emploi, à la protection sociale, à l'instruction.

A propos des « droits inaliénables et sacrés de tout être sans distinction de race, de religion et de croyance », M. Mitterrand a demandé : « Est-ce toujours le cas, comme je l'ai suggéré aux Français le 31 décembre, pour celles et ceux qui, vivant sur notre sol et y travaillant, viennent d'autre pays ? En posant le problème des immigrés, j'ai voulu que l'on vérifie de quelle façon était mis en œuvre le droit des gens chez nous et de quelle manière étaient respectés nos propres principes, et que l'on tirât les conclusions qui s'imposent sur les plans réglementaire et législatif ».

Le droit d'asile lui a inspiré cette réflexion : « Que d'antennes à ce droit fondamental n'avons-nous pas eues à déployer ! ».

La non plus, on ne peut pas blesser avec le droit. Chaque cas doit être examiné avec un extrême scrupule.

Les traditionnelles cérémonies de vœux à l'Élysée ont commencé mercredi après-midi 4 janvier. M. Mitterrand a reçu successivement le gouvernement, le Conseil constitutionnel, les corps constitués, les représentants des armées et du corps diplomatique. Il a notamment insisté sur le respect des droits énoncés par le préambule de la Constitution de 1946. Il a également annoncé qu'il avait demandé à ses partenaires des pays industrialisés de coordonner leur action afin de lutter contre le terrorisme aérien. Mais il s'est une nouvelle fois prononcé contre des « représailles collectives qui atteignent des innocents ».

pule en sachant qu'on ne peut obéir à aucune considération. M. Mitterrand a ensuite évoqué le passage du préambule selon lequel « nul ne peut être lésé dans son travail ou son emploi en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances ». Il a remarqué : « Et pourtant, combien de jugements émis par nos tribunaux ont été nécessaires pour rappeler et rétablir la preuve par neuf de l'état de droit ! » Le chef de l'État a souligné, à propos des droits sociaux et de la protection sociale, qu'il a fallu attendre la fin de 1988 « pour que notre droit social soit complété par la garantie d'un minimum de revenus assuré à ceux qui n'ont rien ». Évoquant l'égalité d'accès, garantie par la Constitution, pour l'enfant et l'adulte, « à l'instruction, à la formation professionnelle et à la

culture », M. Mitterrand a observé : « J'ai déjà dit à quel point j'étais satisfait de l'effort considérable que vous accomplissez pour le bien de la France et de sa tâche et il le soit. Raison de plus pour l'entreprendre sans tarder. »

En conclusion de cette analyse comparative du préambule de la Constitution de 1946 et de la situation actuelle, le chef de l'État a affirmé : « Voilà pourquoi j'ai dit qu'il faudrait s'engager dans la voie d'une remise en cause des règles et des pratiques qui ne sont pas conformes à nos principes ni acceptables dans une nation qui se veut moderne, développée et démocratique. »

M. Mitterrand a ensuite évoqué le sort réservé à certains salariés de la fonction publique et des entreprises nationales « qui n'ont pas encore

obtenu les moyens décents de vivre et sont en droit de les réclamer ». Après avoir ensuite, devant les représentants des armées, rendu hommage « à tous ceux des trois armées et de la gendarmerie qui sont tombés au service du pays », le chef de l'État a reçu le corps diplomatique.

Concertation contre le terrorisme

Répondant au nonce apostolique, M. Mitterrand a noté à propos des progrès de la démocratie et du désarmement : « On entend comme un bruissement d'espérance auquel il faut sans naïveté, sans découragement, prêter attention car la méfiance systématique n'est pas non plus bonne conseillère. »

Il a annoncé qu'il venait d'écrire à ses six partenaires des sommets des pays industrialisés afin que les sept organisent « une concertation appropriée entre les experts compétents pour renforcer les mesures de protection et de lutte contre le terrorisme aérien ». « Nous ne pouvons pas relâcher notre action, a-t-il dit. Il n'y a pas de compromis possible avec le terrorisme. Le terrorisme ne doit pas rester impuni, il doit être atteint par toutes les mesures possibles de la source. Je ne suis pas favorable à des représailles collectives qui atteignent des innocents. »

Le chef de l'État a conclu sur la nécessaire défense de l'environnement : « Notre affaire à tous ». « C'est à désespérer des chances de l'humanité tant est présente, d'une part, la sottise qui trop souvent gouverne les affaires du monde, mais aussi le profit immédiat, générateur de catastrophes en chaîne. Pour quel profit et pour quel intérêt, si l'appât du gain l'emporte sur l'intérêt qui doit être brisé, sans quoi l'humanité tout entière en supportera les conséquences. »

Le chef de l'État a conclu sur la nécessaire défense de l'environnement : « Notre affaire à tous ». « C'est à désespérer des chances de l'humanité tant est présente, d'une part, la sottise qui trop souvent gouverne les affaires du monde, mais aussi le profit immédiat, générateur de catastrophes en chaîne. Pour quel profit et pour quel intérêt, si l'appât du gain l'emporte sur l'intérêt qui doit être brisé, sans quoi l'humanité tout entière en supportera les conséquences. »



Désaccord entre socialistes sur la révision de la « loi Pasqua »

Le groupe de travail que le bureau exécutif du Parti socialiste avait décidé, le 21 décembre, de mettre sur pied pour étudier les problèmes de l'immigration, en liaison avec le gouvernement et avec le groupe parlementaire socialiste, a été constitué lors de la réunion du bureau mercredi 4 janvier. A cette occasion, M. Gérard Lindeperg (rocardien), membre du secrétariat national, chargé des droits de l'homme, a formulé une proposition de révision de la « loi Pasqua » sur l'entrée et le séjour des étrangers en France, qui consisterait à trouver une formule intermédiaire entre le contrôle judiciaire des expulsions et le simple exercice de l'autorité administrative, institué par cette loi.

Cette proposition a été vigoureusement critiquée par M. Seligmann (proche de M. Laurent Fabius), membre du secrétariat national et vice-président de la Ligue des droits de l'homme, ainsi que par

M. Bernard Roman (proche de M. Pierre Mauroy), membre du secrétariat national, et par les représentants de Socialisme et République (courant de M. Jean-Pierre Chevènement). M. Mauroy a observé que le retour au contrôle judiciaire pourrait nécessiter, afin d'éviter les lenteurs dues à l'encombrement des tribunaux, la création d'une catégorie de juges spécialisés sur ces affaires.

Le groupe de travail désigné par le bureau exécutif est formé de M. Lindeperg ; M. Geneviève Domenach-Chich, membre du secrétariat national, chargée des problèmes de société ; M. Michel Pezet, membre du secrétariat national, chargé des collectivités locales et de M. Seligmann. Il s'ajoutera, ultérieurement, MM. Pierre Braun, chargé de l'urbanisme et de l'environnement, Jean-Claude Boulard, chargé des affaires sociales, et M. Pierre Carassus.

Mme Veil : l'« erreur » de l'opposition

Les propositions de M. François Mitterrand en faveur de la situation des immigrés en France continuant de susciter des réactions. Pour M. Robert Pandraud (RPR, Seine-Saint-Denis), ancien ministre chargé de la sécurité publique dans le gouvernement de M. Jacques Chirac, « toute modification de la loi Pasqua dans un sens laxiste » serait « impopulaire » car elle « favoriserait l'immigration clandestine ».

L'opposition de droite comme une « erreur », selon M. Suzanne Veil, lorsqu'elle accuse le chef de l'État de renforcer le Front national et « crie au loup ! au loup ! ». « Il faut que la droite modérée [...] dise ce qu'elle pense du fond de cette affaire, sinon elle renvoie elle-même l'électorat vers le Front national, puisqu'elle ne veut pas prendre

parti. » Toujours selon M. Veil, M. François Mitterrand a « besoin de montrer qu'il est à gauche ». M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, s'est déclaré « surpris » que l'on n'ait retenu que ces propos du message présidentiel du Nouvel An, mais il a souligné qu'il « faisait partie des intentions fortes » de M. Mitterrand et « correspondait à la volonté des socialistes de faire progresser l'intégration ». M. Poperen a néanmoins précisé qu'il « n'était pas question, à l'heure qu'il est », d'accorder le droit de vote aux immigrés.

Les associations d'immigrés en France se déclarent, pour la plupart, satisfaites des déclarations du président de la République.

Le texte de 1946

Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine, le peuple français proclame à nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés. Il réaffirme solennellement les droits et les libertés de l'homme et du citoyen consacrés par la Déclaration des droits de 1789 et les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République.

Il proclame, en outre, comme particulièrement nécessaires à notre temps les principes politiques, économiques et sociaux ci-après.

La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme.

Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République.

Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. Nul ne peut être lésé, dans son travail ou son emploi, en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances.

Tout homme peut défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale et adhérer au syndicat de son choix.

Le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent.

Tout travailleur participe, par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination collective des conditions de travail ainsi qu'à la gestion des entreprises.

Tout bien, toute entreprise, doit être exploitée à ou au profit des caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité.

La Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement.

Elle garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence.

La Nation proclame la solidarité et l'égalité de tous les Français devant les charges qui résultent des calamités nationales.

La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'État.

● M. Chirac : l'Europe sera dure pour les faibles. — M. Jacques Chirac, répondant aux vœux que lui présentaient les élus du Conseil de Paris mercredi 4 janvier, a affirmé : « L'Europe sera douce pour les forts et dure pour les faibles », expliquant : « Nous avons quatre ans pour devenir forts et cela supposera de faire ce qu'il faut pour notre cohésion nationale et notre force économique et matérielle soient considérablement renforcées. » « Cela nous permettra d'assumer ces nouvelles responsabilités dans un cadre qui respecte notre pays, nos traditions et notre culture. »

L'ancien premier ministre, évoquant la célébration de la Déclaration des droits de l'homme, a souligné que « les pays riches prennent une conscience plus aiguë des drames croissants des pays en voie de développement », en assurant : « Comment les Français, les Européens et les autres pays industrialisés pourraient-ils se dire porteurs d'une certaine philosophie en matière de droits de l'homme que nous célébrons à grande pompe de trompe et d'autosatisfaction, s'ils n'apportent pas une réponse concrète à ce drame qui est la misère croissante des plus pauvres. »

« Transformer la société »

Dans un entretien accordé à *Vendredi*, nouvel hebdomadaire du Parti socialiste dont le premier numéro paraît le 6 janvier, M. Mitterrand déclare : « La démarche des socialistes s'explique essentiellement par la volonté de transformer la société afin d'en corriger les injustices, les inégalités et d'en éliminer les privilèges individuels ou collectifs. On peut certes discuter de la méthode à suivre pour atteindre cet objectif, mais quiconque y renonce n'est pas ou n'est plus socialiste. Le problème se pose dans les mêmes termes en 1989 qu'en 1948, 1936 ou 1981, même si les réponses varient selon les conditions du moment. »

Le chef de l'État explique qu'il croit « à la force des idées donc à l'idéologie ». « Dénoncer l'idéologie, dit-il, est une façon comode et intéressée de gouverner les différences pour ne rien changer au cours des choses ». Interrogé sur le « grand dessin » dont, selon certains socialistes,

M. Rocard manœuvrait, le président de la République répond : « Laissons de côté la discussion sur le grand dessin. C'est l'affaire des conventions et des congrès de parti. »

A propos de la campagne sur son comportement « monarchique », M. Mitterrand déclare : « A ceux qui font semblant de croire au « bon plaisir » ou qui dénigrent une « dérive monarchique », je ferai cette simple remarque : peut-on citer un seul manquement au droit et par conséquent un seul abus de pouvoir depuis 1981 ? Le reste m'est indifférent. »

M. Mitterrand exprime son accord avec l'idée d'un « statut de l'élu », mais s'inquiète de « certaines facilités abusives » qu'il observe dans « nombre d'assemblées locales ». Le chef de l'État réaffirme enfin que la TVA devra baisser en France dans la perspective de 1993 et souligne l'obligation d'une harmonisation européenne de la fiscalité de l'épargne.

Une idée élargie des droits de l'homme

(Suite de la première page.)

Pour répondre à ce reproche d'opération de tactique politicienne, M. Mitterrand ne se contente pas de justifier, sur le fond, sa volonté de protéger, de respecter les immigrés et de mieux les intégrer dans la société française. Il élargit le champier de ses grands travaux au préambule de la Constitution de 1946, c'est-à-dire au droit d'asile, souvent malmené, aux droits des femmes, à la protection sociale, bref à tout le champ social.

La France, État de droit, est au cœur des convictions de M. Mitterrand. Ce discours, cette action à laquelle le chef de l'État demande à tous les Français de se joindre, n'est pas limité aux frontières de l'Hexagone. M. Mitterrand s'efforce de les appliquer à l'analyse des rapports de forces internationaux. Il s'oppose, une fois de plus, à toute idée de « représailles collectives » dont seraient victimes « des innocents ». Cette forme de riposte au terrorisme lui paraît une faute au regard du droit. Il avait déjà exprimé ce point de vue lors de l'intervention américaine sur Tripoli en 1986, opération à laquelle la France avait refusé de prêter la main, jusqu'à l'interdire le survol de son territoire par les bombardiers américains. Cette prise de position vaut encore, évidemment, pour aujourd'hui.

C'est le droit qui, dans son esprit, permet de tracer la ligne de partage entre les bonnes et les mauvaises interventions. Avant d'être président de la République, M. Mitterrand, premier secrétaire du PS, avait pris à contre-pied ses amis, toujours

prompts à dénoncer l'« impérialisme américain », lorsqu'il avait justifié, malgré son échec, l'expédition tentée par le président Carter pour libérer des otages détenus à Téhéran. Devenu chef de l'État, il a soutenu, de la même manière, l'intervention de la Grande-Bretagne dans la guerre des Malouines.

On reconnaît la même ligne — le respect du droit dans l'analyse des rapports de forces — au Proche-Orient. M. Mitterrand parle, entre autres, des Palestiniens lorsqu'il évoque les « peuples qui ont le droit, comme les autres, d'obtenir la reconnaissance de leur souveraineté, le droit de se déterminer eux-mêmes » et que « l'injustice pousse à l'exaspération et à la violence ».

Vaste programme que des droits de l'homme, dont la défense de l'environnement fait aussi partie. Si ceux qui gouvernent le monde ne parviennent pas à se mettre un jour d'accord sur leur intérêt vital, ce serait « à désespérer des chances de l'humanité ». M. Mitterrand ne l'a pas encore dit, mais il a l'intention, dans cette perspective, de proposer la création d'une « haute autorité mondiale de l'environnement ».

Immigrés, droits sociaux, environnement : voilà bien le grain idéologique qui est donné à moudre aux socialistes. N'est-ce pas, malgré tout, une bonne façon de mobiliser une gauche dépeuplée par le maintien, peu ou prou, de la rigueur économique ?

JEAN-YVES LHOMEAU.

Le communiqué du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres au palais de l'Élysée, le mercredi 4 janvier 1989. A l'issue du conseil, le service de presse de la présidence de la République a diffusé le communiqué suivant :

LES TRANSPORTS COLLECTIFS EN PROVINCE

Bien que, depuis les lois de décentralisation, l'organisation des transports collectifs de province relève essentiellement des collectivités locales, l'État doit encourager leur développement et leur modernisation, compte tenu de leur rôle essentiel dans l'équilibre économique et social des villes.

1) Transports urbains. — L'État incitera les villes à poursuivre leurs efforts pour améliorer les transports en commun et les réseaux de communication par des contrats de modernisation : 30 millions de francs sont prévus à ce titre dans la loi de finances pour 1989.

Les nouveaux matériels de tramways français et des métros automatiques légers répondent aux besoins des grandes agglomérations. Un certain nombre d'opérations utilisant ces matériels ont déjà été réalisées ou lancées : la deuxième ligne de tramway de Grenoble et le métro automatique de Toulouse en 1988, le métro automatique de Strasbourg en 1989.

Au total, l'État consacrera à ces infrastructures une enveloppe de 2 milliards de francs sur la durée du X^e Plan, soit 400 millions de francs par an en moyenne contre 265 millions de francs en 1988.

2) Transports ferroviaires régionaux. — Depuis 1984, dix-sept

régions ont passé une convention avec la SNCF afin de prendre la responsabilité de l'organisation de leurs liaisons ferroviaires.

L'État incitera les régions qui n'ont pas encore passé de convention à le faire, en les aidant dans ce cas à réaliser leur programme d'investissements ferroviaires.

3) Transports routiers départementaux. — Les transports départementaux jouent un rôle important dans l'aménagement local et sont indispensables à de nombreuses catégories d'usagers. Cette activité représente huit mille entreprises qui réalisent environ 11 milliards de francs de chiffre d'affaires, utilisent un parc de trente-cinq mille véhicules et font vivre cinquante mille salariés et travailleurs indépendants.

D'après la loi d'orientation des transports intérieurs de 1982, les départements doivent avant le mois d'août 1989 des conventions avec les transporteurs pour réorganiser les réseaux et les adapter aux besoins. Dans la moitié des départements, ces conventions n'ont pas encore été passées. L'État, par l'intermédiaire de contrats de modernisation comprenant une aide financière, incitera ces départements à souscrire des conventions.

L'objectif poursuivi est de créer une nouvelle image des transports collectifs, en favorisant notamment le rajeunissement du parc des autocars, l'introduction de nouveaux équipements de billetterie et la mise en place de systèmes d'information des usagers.

● LA POLITIQUE DE LA FRANCE EN MATIÈRE DE DÉCHETS (le Monde du 5 janvier).

Politique

Un sondage SOFRES pour « le Monde »

M. Le Pen voué à la marginalité

Pour M. Jean-Marie Le Pen et le Front national, l'année politique 1988 ne se présente pas sous les meilleurs auspices si l'on en juge par les résultats de l'enquête d'opinion que la SOFRES vient de réaliser pour le Monde, la troisième du genre en trois ans.

Privé de caisse de résonance au Parlement depuis le retour au mode de scrutin majoritaire pour les élections législatives, affaibli par ses divisions internes, qui ont abouti à la défection, en septembre dernier, de deux de ses anciens fleurons au Palais-Bourbon, MM. François Bachelot et Pascal Arrighi, amoindri par la mort de son principal lieutenant, Jean-Pierre Stirbois, M. Le Pen est renvoyé par les Français à sa marginalité originelle. Tous les indicateurs qui le concernent apparaissent de plus en plus négatifs pour l'avenir du Front national.

Il n'y a plus que 16 % des personnes interrogées pour exprimer leur accord avec les idées qu'il défend, soit deux points de moins qu'en octobre 1987 et sept de moins qu'en octobre 1985. Alors qu'elles sont de plus en plus nombreuses à émettre des appréciations négatives : 80 % contre 78 % il y a un an et 67 % il y a trois ans. Comme le pourcentage des personnes « sans opinion » est désormais stable (4 %), cela signifie que plus les Français ont appris à mieux connaître le Front national, plus ils ont tenu à s'en écarter.

Ce phénomène de rejet devient particulièrement perceptible lorsqu'on interroge les Français sur la sympathie ou l'antipathie que leur inspirent les différents partis politiques. Par rapport à 1985, le Front national est la seule formation dont l'effet-repoussoir se soit accru. En trois ans, le taux des personnes qui affirment qu'en aucun cas elles ne voteront pour le parti de M. Le Pen s'est accru de 17 points : 77 % contre 60 %.

À la même question, les Français se montrent plus conciliants pour les autres partis, qu'il s'agisse du RPR, de l'UDF, du Parti socialiste, du Parti communiste, du PSU, du mouvement écologiste et même de l'extrême gauche.

Cette tendance est corroborée par la progression ascendante de la courbe obtenue en réponse à la question de savoir si M. Le Pen représente un danger pour la démocratie. Les personnes interrogées répondent « oui » à 67 %. Elles n'étaient que 65 % en 1987, 50 % en 1985, 44 % en 1984 et 38 % au moment de l'émergence du Front national sur la scène politique, en octobre 1983, quand Jean-Pierre Stirbois faisait sensation en s'imposant lors d'une élection municipale partielle à Dreux.

Les thèmes mêmes du Front national apparaissent moins séduisants. Les Français sont de plus en plus nombreux à désapprouver les

prises de position de M. Le Pen sur les immigrés (67 % d'opinions contraires : +4 points en un an) ; sur la sécurité et la justice (60 % +41) ; sur les critiques contre la classe politique (71 % +6) ; sur la défense des valeurs traditionnelles (57 % +3), etc. Même le nouveau cheval de bataille enfoncé par le président du Front national, le SIDA, n'apparaît pas « porteur » pour lui. Il n'y a que 13 % des personnes interrogées pour l'approuver sur ce terrain, dont 11 % chez les jeunes de dix-huit à vingt-quatre ans ; 10 % chez les adultes de vingt-cinq à trente-quatre ans et 18 % chez les plus de soixante-cinq ans.

L'information nouvelle fournie par l'enquête de la SOFRES réside dans les raisons que les personnes interrogées retiennent pour expliquer la baisse d'influence de M. Le Pen. Pour la grande majorité d'entre elles, le chef de file de l'extrême droite est surtout victime non pas des médias, comme il le prétend, mais tout simplement de ses propres excès. Son tristement fameux « Durafour crématoire » a constitué, apparemment, l'outrance rédhibitoire qui a fait basculer un certain nombre d'indécis dans le camp des citoyens sachant déjà à quoi s'en tenir sur l'idéologie des dirigeants du Front national.

Le point de vue des Français sur la question des éventuelles alliances électorales du RPR et de l'UDF avec le Front national n'en est donc que conforté au moment où M. François Mitterrand vient de ramener le débat sur l'immigration. L'an passé, à la même époque, 69 % des personnes interrogées jugeaient « souhaitable » que M. Le Pen n'obtienne pas les cinq cents signatures requises pour se présenter à l'élection présidentielle, soitant-neuf pour cent s'opposaient à tout accord politique du RPR et de l'UDF avec lui pour gouverner ensemble, le cas échéant, après l'élection présidentielle, et 62 % désapprouvaient à l'avance des accords avec lui pour les municipales de mars 1989.

Aujourd'hui, les Français accentuent cette tendance à l'ostracisme. 70 % des personnes interrogées ne veulent pas entendre parler d'alliance entre le RPR et l'UDF d'une part, le Front national d'autre part. Ce taux est de 65 % parmi les sympathisants du RPR ou de l'UDF. 67 % des « sondés » estiment que même si cette intransigeance accroît les chances de la gauche, le RPR et l'UDF ne doivent pas s'allier avec le parti de M. Le Pen.

Certes, les enseignements de ce sondage doivent être relativisés. Les mêmes tendances, enregistrées en 1985, n'avaient pas empêché le Front national de remporter, en 1986, un succès électoral aux législatives, grâce au mode de scrutin proportionnel, en recueillant au niveau national 9,80 % des suffrages exprimés en métropole.

Confrontées et renforcées en 1987, elles n'avaient pas non plus empêché M. Le Pen de réaliser, le 24 avril 1988, un score spectaculaire de 14,39 % au premier tour de l'élection présidentielle, avant de subir un revers total aux législatives de juin, en retombant globalement à 9,65 % des suffrages. Plus les campagnes électorales revêtent un caractère personnalisé, plus les effets de la démagogie lepéniste sont dévastateurs.

Il n'en ressort pas moins que l'évolution de l'opinion semble bien correspondre aujourd'hui à une nouvelle donne si l'on considère que

cette enquête 1988 confirme le net reflux du Front national constaté à toutes les élections partielles de ces dernières semaines, tantôt au profit du Parti communiste, tantôt au bénéfice du RPR.

C'est peut-être l'amorce d'un renversement, favorisé par la banalisation d'une présence qui ne bénéficie plus des attraits de la nouveauté qu'elle pouvait présenter, il y a quatre ans, pour certains électeurs, et aussi par l'amélioration globale de la situation économique et sociale.

Pourtant, s'il devenait un peu moins encombrant pour l'opposition modérée, le Front national, qui dispose maintenant d'un ancrage national, n'en serait pas moins pesant.

Acculé dans l'impasse, il risque en outre d'avoir des subrepts désespérés. Le retour de certains de ses chantiers aux vieilles lunes de l'extrême droite, si l'on se réfère au regain d'antisémitisme relevé ces temps derniers (le Monde du 10 novembre 1988), n'apparaît pas, de ce point de vue, rassurant.

Il est difficile, en revanche, de préjuger l'impact que pourrait avoir, sur des franges électorales qui sont généralement tentées par le vote exutoire, la relance du débat sur l'immigration à la suite des nouvelles directives du président de la République.

ALAIN ROLLAT.

L'adhésion aux idées

• Diriez-vous que vous êtes tout à fait d'accord avec les idées défendues par Jean-Marie Le Pen, assez d'accord, plutôt en désaccord ou tout à fait en désaccord ?

	Rappel enquête SOFRES LICRA novembre 1984	Rappel enquête Le Monde Antenne 2 SOFRES octobre 1985	Rappel enquête Le Monde RTL SOFRES octobre 1987	Décembre 1988
- Tout à fait d'accord	4	4	2	3
- Assez d'accord	22	19	16	13
- Plutôt en désaccord	18	18	18	18
- Tout à fait en désaccord	39	49	60	62
- Sans opinion	17	10	4	4
	100 %	100 %	100 %	100 %

L'adhésion aux thèmes

• Plus précisément, approuvez-vous ou désapprouvez-vous les prises de positions de Jean-Marie Le Pen sur :

	Approuve	Désapprouve	Sans opinion	Total
- Les immigrés	24	67	9	100 %
- La sécurité et la justice	25	68	15	100 %
- La lutte contre le communisme	11	78	19	100 %
- Les critiques contre le RPR et l'UDF	7	74	19	100 %
- Les critiques contre la classe politique	11	71	18	100 %
- La défense des valeurs traditionnelles	24	57	19	100 %
- Le SIDA	13	64	23	100 %

La question des alliances aux municipales

• Pour les élections municipales de mars 1989, souhaitez-vous que dans les communes où le Front national est influent le RPR et l'UDF s'allient à lui...

	Ensemble	Sympathisants UDF	Sympathisants RPR
- dès le premier tour	6	10	9
- seulement au second tour	9	18	18
- ou pas du tout	70	65	65
- Sans opinion	15	7	8
	100 %	100 %	100 %

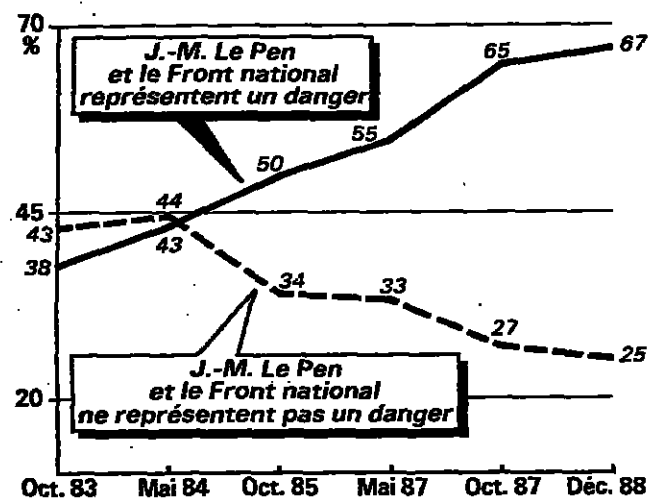
• Plus précisément, estimez-vous que dans une commune le RPR et l'UDF...

	Ensemble	Sympathisants UDF	Sympathisants RPR
- doivent s'allier avec le Front national si cela peut faire battre la gauche	14	27	34
- ou ne doivent pas s'allier avec le Front national même si cela augmente les chances de victoire de la gauche	67	62	55
- Sans opinion	19	11	11
	100 %	100 %	100 %

La fiche technique de l'enquête

- Date de réalisation : du 21 au 23 décembre.
- Échantillon national de mille personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de dix-huit ans et plus.
- Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Un danger pour la démocratie



Les causes de la baisse d'influence

• Depuis quelques mois, on enregistre dans les élections une baisse d'influence du Front national. A votre avis, quelles en sont les raisons ?

	Ensemble	Sympathisants de gauche	Sympathisants RPR-UDF
- Le Pen a commis trop d'excès (par exemple « Durafour crématoire »)	69	76	69
- Les médias font tout ce qu'ils peuvent pour affaiblir Le Pen	18	13	20
- Le RPR et l'UDF ont décidé de refuser tout accord avec le Front national	18	17	23
- Les causes profondes de la montée de Le Pen (insécurité, tensions liées à l'immigration) ont perdu de leur importance	17	20	13
- Le Pen a tout fait pour favoriser la défaite de la droite à la présidentielle	13	10	26
- La gauche mène une politique beaucoup plus modérée qu'en 1981	10	10	11
- C'est un phénomène passager : Le Pen va remonter avec l'approche des municipales	9	10	8
- Sans opinion	12	7	9
	% (1)	% (1)	% (1)

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Le taux d'hostilité aux différents partis

• Parmi les partis politiques suivants, y en a-t-il un ou plusieurs pour lesquels (a) vous ne voteriez en aucun cas ?

	Rappel enquête Figaro/SOFRES janvier 1985	Décembre 1988
- Parti communiste	63	50
- Lutte ouvrière	41	32
- Ligue communiste révolutionnaire	62	48
- PSU	26	18
- Parti socialiste	20	12
- Mouvement des radicaux de gauche	23	16
- Mouvement écologiste	18	14
- UDF	28	23
- RPR	27	23
- Front national	60	77
- Sans opinion	7	7
	% (1)	% (1)

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Le profil du président du FN

• Parmi les qualificatifs suivants, quels sont ceux qui, selon vous, s'appliquent bien à Jean-Marie Le Pen ?

	Rappel enquête Nouvel Observateur/SOFRES mai 1987	Décembre 1988
- Dangereux	56	69
- Raciste	45	61
- Démagogue	31	22
- Dit la vérité	20	19
- Courageux	25	15
- Compétent	10	5
- Sans opinion	5	5
	% (1)	% (1)

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

395^{F*}

SOLDES

SÉJOUR « SOLDES » À LONDRES
en chambre double,
breakfast et traversées maritimes inclus
2 jours / 1 nuit en hôtel***,
ou 3 jours / 2 nuits en Bed and Breakfast.
* Par personne, sur la base d'un prix forfaitaire
d'1 voiture et 4 adultes.

AVEZ DONC LE RÉFLEXE

FLASH-BACK

L'année 88 dans le monde

36.15 LEMONDE

Code REP

هكذا من الأصل

Société

L'affaire de la succession Canson

M^{me} Joëlle Pesnel, la principale inculpée, met gravement en cause M^e Lombard

Encore un rebondissement dans l'affaire de la succession Canson : interrogée de nouveau par le juge d'instruction, M. Jean-Pierre Bernard, mercredi 4 janvier, à Toulon, la principale inculpée, M^{me} Joëlle Pesnel, a chargé M^e Paul Lombard, qui était encore son avocat, il y a peu, et qui est, depuis le 21 décembre 1988, son coaccusé. Changeant totalement de système de défense, elle impute à l'avocat marseillais, le montage de l'opération successorale qui lui permit de s'approprier les biens de Suzanne de Canson, décédée en septembre 1986. Elle a notamment affirmé que M^e Lombard avait rencontré, en sa présence, Suzanne de Canson, en 1984 et en 1985, ce que l'avocat a toujours nié.

Selon les défenseurs de M^{me} Pesnel, ses déclarations sont susceptibles d'être contrôlées par le magistrat instructeur. Elles devraient, en tout cas, constituer un point capital lors de la nouvelle confrontation entre M^{me} Lombard, son ancienne collaboratrice, M^{me} Marie-France Pestel-Debord, et M^{me} Pesnel, à laquelle le magistrat a décidé de procéder vendredi 6 janvier.

Avocat de M^e Lombard, M^e Georges Kiejman nous a déclaré, pour sa part, qu'il n'y a rien dans le dossier qui confirme les déclarations de M^{me} Pesnel largement annoncées par un communiqué très provocateur de ses conseils. Je continue à faire confiance à M^e Lombard et aux données objectives et vérifiables du dossier. Au cours de la dernière confrontation, M^{me} Lombard et M^{me} Pesnel n'ont à aucun moment été opposés ; je laisse donc à ses conseils la responsabilité de prétendues accusations de M^e Lombard à l'égard de M^{me} Pesnel.

Murillo, le Gentilhomme sévillan, elle n'aurait perçu que 4 millions sur les 400 000 F d'honoraires de M^e Lombard. Elle n'aurait jamais su la destination du reliquat d'un million de francs.

Que vaut cette thèse de M^{me} Pesnel, en totale contradiction avec la version donnée par M^e Lombard ? En l'absence d'éléments matériels nouveaux pouvant l'étayer, elle paraît reposer sur la simple parole de l'ancienne gérante de bar contre celle de l'avocat marseillais. Mais les avocats de M^{me} Pesnel ont estimé que ses déclarations pouvaient être, au moins en partie, contrôlées par le magistrat instructeur. L'intention du juge Bernard est, au demeurant, d'entendre des témoins qui n'ont pas encore été entendus et qui seraient susceptibles d'apporter des précisions sur certains aspects obscurs du dossier. Il avait convoqué, mercredi 4 janvier, à son cabinet, l'ancienne responsable en France de la société de vente londonienne Christie's - qui devait primitivement vendre le Murillo - M^{me} Jeanne-Marie de Broglie, qui ne s'est pas présentée et qu'il aurait reconvoquée pour vendredi.

Au programme qu'il s'est fixé avant son départ pour Lille, lieu de sa nouvelle affectation, le 11 janvier, figurent également, jeudi 5 janvier toute la journée, l'interrogatoire d'un autre inculpé, M^{me} Robert Boissonnet, avocat à Toulon - conseil de M^{me} Pesnel - et, comme elle, ainsi que l'audition, vendredi matin 6 janvier, des notaires qui sont intervenus dans la succession Canson.

GUY PORTE.

Des directeurs et des conservateurs de musées américains soutiennent M. Pierre Rosenberg

Des directeurs de musées et des conservateurs américains manifestent leur « solidarité » à M. Pierre Rosenberg, directeur du département des peintures du Musée du Louvre, inculpé de recel dans l'affaire de la succession Canson. Les signataires de ce document, rendu public par la direction des Musées de France, soulignent que M. Rosenberg « est admiré et respecté dans le monde entier pour ses extraordinaires contributions, non seulement intellectuelles à travers ses publications et expositions, mais aussi professionnelles ».

« Il a été un phare et un modèle pour tous ceux qui ont été impliqués dans la conduite de son travail de conservateur », ajoutent-ils, en espérant qu'il pourra rapidement revenir à sa tâche de « préservation et de développement de l'héritage culturel de la France ».

Ce document est notamment signé par Everett Fahy, président du département des peintures du Metropolitan Museum of New York, Sydney J. Freedberg, ancien conservateur en chef à la National Gallery of Art à Washington, Edmund Pillsbury, directeur du Kimbell Art Museum de Fort Worth, Texas, et par Sutherland Boggs, ancienne directrice de la National Gallery du Canada, à Ottawa.

Le conservateur du musée de Strasbourg soutenu par ses collègues. — Les conservateurs des collections publiques de Strasbourg viennent de manifester leur soutien à leur collègue, M. Jean-Daniel Ludmann, inculpé d'abus de confiance à la suite de l'acquisition par la ville de Strasbourg du tableau l'Allegorie de la force, attribué à Simon Vouet (le Monde du 28 décembre 1988). Dans un communiqué, les collègues de M. Ludmann « dénoncent l'exploitation médiatique (...) qui laisse imaginer une malhonnêteté exercée par le musée à l'encontre d'un particulier en mettant en cause notamment le conservateur du musée des arts décoratifs de Strasbourg ».

M. Ludmann, dit encore ce texte, n'était en aucun cas habilité à prendre seul et à titre personnel une décision portant sur la procédure d'achat elle-même (...). Il se trouve pris dans la procédure pénale en cours de son fait d'avoir signé — ce qui était parfaitement normal dans le cadre de son travail — le reçu de mise en dépôt du tableau.

Fort récompense pour retrouver trois Van Gogh volés. — La justice néerlandaise promet une forte récompense à toute personne pouvant aider à retrouver les trois tableaux de Vincent Van Gogh volés le 12 décembre dernier au Musée national Kröller-Müller d'Otterlo (le Monde du 14 décembre), a annoncé, mardi 3 janvier, le procureur supervisant l'enquête.

Se refusant à confirmer le montant de 500 000 dollars (3 millions de francs) avancé par un quotidien hollandais, le magistrat a néanmoins précisé que la somme d'argent en question était « très importante », et en rapport avec la valeur des toiles, « estimées entre 200 et 250 millions de francs ». (corresp.)

YVONNE REBEYROL.

MARSEILLE de notre correspondant régional

Depuis le 8 novembre dernier, M^{me} Pesnel, estimant que le juge Bernard instruisait son dossier exclusivement à charge, avait décidé d'observer un mutisme quasi total. C'est l'attitude qu'elle avait adoptée, en particulier, lors de la confrontation organisée, vendredi 30 décembre, entre trois des inculpés. Dans un communiqué, publié mardi 3 janvier (le Monde du 5 jan-

vier), ses avocats, M^{me} Jacques Vergès (Paris), Louis Bernardi et Marc Rivollet (Toulon), annonçaient cependant un changement de tactique de leur cliente.

Au terme de l'interrogatoire de M^{me} Pesnel, qui s'est prolongé pendant quatre heures, M^{me} Vergès confirmait qu'elle avait « parlé » et « dit la vérité ». « Une vérité, ajoutait-il, qui va révolutionner le dossier. » Selon l'avocat, M^{me} Pesnel, qui est inculpée de séquestration, vol, escroquerie, faux et

usage de faux, se serait « rendu compte que, profitant de son silence, on essayait de lui faire porter la responsabilité d'actes dont elle était innocente ». Ce sont, en fait, d'après M^{me} Vergès, de récentes déclarations de l'avocat de M^e Lombard, M^e Georges Kiejman, qui auraient décliné M^{me} Pesnel à s'expliquer devant le juge Bernard.

Après la confrontation du 30 décembre, M^{me} Kiejman avait tenu à distinguer le volet criminel de l'affaire de celui, « marginal », concernant la vente en 1985 d'un tableau de Murillo au Louvre, dans laquelle M^e Lombard avait servi d'intermédiaire en « prenant le train en marche ». « Nous ne l'avons pas acceptée », a déclaré M^{me} Vergès, sous-entendant que son confrère avait rompu le « front des inculpés ». Car, enfin, a-t-il insisté, si M^{me} Pesnel a bien été, à la fin, la bénéficiaire de cette opération, elle n'en a été ni l'inventeur, ni le maître d'œuvre, ne connaissant rien aux questions fiscales et douanières.

Insitution

Quelle est la version de M^{me} Pesnel ? En résumé, l'ancienne gérante de bar reconvertie dans le commerce d'art aurait été conseillée de bout en bout par M^e Lombard, avec lequel elle aurait été en relations d'affaires depuis la fin de 1983. C'est à l'instigation de l'avocat marseillais qu'elle aurait, en particulier, confectionné les faux testaments par lesquels sa grand-mère, Jeanne Chapuis, décédée en 1979, lui aurait légué des tableaux précédemment achetés et précédemment « donnés » par Suzanne de Canson.

En se prévalant de son expérience lors de la succession Picasso, où il fut l'avocat d'une des filles de l'artiste, M^e Lombard, affirme en substance M^{me} Pesnel, aurait conseillé le détour par une vente publique et par un changement de propriétaire pour le tableau de Murillo. Ce serait lui, ajoute-t-elle, qui aurait suggéré de masquer la trace de la famille Canson parmi les propriétaires, parce que, attachée de rumeurs diverses, elle pouvait créer des difficultés pour la vente.

Surtout, elle assure, contrairement à ce qu'a toujours affirmé M^e Lombard, que celui-ci aurait bien rencontré, à plusieurs reprises en 1984 et en 1985, Suzanne de Canson, dans son cabinet marseillais aussi bien qu'en Suisse. Toujours selon M^{me} Pesnel, les notes manuscrites de l'avocat, publiées par le Canard enchaîné (le Monde du 22 décembre 1988) et rédigées début 1985, auraient été prises à partir de réponses données par Suzanne de Canson elle-même, à l'Hotel de l'Arbalète à Genève. Relatives à la généalogie de la famille Canson mais aussi décrivant le mécanisme successoral complexe qui profita à M^{me} Pesnel, ces notes ont été écartées du dossier d'instruction au nom du secret professionnel de l'avocat. A en croire M^{me} Pesnel, elles transcriraient donc la conception intellectuelle du montage dont elle fut la bénéficiaire par M^e Lombard lui-même.

Enfin, M^{me} Pesnel affirme que ce fut M^e Lombard qui la mit en contact avec un notaire genevois, M^e Didier Tornare, ami de son fils, M^e Bruno Lombard. M^e Tornare enregistrera, en novembre 1985, les trois faux testaments par lesquels M^{me} Pesnel devenait l'héritière de sa grand-mère. Par ailleurs, elle a indiqué au juge Bernard que, sur les 5 millions de francs versés par le Louvre entre les mains de M^e Tornare pour l'achat du tableau de

ENVIRONNEMENT

Un mois après le tremblement de terre

Des spécialistes français font un premier bilan du séisme en Arménie

Quatre des douze spécialistes français de construction parasismique qui sont allés en Arménie ont présenté les constatations qu'ils ont faites dans les localités ravagées par le séisme du 7 décembre. Les dégâts sont très variables en fonction de la distance de l'épicentre, de la nature du sol ou du sous-sol et du type de construction.

Spitak, ville de 25 000 habitants, située presque à la verticale du foyer profond, seulement de 10 à 15 kilomètres, a subi 85 %. Tous les bâtiments bas se sont effondrés alors que, curieusement, certains immeubles de quatre ou cinq niveaux ont tenu. De même, dans un stockage de pétrole, les tuyaux ont résisté, mais les supports des cuves sont endommagés. En revanche, à Leninakan (280 000 habitants), détruite à 65 % ou 70 %, tous les bâtiments récents plus de six niveaux se sont effondrés (à l'exception de quelques-uns construits en grands panneaux préfabriqués qui ont résisté), alors que les immeubles comptant moins de six niveaux et édifiés vers 1920-1930 ou vers 1950 se sont en général mieux comportés. A Kirovakan (220 000 habitants), détruite à 25 %, toute une partie de la ville est intacte. Quant aux villages, ils sont souvent complètement détruits.

M. Victor Davidovici, président de l'Association française de génie parasismique, explique ces différences de comportement des constructions par plusieurs raisons. Suivant la distance du foyer, la période des ondes est entrée ou non en résonance avec la période propre des immeubles. Il y a eu résonance, les immeubles n'ont pas résisté. Lorsqu'il n'y a pas eu résonance, ils se sont maintenus.

D'autre part, certaines villes ou certains quartiers étaient construits sur de bons terrains rocheux et ont donc mieux supporté les secousses que ceux édifiés sur des sols moins résistants ou très faillés. Enfin, il est clair que le mode de construction utilisé dans les immeubles récents (éléments préfabriqués reliés les uns aux autres de façon tout à fait insuffisante) est totalement inadéquat à une région sismique.

Une chose a d'ailleurs frappé les spécialistes français : nulle part, ils n'ont vu de beaux monuments anciens comme il y en a tant dans d'autres régions d'Arménie. Ils supposent donc que la zone a souffert dans le passé de tremblements de terre destructeurs.

Il est certain que, avant de reconstruire, les autorités doivent d'abord faire définir par les spécialistes des « règles parasismiques » spécifiques locales. Pour M. Davidovici, le mode de construction par murs de béton armé coulés dans des coffrages réutilisables convient parfaitement. Et il est rapide : à un étage par semaine, le gros œuvre d'un immeuble de quatre niveaux peut être monté en un mois.

Pour les villages, des maisons individuelles préfabriquées ou des structures métalliques ou en béton armé — telles que la France en a envoyées après le séisme d'El Asnam — conviendraient parfaitement. La mission de l'Association française de génie parasismique doit présenter son rapport à la fin du mois.

Et la France — comme les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne — a déjà proposé son aide.

Tous les spécialistes français et étrangers ont été frappés par l'extraordinaire gentillesse de la population arménienne, la coopération des autorités et l'extrême dureté des conditions de leur travail.

Des sismologues et des géologues français sont, eux aussi, en mission en Arménie : six d'entre eux (Armando Cisternas, Henri Hassler, Louis et Catherine Dorthath et Luis Rivera), de l'Institut de physique du globe de Strasbourg ; deux (Hervé Philip et Jean-Claude Bousquet) de l'université scientifique et technique du Languedoc à Montpellier ; un (Alex Nersissian, qui parle arménien et russe) de l'Institut de physique du globe de Paris. Ils ont apporté une vingtaine de stations sismologiques portatives qui ont été réparties en réseau dans la zone touchée.

L'enregistrement des répliques

L'enregistrement pendant au moins un mois des répliques — cent cinquante à deux cents par jour non ressenties, pour la plupart, puisque de magnitude inférieure à 3 — permettra, en effet, de comprendre ce qui s'est passé le 7 décembre et de mieux connaître la tectonique de la région.

Des premiers enregistrements, il ressort que le séisme du 7 décembre s'inscrit dans la tectonique générale de toute cette partie de l'Eurasie. L'Afrique et la péninsule arabique « montent » vers le nord de 3 centimètres par an en moyenne pour la première, vers le nord-est pour la seconde. La faille qui a joué le 7 décembre est donc orientée est-sud-est, ouest-nord-ouest et c'est une faille inverse de raccourcissement. C'est-à-dire que le compartiment situé au nord de cette faille est monté en biseau sur le compartiment sud. Le jeu — instantané — de la faille a été au maximum de 1,60 mètre avec, en plus, un glissement horizontal vers le sud-est de 40 centimètres au maximum.

En revanche, géologues et sismologues ont été étonnés par la faible longueur du segment de la faille qui a joué le 7 décembre : on ne suit celui-ci de Spitak vers l'ouest-nord-ouest que sur 8 kilomètres, alors que la magnitude voisine de 7 suppose le jeu d'un segment de 20 kilomètres. Toutefois, au-delà des 8 kilomètres, les spécialistes ont repéré de toutes petites déformations superficielles d'un grand pli — visible en surface. Cela permet de penser que la faille continue, mais sous le pli.

Depuis le séisme d'El Asnam (octobre 1980), l'Institut national des sciences de l'univers (alors Institut national d'astronomie et de géophysique) du Centre national de la recherche scientifique dispose de crédits d'urgence de façon à pouvoir envoyer sans délai des spécialistes étudier une région frappée par un séisme violent et destructeur. C'est ce qui a permis à ces huit géologues et sismologues d'aller en Arménie dès le 17 décembre et d'y être relayés par une autre équipe à partir du 15 janvier.

« Vos papiers! »

Des lycéens enquêtent sur la police

Le Centre de documentation et d'information lycéen (CDIL), l'Association Envergures et l'Agence lycéenne de reportage (Alyre) ont décidé de demander aux lycéens d'enquêter sur la police. Cette campagne, baptisée « Vos papiers! », a pour but d'engager la confrontation entre les lycéens et les flics. Sans concessions (1). Les travaux — reportages, entretiens, dessins, bandes dessinées, photos, vidéo, son, — seront étudiés par un comité de sélection avant l'organisation, en mai prochain à Paris, d'un forum « Lycéens-enquêteurs ». Cette initiative a reçu le soutien de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) et la Ligue des droits de l'homme. Le ministère de l'intérieur semble décidé à l'accueillir avec bienveillance.

Le dossier s'ouvre sur la silhouette bonasse d'un brave flic à képi, se poursuivant avec le profil sombre et menaçant d'un homme revolver au poing, avant de se conclure sur l'image d'un CRS botté et casqué offrant son boudoir en guise de parapluie à un étudiant armé d'un cocktail Molotov. Dans son dossier consacré à la police, en mai 1988, le journal lycéen Dérégant — le « détartré-gens puissant » précise la une — s'est refusé à choisir l'une ou l'autre de ces caricatures : « Les lycéens ont des images très contradictoires de la police, note Hervé Latapie, le professeur qui coordonne ce journal du lycée de Luzarches. Ils savent que ces images correspondent un peu à des idées reçues. Ni tout à fait vraies ni tout à fait fausses. »

Entre deux témoignages sur les « policiers style voyou », se prenant pour Stasys et Hutch », les lycéens découvrent ainsi dans ce journal le livre de Bernard Deleplace, secrétaire général de la FASP (Fédération autonome des syndicats de police) (2). « Qui est-il ? », écrivent-ils, stupéfaits. « Un flic épatant! (...) Notre conclusion : les flics ne sont pas ceux que l'on croit! » Pourquoi ne pas élargir l'enquête ? se disent-ils alors. Pourquoi ne pas profiter de l'année du Bicentenaire pour en savoir plus et demander à tous les lycéens de France d'enquêter sur... la police ? « Les policiers se plaignent de leur image de marque, et les jeunes les connaissent mal », note Hervé Latapie. « Cette expérience est une façon de donner l'occasion de se rencontrer à deux « frères ennemis ». Les lycéens vont pouvoir interpeller les policiers sur leurs pratiques. »

Et les questions ne manqueront sans doute pas. Les lycéens ont encore quelques mauvais souvenirs en tête : les violences de décembre 1986, les images du peleton des voligeurs du Quartier latin, le mort de Malik Oussekine. Sans compter les mille et une scènes de la vie urbaine : les cars de CRS en stationnement le long des trottoirs, les contrôles d'identité dans le métro, les petits amis des dealers de haschich. Des images partielles, concédant les lycéens, mais ils n'en connaissent pas beaucoup d'autres. Rares sont ceux qui ont eu l'occasion de discuter longuement avec un policier. Après tout, ajoutent-ils indignés, tout ne doit pas être si simple...

Gilles Gambin, lycéen à Luzarches, a ainsi découvert avec un certain étonnement les états d'âme de son voisin, CRS de son état. « Finalement, c'est un métier difficile, note-t-il. Je me suis aperçu par exemple qu'il y avait une hiérarchisation très forte, qui pouvait expliquer certains comportements. Ce qui est intéressant dans cette enquête, c'est de découvrir un peu l'image de la police. Et surtout de comprendre. »

Le chat et la souris

Vincent Gréby, ancien rédacteur du journal lycéen Lapsus, se rappelle ainsi avoir vu des « cow-boys des stupés » fouiller les poches de deux de ses copains après une arrestation mouvementée. Un peu de carnalité a suffi : seize heures de garde à vue au commissariat. « Ils s'attaquent à des consommations sans importance, alors que je connais des lycéens où la cocotte circule librement. C'est infiniment plus grave. J'ai essayé d'en parler autour de moi, d'alerter les lycéens, l'administration, les parents d'élèves. En vain. Les policiers seraient plus utiles là que dans les rues, à chasser les barrettes de haschich ». Etonné, révolté parfois, Vincent Gréby a donc décidé de mener l'enquête à son tour dans le cadre de cette campagne. Vincent espère pouvoir dialoguer avec la brigade stupéfiants, histoire, dit-il, d'écouter. Ce qui ne l'empêche pas d'ajouter en souriant : « Ce sera la rencontre du chat et de la souris. »

Car il y aura des règlements de comptes Pascal Farnery, le président du Centre de documentation et d'information lycéen, en est persuadé. Mais il y aura sans doute aussi des découvertes. « Cette campagne permettra surtout d'ouvrir des portes », explique-t-il. « Lorsque j'ai contacté des journaux lycéens, je me suis aperçu qu'ils avaient presque tous essayé d'entrer dans un commissariat, et qu'on leur en avait refusé l'entrée ! Il y a donc une demande. Cette campagne permettra aux lycéens de dire aux policiers ce qu'ils ont sur le cœur. Elle permettra aussi d'organiser une confrontation entre lycéens et policiers. »

ANNE CHEMIN.

(1) Les travaux doivent être envoyés avant le 30 mars à Envergures, 190, boulevard de Charonne, 75020 Paris. Renseignements au (1) 42-49-15-60.

(2) Bernard Deleplace, Une vie de flic, Gallimard, 1987. Rédigé dans la collection « Folio-Actual » ce mois-ci.

Une lettre de M. Arpaillange

Pas de poursuites contre la mère du « bébé Noël »

Il n'est pas envisagé d'engager des poursuites pénales contre M^{me} Corinne Petitjean qui avait abandonné son bébé, le 23 décembre à Bourg-en-Bresse (Ain), indique le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, dans une lettre rendue publique le 4 janvier par la chancellerie et que le garde des sceaux avait adressée à M^{me} Ségolène Royal, députée socialiste des Deux-Sèvres.

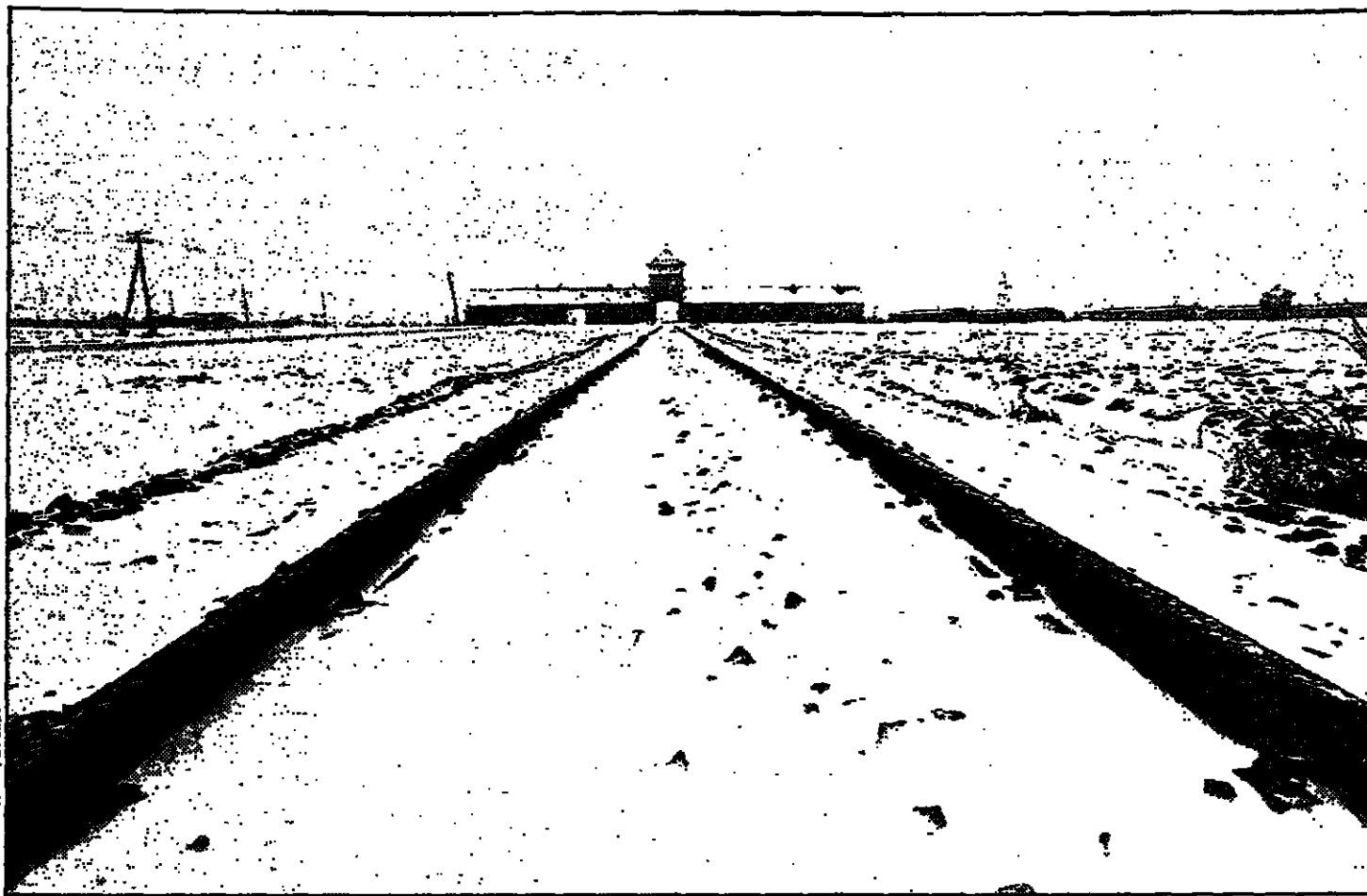
M^{me} Royal avait appelé l'attention du ministre sur cette affaire, en indiquant son intention de déposer une proposition modifiant la loi sur les abandons d'enfants qu'elle juge inadéquate (le Monde du 30 décembre).

« Je puis vous assurer, écrit M. Arpaillange, de ce que les autorités judiciaires, parfaitement conscientes des circonstances dramatiques qui ont conduit M^{me} Petitjean à agir ainsi, traitent cette affaire dans le seul souci d'assurer la sécurité et l'avenir de l'enfant. Il s'agit, ajoute-t-il, pour la mère « de retrouver au plus vite une situation morale et matérielle qui lui permette d'en reprendre la garde et l'éducation ». En ce qui concerne la proposition de loi, le ministre déclare « qu'un pareil objectif ne peut que rencontrer [sa] complète adhésion ».

M^{me} Petitjean, déjà mère de trois petites filles, avait été interpellée le 27 décembre à Lons-le-Saunier (Jura). Laisse en liberté sur décision du parquet de Bourg-en-Bresse, elle avait exprimé le souhait de reprendre son bébé, qui lui a été rendu à la fin de la semaine dernière (le Monde du 4 janvier).

Appel à une manifestation pour la rentrée de la Cour de cassation. — L'intersyndicale des personnels administratifs de la justice, des greffiers et greffiers en chef appelle à une manifestation dans l'enceinte du palais de justice de Paris, vendredi 6 janvier, à 15 heures. Ce lieu et cette date n'ont pas été choisis sans raison : ce sera en effet le jour et l'heure où M. François Mitterrand assistera à l'audience solennelle de rentrée de la Cour de cassation, où il doit prendre la parole. Les syndicats CFTD, CGT, FO et Autonomes se plaignent de la précarité des emplois et de la suppression de deux cents postes que devrait entraîner, selon eux, le budget de la justice adopté pour l'année 1989. Ils font valoir aussi la médiocrité de leur rémunération, de 5 240 francs net, pour un emploi de secrétaire, à 8 500 francs, pour un greffier en chef après dix ans d'ancienneté.

Le Monde DES LIVRES



Le livre du malheur absolu

On réédite les Jours de notre mort, de David Rousset.
Publié pour la première fois en 1947, ce grand récit initiatique dit à la fois la douleur et l'espérance des victimes de « l'univers concentrationnaire ».

robot, la ville-moquette, ou encore Dora, enfouie sous la terre, où nul ne doit survivre puisqu'on y fabrique les armes secrètes de Reich.

Ces camps dissimulés ont un point commun : ils ne sont pas au monde. Ils s'étendent dans une géographie inexistant. Sur la terre d'Allemagne, ils occupent la nuit, et nulle passerelle ne les relie au soleil où respirent les hommes. Un seul camp échappe à cette règle : celui de Porta, installé près d'une petite ville tranquille, dans un paysage doux et frais. Le jour où David Rousset y est transféré, il aperçoit, sur la place de la ville, des tramways, des petits garçons et des petites filles qui vont à l'école avec leurs cartables. La forêt est toute proche, elle a des odeurs d'arbres, de sources, et la rivière qui coule, de l'autre côté des toits, la Waser, est lente, très douce, avec ses petites vagues miroitantes. A Porta, les hommes de l'enfer ont le droit de jeter un coup d'œil, à travers une lucarne transparente, sur le spectacle épouvantable du bonheur.

On se demande comment des hommes ont pu survivre à l'infami-

mie. L'imposant roman de David Rousset suggère des réponses. Les SS furent contraints de déléguer une part de leurs tâches aux détenus. L'Allemagne est assaillie. Comme tous les soldats doivent se battre au lieu de surveiller le bétail concentrationnaire, les SS font garder le bétail par le bétail lui-même. Ils mettent en place une bureaucratie de détenus, kapos, Blockältester, Lagerältester...

Le système a deux vertus : il décharge les SS de leurs besoins les plus viles et il accélère la décomposition de la société concentrationnaire en fabriquant, au sein même de celle-ci, des privilégiés et des esclaves, des trafiquants et des « princes », des domestiques, des collaborateurs...

La horde concentrationnaire était par vocation une horde de la haine. Dans la fosse de Babel, tout conspirait à la guerre : les Polonais détestent les Juifs presque autant que les SS. Les Polonais et les Russes se méprisent. Les Français sont tenus pour des égoïstes, des dégénérés et, d'ailleurs, ils sont frileux comme tout. Les détenus allemands, qui sont

de vieux concentrationnaires, regardent de haut ces nouveaux venus de l'Europe tout entière, des godiches, qui n'ont pas l'expérience de l'horreur : rien de plus simple, dès lors, ni de plus drôle, pour les SS que d'attiser la lutte des classes.

Les SS disposent d'un autre instrument, plus redoutable : dans la foule concentrationnaire figurent, d'une part, les « droit commun » et, d'autre part, les politiques. Une complicité gluante unit les SS aux « droit commun », qui partagent le même goût du meurtre. Aussi les camps dans lesquels les criminels, avec le soutien des SS, ont pris le pouvoir sont-ils des camps tragiques.

« Jamais nous n'avons blasphémé contre la vie »

A Dora, dans ces sous-sols où l'on procède à des pendaisons trois fois par semaine, les « droit commun » détiennent les commandes, comme à Birkenau ou à Mauthausen. Au contraire à Dachau, à Sachsenhausen, à Neuengamme et surtout dans l'énorme ville capi-

tale de Buchenwald, les politiques ont réussi à prendre le pouvoir.

On admire que ces hommes, ces révolutionnaires (communistes ou marxistes) n'aient pas été abandonnés de l'espérance. Jamais résignés, ils n'ont pas consenti que l'ordre de la mort recouvre la terre. Au plus noir du gouffre, ils n'avaient d'autre passion que de préparer la terre à venir. Le roman de David Rousset est gonflé de conversations entre les politiques. Durant des pages, Allemands, Belges, Français, Italiens, analysent les conditions de la lutte des classes, la question de la démocratie, la dictature du prolétariat : interminables discussions d'intellectuels qui pourraient laisser si elles n'attestaient pas que la survie, la dignité et la victoire du peuple fantôme dépendaient précisément de la rage à poursuivre ces dialogues crépusculaires. Voici un roman où les discussions les plus théoriques, les plus monotones, forment le moteur même du drame.

« Si [David Rousset] a survécu, s'il est de retour, dit Maurice Nadeau dans la préface qu'il donne à cette nouvelle édition,

c'est (...) qu'il n'est pas entré dans cet « univers concentrationnaire » (...) Marxiste, rompu aux luttes politiques, l'esprit toujours en éveil, nous ne le voyons pas replié sur lui-même, gémissant sur son sort personnel. S'ouvre en effet à lui, bien que dans les pires conditions, un vaste champ d'observation. Il va s'appliquer à l'étudier, à tenter de comprendre l'incompréhensible. S'il entend témoigner, c'est afin que son témoignage s'inscrive dans une lutte qui le dépasse et dont il a fait sa raison de vivre. Victime de circonstances historiques, plongé dans un monde aberrant, il ne peut admettre que ce monde ressuscite à la folie, soit dépourvu de lois, d'une finalité. La machine destinée à broyer et à tuer, quelle en est la raison d'être ? De quels cerveaux en est sorti le projet ? Il lui faut étudier son fonctionnement, en démonter les ressorts, la reconstruire du dedans, par l'esprit, à coups de découvertes successives. C'est un long chemin à fouler, mais dont il ne peut croire, en marxiste, qu'il ne finisse pas par déboucher sur des vues rationnelles. »

Cette mécanique de l'abjection, David Rousset en a démonté irrémédiablement les clapets et les engrenages dans un autre ouvrage, *L'univers concentrationnaire* (1946). Ici au contraire, dans les *Jours de notre mort* (1947), Rousset écarte la théorie et compose un récit : nous y découvrons un très grand romancier, un visionnaire, et qui dit l'indicible. Cette parole entêtée, lancinante, ces déliants dialogues de David Rousset avec ses camarades, ont permis que le néant soit à la fin vaincu. C'est pourquoi ce livre du malheur absolu s'achève sur des accents de victoire. « *Tels que nous sommes*, dit Rousset au moment de la délivrance, *aussi misérables et effrayants, nous portons cependant un triomphe, bien au-delà de nous-mêmes, pour toute la collectivité des hommes. Jamais nous n'avons renoncé à lutter, jamais nous n'avons renié. Jamais nous n'avons blasphémé contre la vie* (...) ». En nos heures les plus noires, le visage nu de la tendresse demeure. »

GILLES LAPOUGE.

★ LES JOURS DE NOTRE MORT, de David Rousset. Ramsay, 773 p., 200 F.

— Signalons aussi le *Journal de Bergen-Belsen* de Hanna Lévy-Hass. D'août 1944 à avril 1945, le témoignage d'une Yougoslave, juive et résistante, qui survécut à l'enfer de Bergen-Belsen (traduction de l'auteur, le Seuil, 154 p., 85 F).

La cruauté douce d'Hector Bianciotti

Seules les larmes seront comptées,
le sixième roman d'un amoureux
patient et fervent du style et des mots,
Argentin né de parents piémontais,
qui a choisi d'être un écrivain français.

terrain glissement de cette blessure de mémoire.

Mais, comme tant de grands écrivains, Hector Bianciotti répugne à une logique narrative linéaire. Alors, d'images en digressions — qui font pour lui « la richesse d'un roman » (1) — il se livre au grand jeu poétique de l'analogie. A l'amphithéâtre, où l'on scrute à la jumelle l'agonie érigée en spectacle, fait écho le grand théâtre du monde. La mémoire du narrateur y observe une pièce impitoyable où chacun, de triomphe en déroute, de folles en faillites, tente de mettre en scène sa propre destinée, mais où nul ne peut échapper à ce moment de vérité, d'absolue nudité où toute existence est affrontée à sa fin.

Le souvenir d'un extravagant personnage, M. Morales — grand courtier atteint, de son vivant, par l'oubli, l'échec, et mort à l'hôpital — guide le narrateur dans le labyrinthe de la mémoire. M. Morales organise, comme il l'a toujours fait, le spectacle, promenant en plein tragique son « esprit d'observation » et ses répliques de comédie. A l'hôtel de luxe de la Riviera, rendez-vous de vieil-

La grande présence noire

Mais côté cour ou côté jardin, c'est le même effort, dérisoire et bouleversant, pour happer un moment encore un petit bout de vie à coups de violence, de rêve, d'affabulation, voire de résigna-

tion. Une manière d'esquiver la grande présence noire qui est derrière tous les personnages et que signale obscurément le tic obsessionnel de Cora Boimare, la vieille maîtresse de Morales, qui, après avoir effleuré « de bas en haut son sein gauche (...), jetait un coup d'œil alarmé par-dessus son épaule où l'on aurait dit que quelque chose avait attiré son attention en y appuyant ses doigts. Ensuite, sans transition, elle redevenait impassible, imperturbable ».

Sur une scène où l'autre, ou plusieurs parfois, tous viennent jouer leur petit bout de rôle : la sœur de M. Morales, Mme Delalande-Monnier, sorte d'oiseau déshamé à la voix juchée de fausse petite fille ; Cora, dont les mains tavelées démentent la jeunesse du visage, lifté à

l'excès ; leur fille Dolorès, aux seins trop lourds pour sa silhouette, folle, désespérée à se défenestrer, se voulant cantatrice et soumise jusqu'au délire à Kuprevicius, le musicien raté qui, chaque fois qu'il se cogne à son reflet dans la vitre, murmure : « M. Schönberg, M. Schönberg... ». Du côté de l'hôpital, il y a surtout les deux Argentins, Gabriel, le kinésithérapeute aveugle, et son frère Nicolas, manchot et conteur fabuleux. Tous deux viennent de la plaine et sont fils, pour toujours, de cette immense désertique et tactique, de ses vents indésirables.

Tous sont désignés comme acteurs : Morales, « entré dans la maladie comme qui entre en scène » ; Cora, avec sa « voix de mauvoise actrice » ; Nicolas, qui se retourne « comme un acteur sort de situation pour jeter un regard complice au public ». Tous, étrangers, égarés, ont des comptes à régler : les Argentins avec leur pays, Morales avec son brillant passé, Dolorès avec la gloire manquée et la folie menaçante, Cora Boimare et Mme Delalande-Monnier avec leur absence de destin. Quant au narrateur, il est comme étranger à

lui-même, et sa première phrase — « ma mère est morte demain » — fait curieusement écho au début de *L'étranger* de Camus : « Aujourd'hui maman est morte. Ou peut-être hier, je ne sais pas. » Mais d'« hier » à « demain » il y a l'annulation de la mémoire pacifique : « La nuit se retirait du mur d'en face comme un rideau qui s'ouvre ; c'était l'aube. »

En eux tous, Hector Bianciotti fait se croiser ses propres fascinations et ses obsessions : de l'éclatance désinvolte à l'infirmité relative de la timidité ; du goût voluptueux des tissus qu'il suffit d'effleurer pour deviner leur trame » au sentiment de rejet — « un rien vous exclut, vous évince, vous bannit, vous chasse quand vous n'avez jamais voulu appartenir ni à une famille, ni à un milieu, ni à une terre » — de la pampa, la plaine — « j'ai essayé toutes sortes d'images pour en donner une idée. Je crus y être arrivé une ou deux fois. Mais non, je n'ai pas réussi à faire imaginer ces étendues » — à Paris, où, quand on « jette l'ancre, c'est pour la vie ».

JOSYANE SAVIGNEAU.
(Lire la suite page 13.)

(1) Le Monde du 30 août 1985.

هكذا من الأصل

LA RENTRÉE DE JANVIER

● ROMANS

Des « stars » pour l'hiver

FIDÈLES à la tradition, les auteurs « consacrés », qui ne prétendent plus au prix d'automne, publient au premier trimestre de l'année civile. Ils sont, en ce début de 1989, particulièrement nombreux, notamment chez Gallimard, où vont se succéder, outre Hector Bianciotti (voir la critique p. 11), Alain Bosquet (*le Météorologue* et des nouvelles : *Comme un refus de la planète*), Philippe Sollers avec un roman très achevé et très subtil, *Le lys d'or* (il publie par ailleurs *Carnet de nuit* dans une nouvelle collection que lance Plon). En février, paraîtront le *Télégraphe* de Michel Mohrt et *Vestiaire de l'enfance* de Patrick Modiano. Enfin, pour mars, Gallimard annonce un nouveau Bertrand Poirot-Delpech et le second roman de Jean-Noël Sciuciano, *les Rendez-vous de l'automne*.

Le Seuil n'est pas en reste, avec Louis Gardel (*le Beau Rôle*), Michel Chailion (*la Croyance des voleurs*), Jacques Roubaud (*le Grand Incendie de Londres*), Natacha Michel (*Canapé est-ouest*) et en mars un nouveau Michel Rio, (*Merlin*), attendu avec impatience par ses lecteurs fidèles.

Le grand retour de Régine Deforges se fait chez Fayard avec un roman historique qui se passe au onzième siècle *Sous le ciel de Novgorod*. Chez Grasset, arrive Claire Gallois (*l'Homme de peine*), et revient Hubert Nysen (*les Ruines de Rome*), Claude Mauriac (*Trans-Annou-Etoiles*), Christine Arnothy (*Vent africain*), Marcel Schneider (*Un été sur le lac*) (tous en février).

Flammarion qui poursuit la réédition de l'œuvre de Bernard Frank, avec *l'illusion comique* et la *Géographie universelle*, suivie d'*Israël*, sort les nouveaux Henri Troyat (*la Gouvernante française*), Chantal Chawaf (*Rédemption*) et Hortense Dufour (*Châteaux d'absence*). Les éditions de Minuit continuent de soutenir le jeune et brillant Jean-Philippe Toussaint (*l'Appareil photo*, voir la critique p. 13) et les éditions Bernard Bantual Max Genève (*le Défunt libertin*).

Le Huitième Fléau de Rezvani paraîtra en février chez Julliard, la *Grande Maison* de Jean Cau sort au Pré-aux-Clercs. Laffont annonce pour avril la suite de la *Mémoire d'Abraham* de Marek Halter. Payot propose *Dix-huit tentatives pour devenir un saint*, des nouvelles de Jean Vautrin. Balland publie Jacques Perry (*Alcool vert*), Albin Michel, Jean-Luc Hennig (*Cap Fréhel*) et Denoël des nouvelles de Georges Piroué (*Madame double étoile*).

Et, pour terminer par une bonne surprise, Marcel Aymé et Antoine Blondin sont largement présents dans cette rentrée, le premier dans la bibliothèque de la Pléiade et le second avec la publication de ses œuvres complètes aux éditions de la Table ronde.

Trois

Prix Nobel

Dans le domaine étranger, les stars sont tout autant au rendez-vous, à commencer par trois prix Nobel, le Polonais Czeslaw Milosz (*Terre inépuisable*, Fayard), l'Américain Saul Bellow (*Un cœur irradié*, Julliard) et l'Égyptien Naguib Mahfouz, Nobel 1988 (*Impasse des deux palais*, tome 3, Lattès) Fayard se taille la part du lion, puisqu'il publie, outre Milosz, deux Ismail Kadare (*le Dossier H* et des *Poèmes* (1957-1988), Leonardo Sciascia (1912-1988), Leo Perutz (*Où roules-tu petite pomme ?*), un autre Perutz, *Seigneur ayez pitié de moi*, sort chez Albin Michel), Barbara Pym (*Comme une gazelle apprivoisée*) et, annoncée pour mars, Mavis Gallant. Christian Bourgois affiche lui aussi un beau programme avec, notamment le premier grand roman de Juan-Carlos Onetti (*Terre de personne*), un Jungér jamais traduit jusqu'ici en français (*le Travailleur*) et *Beloved*, le roman de Toni Morrison qui a obtenu le prix Pulitzer 1988.

Walker Percy (*le Cinéphile*) et Alison Lurie (*la Verté sur Lorin Jones*), sort chez Rivages; Edith Wharton (*Jeux New York*) et Raymond Kennedy (*Lulu inconnu*) chez Flammarion; l'Australienne Elisabeth Jolley et la

Canadienne Alice Munro aux éditions Tierce Deux-Temps (*l'Héritage de Miss Peabody* et *Monsieur les deux chapeaux*; Musil au Seuil (*Proses éparpillés*); Primo Levi chez Liana Levi (*le Fabricant de miroirs*); Vassili Grossman chez Fallois l'Age d'Homme (*La paix soit avec vous*, un récit de voyage); Ruth Rendell et Paul Theroux chez Calmann-Lévy (*la Gueule du loup*, et *O Zone*, un roman qui se passe au XXI^e siècle); Aharon Appelfeld (*Tsitsi*) et Schalom Asch (*Moscou*), chez Belfond; Danilo Kis chez Grasset (*la Mansarde*); Jerzy Andrzejewski chez Gallimard (*la Pulpe*) et Raymond Carver — mort l'été dernier — chez Payot avec des nouvelles, *les Trois Roses jaunes*. Quai Voltaire sort *l'Embrassée*; le nouveau livre du vieil écrivain américain W.M. Spackman, qui l'a redécouvert en 1987.

Les jeunes Américaines sont présentes chez Bourgois, Gallimard et Flammarion: Kathy Acker (*Grandes Espérances*), Tama Janowitz (*Esclaves de New York*) et Mona Simpson (*N'importe où saut-ici*). Les Italiens, comme c'est devenu la coutume, sont « partout » : Gadda au Seuil (*Des accouplements bien réglés*), Savinio chez Gallimard (*Enfance de Nivaco Dolcenera*), Sergio Ferrero au Promeneur (*Hors saison*), Emilio Tadini chez Lien commun (*la Longue Nuit*), Alberto Cavallari chez Bourgois (*la Fuite de Tolstoï*). Anne-Marie Métailié et Aline continue de promouvoir la littérature brésilienne, la première avec Machado de Assis (*Mémoires posthumes de Bras Cubas*), Aline avec un second recueil de nouvelles de Lygia Fagundes Telles (*Un très bon fort et trois tasses*), tandis que chez Grasset paraît Rubem Fonseca (*Buffo et Spallanzani*).

Enfin, une curiosité et un événement. Philippe Picquier publie en février un roman érotique chinois, paru vers 1630, à la fin de la dynastie Ming, *De rouge au gynécée*. Quant à Hubert Nysen, chez Actes Sud, il annonce pour avril la très attendue *Autobiographie* de Nina Berberova dont il publie, dès maintenant, la *Résurrection de Mozart*.

Jo. S.

● ESSAIS ET DOCUMENTS

Bicentenaire encore, politique toujours



IL y aura, en 1989, deux sujets d'actualité immédiate : les élections municipales et la célébration de 1789. Comme les publications autour du Bicentenaire fleurissent déjà depuis deux bonnes années, et comme les livres suscités par la vie politique n'ont pas cessé de paraître depuis que nous sommes en période électorale — c'est-à-dire tout le temps — la révolution et la réflexion politique bénéficieront de traitements à la fois marginaux et ponctuels.

Côté révolution, par exemple, on cherchera, plutôt que d'analyser le mystérieux mouvement qui jette un élan de libération dans l'engrenage totalitaire, à savoir avec Bronislaw Baczko *Comment sortir de la Terreur* (Gallimard), ou bien, prolongeant l'œuvre légendaire de l'homme de la Révolution, on tentera avec François Ewald de reconstituer les bouleversements intellectuels et sociaux qui permirent la *Naissance du Code civil* (Flammarion).

Mais les ouvrages historiques les plus attendus de ce début d'année cultivent des champs beaucoup moins labourés par le soc des commémorations : classiques tellement attendu que tout le

monde a l'impression de l'avoir déjà lu, *les Deux Corps du Roi* d'Ernst Kantorowicz paraît en février, c'est juré (Gallimard). *Naissance de l'idéologie fasciste*, de Zeev Sternhell, Mario Sznajder et Maria Asheri (Fayard), risque de susciter des polémiques aussi vives que celles qu'avait provoquées les deux précédents ouvrages de Sternhell sur les origines françaises du fascisme : *Mythes, emblèmes, tracés*, de Carlo Ginzburg, poursuit les investigations de l'auteur des *Batailles nocturnes* autour des frontières mouvantes de l'histoire et des histoires, du réel et du mythologique, de la fiction et de la représentation (Flammarion). Plusieurs ouvrages importants traiteront également de l'histoire juive : *Une histoire des Juifs*, de Paul Johnson (Lattès), *Les Juifs en France au XIX^e siècle*, de Michael Graetz (Seuil) ou *Quarante ans d'histoire des Juifs soviétiques*, de Claude Monique (Orban).

Côté politique, l'éventail est largement ouvert, depuis les considérations philosophiques les plus vastes — *le Jargon de l'authenticité* d'Adorno, réédité chez Payot — jusqu'aux descriptions « exotiques » (*Scènes de la vie de province*, de Paul Amar (Flammarion) ou peu ragotantes du marais politique. Dans cette catégorie, les livres sur la politique marseillaise occupent une large place : outre le *Gaston Defferre*, de Georges Marion (Albin Michel), *Marseille, histoires de famille* (Autrement), *Marseille, roman*, de Gilbert Colard (L'Arpentur), *la Ville sans nom*, de Frédéric Valabrega (POL), *Les enfants de Gaston*, de Serge Raffy (Lattès). S'élèvent nettement au-dessus de ces mêlées des livres de réflexion comme ceux d'Alain Carignon et André Bercoff, *A quoi sert la politique ?* (Laffont), de Régis Debray, *Que vive la République* (Odile Jacob) ou d'Alain Duhamel, *les Habits neufs de la politique* (Flammarion).

Le trentième anniversaire de la prise du pouvoir par Fidel Castro a déjà donné lieu à d'importantes publications. S'y ajoutent, à cette

rentrée, *Cuba, trente ans de révolution* (Autrement), *les Réalités cubaines et les intellectuels français*, de Jeanne Verdès-Leroux (L'Arpentur), un *Fidel Castro* de Carlos Franqui (Belfond), qui pourraient utilement servir d'illustration à l'essai d'Alain Finkielkraut sur *la Mémoire vaine* (Gallimard).

Alain Badiou, qui fut la tête pensante d'un certain marxisme-léninisme français, publie un *Manifeste pour la philosophie* (Seuil) qui sonne comme un retour à la vocation première de la pensée. C'est également une incitation à la reconnaissance des origines qui pousse Roger-Pol Droit à s'interroger, dans *l'Oubli de l'Inde* (PUF), sur les motifs de l'occultation qui a frappé en France la pensée philosophique indienne. Pensée qui n'est désormais plus absente de nos ouvrages, si l'on en juge par *l'Encyclopédie philosophique* qui va paraître aux PUF, et de nos réflexions les plus modernes : *Cartographies schizoanalytiques*, de Félix Guattari, dans la part qu'il fait aux « territoires existentiels » et aux « univers de référence incorporés », rejoint R.P. Droit dans sa remise en cause d'une clôture de la philosophie (Gallilée).

En contrepoint à ces recherches, quelques ouvrages de réflexion scientifique viendront encore bousculer nos certitudes : *Autonomie et Connaissance*, de Francisco Varela, fait le point sur ce que nous connaissons aujourd'hui des mécanismes du vivant (Seuil); Stephen Hawking propose un livre étonnant sur les origines de l'univers, *Une brève histoire du temps, du big-bang aux trous noirs* (Flammarion); et Isabelle Stengers et Judith Schlanger, dans une nouvelle collection très prometteuse de La Découverte, *Anthropologie des sciences et des techniques*, mènent une enquête dont les enjeux sociaux sont considérables sur *les Concepts scientifiques : invention et pouvoir*. Une manière de rappeler que toute « théorie de la connaissance » est aussi une question politique.

P. L.

● BANDES DESSINÉES

Que reste-t-il de nos revues ?

IL faudrait se boucher les yeux pour ne pas voir que la presse de bande dessinée ne subit plus à quelle vitesse la décadence. L'automne a vu *Circus* passer bimestriel et *Pilote* perdre ses belles couleurs. L'hiver verra s'arrêter les *Cahiers de la bande dessinée* et *A Suivre* subir un nouveau lifting. Le *Banni*, nouveau support lancé en janvier dernier par le ténére dessinateur Coucho, n'aura pas terminé l'année, tombant dans la trappe où *Cosmos*, *Rare à voir* et bien d'autres l'ont précédé. Avec *BD Mag* (édité par SEDU) et *Gag Mag* (chez Glénat) — dont les titres se font curieusement écho, comme pour souligner les similitudes dans le contenu, — les éditeurs se sont mis — grande et sans doute absurde première — à « postpublier » en magazines des récits déjà disponibles en albums. Après trois numéros seulement, le dernier titre cité change déjà de patron. Claude Meggiori se voyant confier le soin de lui trouver une âme, une raison d'être. Rude défi, qui se trouve en vérité posé, non au seul *Gag Mag*, mais à l'ensemble de la presse de BD adulte.

L'incessante effervescence de ces mensuels a quelque peu jeté de l'ombre, ces dernières années, sur les deux piliers historiques de la bande dessinée franco-belge, les hebdomadaires *Jeune Folie* et *Tintin*. Or voici que l'actualité les remet à leur tour en lumière, alors même que ces deux titres rivaux, au passé également prestigieux, ont atteint leur plus bas niveau de ventes, au terme d'une dégringolade ininterrompue depuis 1965.

En avril, *Jeune Folie* a fêté son cinquantième anniversaire. Avec quelques mois de retard sur l'événement, Dupuis vient de faire paraître un nouveau « pavé » commémoratif : *le Journal de Spirou, 1938-1988 : cinquante ans d'histoire*. En 272 pages, pas moins de 1200 illustrations (presque toutes en couleur) s'y consacrent, au fil d'une chronique minutieusement signée Thierry Martens. L'ancien rédacteur en chef de *Spirou* (de 1969 à 1978), évoque, sur un ton volontiers hagiographique, tous les dessinateurs, scénaristes et personnages qui ont fait rêver des générations de lecteurs jeunes et moins jeunes. (*Le Journal de Spirou, 1938-1988 : cinquante ans d'histoire*, de Thierry Martens, Dupuis, 272 p., 295 F.).

Hélas, la formule « magazine » inaugurée depuis peu par *Spirou*, sous l'impulsion du jeune Patrick Pinchaut, a tout pour entretenir le regret d'un âge d'or révolu. L'humour y est devenu bien laborieux et, à l'exception notable de Marc Wasterlain (dont la

Jeannette Pointu a intégré les leçons de Franquin, d'Hergé et de Tillieux), on n'y trouve plus guère d'auteurs s'essayant à pénétrer la réalité du monde contemporain dans sa richesse et sa complexité. De plus en plus nombreuses sont les séries qui mettent en scène les déboires domestiques ou scolaires de petits enfants, comme si les jeunes lecteurs ne pouvaient s'intéresser qu'à leurs semblables. Cette prolifération d'inséparables mouffes répond peut-être à une autre nécessité : celle de remplacer les célèbres *Boule et Bill* de Roba, qui ont quitté Dupuis pour Dargaud, où paraît ce mois-ci leur vingt-deuxième album. Après plus de mille gags (cap français dans cet album, près de trente ans après la création des personnages; c'est un record rarement atteint en Europe), il continue de régner dans cette série une simplicité et une aisance remarquables. *Boule et Bill* ont trop d'atouts pour ne pas séduire, et faire oublier ce qu'il y a parfois de mièvre ou de conservatisme dans ce microcosme familial sur lequel le temps semble n'avoir aucune prise. (22 / *Vie Boule et Bill*, de Roba, Dargaud, 48 p., coult., 42 F.)

Tintin est mort, vive *Tintin Reporter* ! Modification du titre, changement d'éditeur, révolution dans le contenu : le 9 décembre, une ère nouvelle s'est ouverte. Il était temps, car l'hebdomadaire des éditions du Lombard, dirigé par Jean-Luc Vernal, était exsangue. La société qui présidait désormais à ses destinées se nomme Y&F Presse. A travers le jeu de ses diverses filiales, le groupe Ampère — qui vient de se signaler par la prise de contrôle de Dargaud (1) — y est majoritaire. Le premier numéro de *Tintin Reporter* ne confirme pas encore les rumeurs prêtant à ce groupe catholique l'intention d'éduquer une bande dessinée qui aurait cessé d'être sage. Il est vrai que l'on ne compte que quinze pages de BD dans cet hebdomadaire « new look », dont deux consacrées à une reprise d'un classique hargéon : *Objectif Lune*. Les collaborateurs de l'ancien *Tintin* (Bédu, Walli) devraient progressivement céder la place à des nouveaux venus. Johan De Moor, Florence Cassin et Sergio Salma sont déjà de la fête, tandis qu'on annonce quelques excellentes recrues comme Stanislas ou François Avril. (*Tintin Reporter* paraît le vendredi; voir les 10-14 ans; 36 p., 10 F. Rédactions à Paris et à Bruxelles).

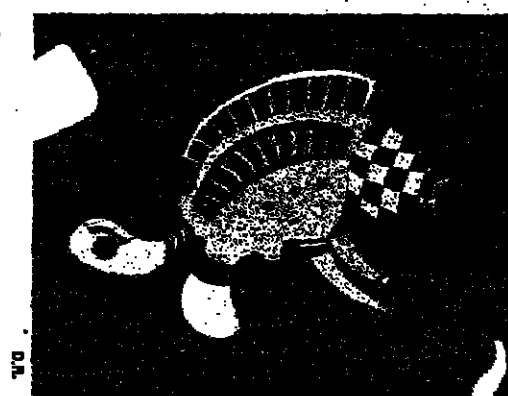
THIERRY GROENSTEIN.

(1) *Le Monde* du 8 décembre.

● LIVRES POUR LA JEUNESSE

De l'art avant toute chose

NOUVEAU « créneau » pour la jeunesse en ce début d'année : l'art. Pour ne pas laisser errer dans les musées nos enfants « élitistes », et, surtout, assomés d'ennui, des éditeurs ont pensé qu'une initiation pourrait exciter leur curiosité. Ainsi, le dernier titre publié par les Editions du Centre Pompidou, après Magritte, Léger, Arp, Braque, Delaunay, est un drôle de petit album découpé qui ressemble à un jeu, avec des formes, comme des globes, des écailles, des piquants, des élytres, des pousmons, des épines, qui ressemblent à des dessins d'enfants... C'est



Kandinsky. *Bleu de ciel*, une goutte d'eau sous un microscope qui grossit, grossit pour montrer toute une planète. Voyage dans l'infiniment petit. Une sorte de course pour poursuivre les formes.

Kandinsky. *Bleu de ciel*, de Max Larmine. Ed. du Centre Pompidou. Atelier des enfants, et Musée national d'art moderne. Album cartonné 20 x 20 cm, 32 p., couleur, 69 F.

Chez Nathan, des petits livres souples constituent une initiation à la visite de différents musées. Une sorte de visite guidée de musée à lire tranquillement chez soi et qui répond aux questions que

enfants — et parents — peuvent se poser. Les reproductions, parfois en couleur, sont simples, le texte un peu serré mais à la portée des enfants. Collection « Découvrir au musée ». Les six premiers titres : *Pharaon*, au département des antiquités égyptiennes du Louvre; *les Impressionnistes*, au Musée d'Orsay; *les Chasseurs de la grotte aux mammoth*, au Musée de Saint-Germain-en-Laye; *Aristes et médus du Moyen Âge*, au Musée de Cluny; *Héraclès, un héros grec*, au département des antiquités grecques du Louvre; *la Maison romaine et la Vie*, au département des antiquités romaines du Louvre.

Editions Nathan, format 19 x 14 cm, 48 p., 27,50 F. chaque. A partir de dix ans.

L'électronique permet désormais à tout le monde de jouer du piano. Conçu en Angleterre, fabriqué à Hongkong, l'album Beethoven, complété d'un texte sur la vie du compositeur, permet à chacun de jouer d'un doigt, ou plus, l'*Hymne à la joie* de la *Neuvième Symphonie*, le thème de la *Pastorale* ou l'adagio de la *Fidélité*. C'est facile, sonore comme un clavier-piano et ça amusera les enfants... même s'ils jouent autre chose.

Jouer du piano avec Beethoven. Rouge et Or. Album cartonné 21 x 27 cm, avec un piano de treize notes, des disques et des bâtons, 20 p., 120 F.

Enfin, pour rêver, un bizarre livre fait de pages blanches. Fait avec une encre sympathique — hélas, monochrome ! —, ce livre est conçu pour être lu dans le noir. Il faut l'exposer à la lumière, une lampe de poche de préférence, et l'importer dans le noir pour voir apparaître des merveilles : *les Rêves de M. Loyal*. A lire et éclairer page par page, parce que l'encre et la sympathie ne durent que quelques instants...

Rêves. Album cartonné, 15 x 18 cm. Milan, 32 p., 98 F.

N. Z.

ROMANS

La cruauté douce de Bianciotti

(Suite de la page 11.)

Accepter de faire tous les constats, c'est aussi une manière de durer, de continuer à vivre, de ruser avec la peur de ce jour où l'on comprend que « l'âge nous a rejoint ». Quand le narrateur, enfin, traque patiemment l'image de sa mère, ses gestes menus de couturière pauvre, son côté « simplette » aux yeux d'adolescents sans indulgence, sa résignation ultime, intolérable et souriante, dans l'empêchement, il prend la juste mesure de « l'énorme rumeur du temps qui s'écroule » et qu'il faut tenter de conjurer.

« Conjuré », pour Hector Bianciotti, c'est écrire, décrire sans fin, avec la cruauté douce dont il fait ici plus que jamais usage, ce qui se passe quand « tout à coup on s'aperçoit que ce qui était proche s'est éloigné » et que, de passé en mémoire, on ne sait plus si on entre dans un nouveau moment de la vie ou dans une lente agonie.

Des saveurs

que l'on croyait perdues

Cet écrivain, qui, dès son premier livre, écrit en français « Sans la miséricorde du Christ (2) », était reconnu comme « un styliste rompu aux subtilités descriptives de notre langue » (3), se laisse aller à sa jubilation des mots. Le français, Bianciotti le manie avec une joie sans mélange, comme tous ceux qui, n'étant pas nés avec lui, l'ont choisi par l'unique effet du désir. Seules les larmes seront comptées (et contées) montre, plus encore que *Sans la miséricorde du Christ*, comment Hector Bianciotti s'inscrit dans la grande lignée des écrivains de l'« écrit en français » d'une manière inouïe, connue la littérature du pays dont il adopte la langue.

La langue dans laquelle on a prononcé ses premiers mots, il faut, pour faire acte de création, se la réapproprier tout en résistant à l'assimilation. Alors, on n'ose plus certaines tournures,

on tremble de paraître dénué, on s'efforce de ce que l'on craint trop explicite ou trop rare. Celui qui vient d'ailleurs n'a pas de fausses pudeurs. Ainsi, Hector Bianciotti file volontiers la métaphore, comme on aimait naguère à le faire, et l'on y retrouve des saveurs que l'on croyait définitivement perdus.

A ceux pour qui la lecture d'un roman doit seulement faire passer un bon moment, il se peut que ce texte, avec ses sinuosités, ses rites de dévoilement, qui seuls permettent au narrateur d'exprimer ce qui a hanté sa vie, paraissent un rien étrange. Mais ils devraient prendre le risque de cette étrangeté, se laisser aller, accepter de découvrir, lentement et minutieusement, une littérature qui n'est pas le double hérité des déclassés — et lassantes — séries télévisées.

Is sauront alors que *Seules les larmes seront comptées* leur

parle d'eux-mêmes et a été écrit pour eux, tout autant que pour ceux qui, allant avant toute chose les mots et se passant la salive de génération en génération, assurent l'éternité de l'écrit; ceux pour qui la littérature est un plaisir fort, une plongée secrète et bouleversante dans le langage d'un autre, dans une intimité unique. Ceux-là, bien sûr, le roman d'Hector Bianciotti ne les laissera pas en repos. Ils le liront puis le reliront, fragment par fragment, et leur sera, de mesure en mesure, une singularité et délicate violence.

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ SEULES LES LARMES SERONT COMPTÉES, d'Hector Bianciotti, Gallimard, 366 p., 95 F.

(2) Gallimard, prix Femina 1985.
(3) Voir le feuillet de Bertrand Poirot-Delpech du 13 septembre 1985.



Bianciotti, 23

Jean-Philippe Toussaint ou l'art du minimum vital

Vivre moins pour vivre moins mal

La première chose à ne pas faire lorsqu'on se lance dans la lecture de *L'appareil photo*, c'est de se mettre dans la position du partenaire qui va entamer une partie d'échec avec l'auteur. Il y a (et parmi les plus agréables et les plus excitants) des romans « intellectuels » dont l'essentiel du romanesque est ainsi constitué par les jeux que suscite l'écriture et par la connivence active qu'il réclame de l'intelligence et de la finesse d'esprit de celui qu'il entraîne dans son aventure. On construit des grilles d'interprétation, on épèle entre les lignes la construction d'une fable. On décède.

Avec une perversité certaine, Jean-Philippe Toussaint construit son récit de manière à créer une sorte de vide qui entraîne son lecteur sur cette pente du décryptage. Il va même jusqu'à poser ici et là quelques signaux assez grossiers qui semblent indiquer la bonne direction de lecture: une bonne partie du livre se passe dans une école de conduite où l'on apprend aux élèves, à l'aide de projections et de panneaux, la manière adéquate de piloter un véhicule automobile.

Ces invitations pressantes au décodage et aux douceurs byzantines de l'herméneutique ne doivent pourtant être prises que comme des trompe-l'œil. *L'appareil photo* est un livre qui doit être lu en surface. Toute profondeur ne pourrait être qu'illusoire. Encore convient-il d'explorer la richesse et la morale de cette superficialité. Comme les précédents romans de Toussaint, *La Salle de bains* et *Monsieur, l'appareil photo* raconte des histoires sur lesquelles la réalité ne semble peser d'aucun poids, des histoires non figuratives. Ici, celle d'un jeune homme qui vient s'inscrire à des leçons pour le permis de conduire, finit par devenir l'ami de la réceptionniste de l'auto-école, se lance avec son père dans une lointaine expédition en banlieue, à la recherche d'une bouteille de gaz, passe avec la jeune fille une nuit à Londres,

vole sur le ferry-boat, au retour, un appareil photo qu'il finit par jeter à la mer, enfin se retrouve en pleine nuit dans une cabine déserte, enfilé dans une cabine téléphonique, en attendant que le rappelle la femme qu'il aime et qui, peut-être, ne sait plus où l'attendre.

Le combat avec la réalité

Entre-temps, le jeune homme s'est fait soigner des cors aux pieds, à Milan, a fait la connaissance d'une garagiste de station-service expert en mikado et a eu maintes occasions de mettre en application sa recette du bonheur, à moins que ce ne soit celle du désespoir: « Dans le combat entre toi et la réalité, sois décourageant ».

La légèreté de ces anecdotes, l'extrême fluidité de l'écriture de Toussaint, ce léger détachement engourdi et charmeur avec lequel il traite son récit, ce comique d'indifférence qu'il applique à tous les menus soubresauts de son existence, tout cela paraît interdire et le moindre message et la plus petite émotion. Pourtant, insensiblement, à mesure que le roman musarde, il se produit dans la lecture un changement de climat.

Légers, fugaces, impalpables, les personnages et les événements acquièrent une densité, une réalité, une vibration vitale qui nous font passer d'une sorte de bonheur vide à l'angoisse. Tout se passe comme si la première partie du roman (la réduction de la matière romanesque à quelques bribes souriantes d'une histoire sans histoire) n'était que l'illustration d'une philosophie minimaliste de la vie, dont la seconde partie ferait apparaître l'envers dramatique: le héros de Toussaint, comme le Pierrot de Queneau, est un être hypersensible, blessé par la moindre agression et qui cherche, sans vraiment y parvenir, à vivre moins pour vivre moins mal.

Dire que *L'appareil photo* est un livre superficiel, c'est donc

simplement rendre compte de l'ambition et de la réussite d'un projet qui envisage de dire le plus secret et le plus subtil de l'angoisse humaine sans recourir aux artifices de la profondeur. Les surfaces de Toussaint, ses photomontages surexposés cherchent tout bonnement à saisir les frontières floues et mouvantes entre le désir de vivre et la peur de souffrir, entre la quiétude du sommeil et l'immobilité de la mort. Le livre se termine ainsi: « Je regardais le jour se lever et songeais simplement au présent, à l'instant présent, tâchant de fixer encore une fois sa fugitive grâce — comme on immobiliserait l'extrémité d'une aiguille dans le corps d'un papillon vivant. Vivant. »

PIERRE LEPAPE.

★ L'APPAREIL PHOTO, de Jean-Philippe Toussaint. Ed. de Minuit, 130 p., 48 F.

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées; et l'actualité littéraire en France et à l'étranger

JANVIER 1989 - N° 261

ALBERT COHEN

Une bio-chronologie. Cohen, les femmes et la séduction. La judéité. Le comique. *Mangeclous* au cinéma. Une visite à Albert Cohen.

Entretien:

Golo Mann, histoire d'une dynastie.

Chaque semaine, de journaux: 28 F

OFFRE SPÉCIALE

6 numéros: 90 F

Cocher sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- ☐ La littérature et l'exil
- ☐ Henry James
- ☐ Lévi-Strauss
- ☐ Les littératures du Nord
- ☐ Dix ans de philosophie en France
- ☐ Michel Tournier
- ☐ La France fin de siècle
- ☐ Raymond Queneau
- ☐ Georges Dumézil
- ☐ Londres des écrivains
- ☐ Beckett
- ☐ Les écrivains de l'Apocalypse
- ☐ Vladimir Nabokov
- ☐ Malraux
- ☐ Heidegger
- ☐ Tocqueville
- ☐ Italie aujourd'hui
- ☐ Voltaire
- ☐ Idéologies: le grand chambardement
- ☐ Sherlock Holmes: le dossier Conan Doyle
- ☐ Littérature chinoise
- ☐ Georges Bataille
- ☐ Littérature et mélancolie
- ☐ Stefan Zweig
- ☐ Proust, les recherches du temps perdu

Nom:

Adresse:

Réglement par chèque bancaire ou postal.

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères 75007 Paris. Tél.: 45-44-14-51

Quand Héraclite rencontre Lao-Tseu

Frédéric Musso voyage en Chine, à l'ombre de Michaux et de Borges

RENCONTRANT Elie Faure, le docteur Louis-Ferdinand Destouches lui trouva mauvaise mine. Il lui recommanda la campagne, « en général bonne régulatrice du cœur ». Médecin lui-même, l'auteur de *L'Esprit des formes* suivit le conseil de celui qu'il nommait « l'admirable monstre ». Cinq jours plus tard, il était de retour. « Alors, ces vacances? », interrogea Céline. « Des vacances? Mais je me suis emporté avec moi! »

Frédéric Musso est de ces voyageurs qui s'emmènent avec eux. Peut-être a-t-il plus de certitude idéologique qu'Elie Faure, le libéralisme dont le doute perpétuel constituait le moteur; mais la méditation sans cesse approfondie les unit.

C'est en Chine que Frédéric Musso nous conduit. Quel voyage et quel regard! Avec lui passent aussi bien l'histoire de l'immense empire que le détail de l'instant. Là, des vieillards à casquette jouent au cerf-volant, s'évertuant à ne jamais perdre la face. Plus loin, des « soldats verts » veillent sur le Temple du ciel, songeant — qui sait? — aux « prières accumulées en ce lieu pendant des siècles et qu'un vent de débâcle a dispersées ». Ici, un marchand de jujubes au caramel divise le flot des vélocipèdes silencieux. Ailleurs, le fantôme d'un seigneur de la guerre, friand d'opium, qu'une grâce foudroyante transforma en serviteur de la Longue Marche, erre dans la « solennité minuscule » du palais de l'Assemblée du peuple sous l'aile de sa veuve. Ailleurs encore, c'est la Grande Muraille, unique « construction

humaine visible de la Lune »; c'est l'horreur propagée par les gardes rouges; ce sont les ruines du Palais d'été de l'impératrice Hou-Tsi, punie de son insolence par les puissances occidentales; c'est l'armée d'outre-terme de l'empereur Qin Shi Huang...

Mais qu'il marche à Xian, qu'il goûte vingt-sept variétés de raviolis, qu'il subisse « les subtilités vaticanes sur la révolution culturelle » d'une repentie, qu'il chérche (vainement) le « Petit Livre rouge » naguère répandu à des centaines de millions d'exemplaires, Frédéric Musso a toujours l'obsession de l'enfance et « cette obstination à vouloir détecter ce qui ne cède pas aux circonstances, à vouloir saisir l'éternité sous les espèces du fugitif ». Il le dit, le répète, le montre, avec la richesse de l'élu qui a « la sensation qu'un continent se tapisse derrière lui », mais aussi le désespoir des traqués qui, possédant le feu, en ont perdu le sommeil.

Il y a dans *Un pékin en Chine*, un véritable hymne aux mots, à l'écriture, aux outils de l'écriture: la rencontre entre les deux « obscurs » — Lao-Tseu et Héraclite d'Ephèse — que Musso imagine donne des phrases dont la beauté subjugue. Bref, on sort très impressionné de ce livre où rôdent encore les ombres de Michaux, de Ségalen et aussi de Borges, puisque la tentation vulgaire d'épater semble absente de cette somme de connaissances et des réflexions qui en découlent.

LOUIS NUCERA.

★ UN PÉKIN EN CHINE, de Frédéric Musso, La Table ronde, 168 p., 90 F.

"Martin! On t'a acheté tout Balzac, t'as un stylo tout neuf! J'ai envoyé une caisse de champagne au président du jury et toi... tu joues!"



GRAND CONCOURS PLUME EN HERBE
A partir d'images parues dans Le Monde daté du 3 décembre, disponibles gratuitement dans les librairies et aux Editions Nathan, 9, rue Méchain 75014 Paris (Minitel 3615 Nathan ou 3615 Le Monde), des enfants âgés de 9 à 13 ans écrivent une histoire. La plus belle deviendra un valet.

NATHAN Le Monde



● HISTOIRE

De la chute du roi à l'abandon de Dieu

L'image politique et anticléricale telle qu'elle fleurit dans les caricatures révolutionnaires annonce l'acte : la mort de Louis XVI et la déchristianisation de l'an II.

Si la Révolution française inaugure une nouvelle culture politique, ce n'est pas seulement par ses ruptures conceptuelles. Deux magnifiques ouvrages, dus à Antoine de Baecque et à Claude Langlois, viennent rappeler heureusement qu'aucune interprétation culturelle de la Révolution ne peut ignorer, sous peine de se mutiler, ni les motifs qui nourrissent et fixent l'imaginaire politique ni les formes à travers lesquelles ils sont donnés à lire, à entendre ou à voir.

Leur choix s'est porté vers des imprimés jusqu'ici moins bien étudiés que les pamphlets ou les journaux (1), mais qui comme eux ont fleuri dès le printemps 1789, lorsque la monarchie est devenue impuissante à brider le flot des publications suscitées par l'événement. De là, ces deux livres, beaux mais savants, consacrés à la caricature pro et antirévolutionnaire.

Pour constituer le corpus qu'ils analysent avec grande minutie, Antoine de Baecque et Claude Langlois ont pris des partis différents. Le premier propose 118 images qui sont comme un échantillon tenu pour représentatif des quelque 600 pièces favorables à la Révolution, et dures à ses ennemis, imprimées entre la convocation des États généraux et l'été 1792. Le second a constitué un catalogue exhaustif des 141 caricatures hostiles au cours nouveau produites entre la fin d'octobre 1791 et le début 1792.

Pourquoi retenir l'été 1792 comme terme de cette double collecte ? La réponse va d'évidence pour les caricatures royalistes, qui se tarissent dès avril et dont aucun exemplaire postérieur à la mi-mai ne subsiste dans les collections publiques. Les entraves mises à leur distribution par les militants jacobins, comme, sans doute, par le gouvernement girondin l'expliquent aisément.

Mais comment rendre compte de l'épuisement parallèle de l'imaginaire révolutionnaire ? La surveillance et la censure y ont leur part. Plus profondément, c'est avec le passage à l'acte de la Révolution que disparaissent les représentations qui avaient préparé et anticipé son avènement.

La chute de la monarchie le 10 août, puis le procès du roi, ne sont pas accompagnés des caricatures qui avaient abaisé Louis XVI, l'avaient montré en gloton cocu ou en gros cochon

après la fuite à Varennes. Et la flambée déchristianisatrice de l'an II ne produit pas une floraison d'images semblable à celle qui, à l'orée de la Révolution, mobilisait la scatologie carnavalesque et la parodie blasphématoire pour moquer les prélats trop pansus, les moines hypocrites et jousseurs, ou les prêtres réfractaires complices du démon.

Les caricatures, en minant la sacralité et la légitimité des autorités instituées, ont rendu pensable, donc possible, leur destruction radicale. Mais lorsque celle-ci s'opère, elle n'a plus besoin de se dire dans le langage symbolique des compositions satiriques. Le temps est alors à l'imaginaire de commande et de propagande, tournée contre l'ennemi étranger, comme celle que subventionne le Comité de salut public en l'an II.

Parentes par leur prix (entre 12 et 24 sous), qui en fait des objets accessibles, sinon tout à fait bon marché, et par leur tirage (quelques centaines d'exemplaires), les caricatures patriotiques et celles qui ne le sont pas diffèrent dans leurs motifs et leurs formes. L'image révolutionnaire, qui généralement utilise l'eau-forte colorée, politise un répertoire traditionnel, riche en figures d'inversion, en corps déformés et grotesques, en métamorphoses animales, pour stigmatiser ses adversaires et, par contraste, exalter l'homme du nouveau âge.

Souvent de taille plus réduite et de format ovale, usant de la technique de l'aquatinte et tirées en noir ou en bistre, les pièces royalistes dénoncent non pas des types (le réfractaire, l'aristocrate), mais des individus, que le lecteur doit pouvoir identifier grâce à leurs traits ou leurs attributs obligés.

La caricature contre-révolutionnaire

Plus immédiatement politique, plus étroitement arrimée à l'événement, moins à l'aise avec les motifs folkloriques, la caricature contre-révolutionnaire ne peut cependant ignorer les procédés de sa rival. Elle aussi doit se mettre au pornographique (par exemple dans la grande image du *Grand Débandement de l'armée constitutionnelle*) et multiplier les indices qui, en donnant pour populaires ses énoncés, attireront des lecteurs qui le sont. Et, malgré ses réticences à mettre en estampe la personne du roi, elle répond à la profanation du souverain de droit divin en l'identifiant au Christ souffrant et crucifié (dans une aquatinte intitulée *Le Nouveau Calvaire*).

Apprécier l'effet de ces images n'est pas chose aisée. On elles une vertu persuasive ou mobilisatrice, ou ne convainquent-elles que les déjà convaincus ? Elle constituent en tout cas, comme écrit Antoine de Baecque, la « manifestation commerciale de l'émergence du politique », et s'inscrivent là où les pensées claires, les intentions explicites, viennent croiser un fonds partagé de représentations anciennes qui fournissent un langage sensible, incarné.



familier, aux rêves contradictoires de la régénération révolutionnaire ou de la restauration absolutiste.

L'offensive déchristianisatrice

C'est une tension semblable que Michel Vovelle a placée au centre d'un petit livre consacré à la déchristianisation de l'an II, qui reprend, en les étendant à l'ensemble du territoire de la République, les questions posées pour les vingt et un départements du Sud-Est en 1796 (2). La

démarche est minutieuse, qui met en séries et en cartes les données livrées par les 4 963 adresses déchristianisatrices reçues par la Convention entre octobre 1793 et août 1794. Si ces textes n'indiquent pas, tant s'en faut, la totalité des initiatives hostiles au christianisme ou favorables aux nouveaux cultes, celles-ci peuvent être tenues à bon droit comme globalement représentatives des actions menées sur le terrain.

Complétées par d'autres sources, les adresses à la Convention permettent quelques constats

majeurs. D'abord quant à la brièveté du mouvement : l'offensive déchristianisatrice qui ferme les églises et les transforme en temples de la Raison, qui descend les cloches et confisque l'argenterie, qui brûle statues et reliques, croix et confessionnaux, qui conduit plus de la moitié des prêtres de l'Eglise constitutionnelle à renoncer à leur état et un bon nombre de curés et de religieux à prendre épouse, ne dure guère que six mois, s'essouffant dès mars 1794 avant d'être relayée par le prosélytisme, tout différent, en faveur de l'Etre suprême.

Resserrée dans le temps, la déchristianisation a pourtant une géographie fort contrastée. Loin d'être tout entière commandée par les initiatives et exemples parisiens, elle essaima à partir de foyers multiples, un peu comme la Grande Peur. A peu de chose près, la France qu'elle gagne recouvre celle où, massivement, les clercs avaient prêté le serment constitutionnel en 1791 (3).

Elle comprend le Bassin parisien, le Massif central, la vallée du Rhône, le Midi méditerranéen et les pays de la moyenne Garonne. Fortement réduits, en revanche, sont l'Ouest armoricain et atlantique, le Nord-Est, la plus grande partie du Sud-Ouest et la partie centrale et méridionale des Alpes.

Faisant rejouer une fracture déjà marquée, anticipant les clivages religieux et politiques du dix-neuvième siècle qui se distribueront selon la même géographie, la déchristianisation de l'an II n'est donc pas seulement l'expression brutale et éphémère d'un volontarisme farouche, imposé par les représentants en

mission (ou du moins certains d'entre eux) et les armées révolutionnaires. Là où elle n'est que cela, ou bien elle demeure sans impact, ou bien elle suscite l'après résistance des chrétiens sans églises et sans prêtres.

Son succès, dans le moment et à terme, suppose une volonté communautaire, traduite par les initiatives des municipalités et des sociétés populaires, préparée par les libertés prises, dès avant la Révolution, à l'égard des commandements de l'Eglise. Le plus fascinant de la Révolution réside peut-être là : dans ces abandons de croyance qui sont la condition même pour que puisse être acceptée, respectée, « sacralisée », la nouvelle légitimité politique.

ROGER CHARTIER.

★ LA CARICATURE RÉVOLUTIONNAIRE, d'Antoine de Baecque, préface de Michel Vovelle, Presses du CNRS, 239 p., 350 F.

★ LA CARICATURE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE, de Claude Langlois, Presses du CNRS, 256 p., 300 F.

★ 1793 LA RÉVOLUTION CONTRE L'ÉGLISE, de la Raison à l'Être Suprême, de Michel Vovelle, cartographie de Serge Bonin, Éditions Complexe, 311 p., 48 F.

(1) Sur les journaux révolutionnaires, on peut lire, en anglais, l'excellent synthèse de Hugh Gough : *The Newspaper Press in the French Revolution*, Londres, Routledge, 1988.

(2) Michel Vovelle : *Religion et Révolution. La déchristianisation de l'an II*, Hachette, 1976.

(3) Voir l'ouvrage magistral de Timothy J. Minchin, *La Révolution, l'Eglise, la France, le serment de 1791*, Éditions du Cerf, 1986 (Le Monde, 23 janvier 1987).

Petite bibliothèque du bicentenaire (suite)

● *Paroles de la Révolution. Les Assemblées parlementaires 1789-1794*, Patrick Brassart. (Minerve, 273 p., 118 F.). Le propos de ce livre bien informé : « retracer les conditions d'exercice de la parole dans les Assemblées de la Révolution française ». Pour ce, il décrit les configurations spatiales des assemblées successives, analyse leurs règlements (publiés en annexe), restitue les conditions de lecture et d'impression des discours. Une utile pierre d'attente pour l'étude, encore à faire, de l'éloquence révolutionnaire.

● *La Légende de la Révolution au vingtième siècle. De Gance à Renoir, de Romain Rolland à Claude Simon*, sous la direction de Jean-Claude Bonnet et Philippe Roger (Flammarion, 222 p., 98 F.). Issues d'un colloque tenu l'été dernier au Centre culturel international de Cerisy-la-Salle, douze communications explorent trois registres de la mise en récit de la Révolution : le roman (*Les diables ont soif*, The Scarlet Pimpernel, Les Géorgiques), le théâtre (de Romain Rolland à Ariane Mnouchkine), le film (D.W. Griffith, Abel Gance, Jean Renoir). Un pertinent contrepoint aux interrogations actuelles sur la constitution de l'événement par les discours historiographiques affrontés. En annexe, une très commode filmographie recensant cent seize titres.

● *Citoyennes tricoteuses. Les femmes du peuple à Paris pendant la Révolution française*, Dominique Godineau (Alina, 420 p., 149 F.). Que le titre un peu accrocheur n'égare pas : il s'agit là d'un livre fort sérieux, tout à fait excellent, fondé sur de très vastes dépouillements d'archives. Son thème : l'entrée, difficile, contestée, des femmes dans l'espace public inédit que constitue la politique révolutionnaire. Articulant l'engagement des militantes (celles qui participent activement aux sociétés populaires et aux assemblées sectionnaires, qui fondent la Société républicaine révolutionnaire, exclusivement féminine, et qui revendiquent l'égalité dans la citoyenneté) et les conduites de résistance des femmes « ordinaires » (dont le rôle est essentiel dans les dernières émeutes populaires de l'an III), Dominique Godineau restitue avec grande précision la spécificité d'un mouvement révolutionnaire féminin, à la fois composante de la sans-culotterie et porteur d'attentes propres. A noter la

publication en annexe de vingt portraits de militantes tout à fait passionnantes.

● *Parole de Dieu et Révolution. Les sermons d'un curé angevin avant et pendant la guerre de Vendée*, François Lebrun. Préface de Jean Delumeau (Imago, 141 p., 95 F.). Rédaction fort bien venue d'un ouvrage paru en 1979. Au cœur des Mauges « vendéennes », des extraits judicieusement choisis des quatre-vingt sermons prononcés en chaire par Yves-Michel Marchais, curé (réfractaire) de la Chapelle-du-Genêt entre 1763 et 1788. Dans son excellente présentation, François Lebrun marque comment la prédication classiquement réformatrice de Marchais, sévère aux impurs et aux ivrognes, devient, avec l'événement, constitutive d'une mémoire du martyre durable et partagée.

● *Images de la Révolution. L'imaginaire républicain de 1789 à nos jours*, Jean Garrigues. (Éditions du May/Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, 175 p.). De ce livre plus plaisant que savant, qui s'attache à suivre les heurs et malheurs de la symbolique de la Révolution à travers les dix-neuvième et vingtième siècles, on retiendra surtout les réemplois foisonnants de la figure au bonnet phrygien let qui peut être tout à tour et à la fois Liberté, République, Marseille et Patrie) et les audaces commerciales et publicitaires du Cantenaire (du « panier 1789 » à la tabatière en forme de Bastille).

● *L'An des droits de l'homme*, textes réunis par Antoine de Baecque, présentés par Antoine de Baecque, Wolfgang Schmale et Michel Vovelle (Presses du CNRS, 359 p., 85 F.). Grâce au minutieux travail d'Antoine de Baecque, omniprésent sur la chaire du Bicentenaire, cet ouvrage fournit l'édition la plus sûre et la plus complète des débats qui, entre 6 juillet et le 27 août 89, ont abouti à l'adoption de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. La vivacité des affrontements est fort bien restituée grâce à un ingénieux croisement entre le procès-verbal officiel des séances et les comptes rendus des journaux, et, pour la première fois, sont publiés tous les projets (au nombre de trente) soumis au comité chargé de la rédaction. Un instrument de travail et de réflexion tout à fait indispensable.

● Quatre volumes de « Découvertes », la magnifique collection de poche illustrée de Gallimard. A vos plumes citoyens de Gérard Gengembre sur les écrivains, journalistes, orateurs et poètes, de la Bastille à Waterloo : *La Révolution des savants*, de Denis Guedj, qui met en valeur l'extraordinaire éclosion de talents scientifiques au service de la nation menacée ; *Les Architectes de la liberté*, d'Annie Jacques et Jean-Pierre Mouilleseaux, établit les correspondances entre la cité idéale en matière politique et la cité idéale en matière architecturale telles que l'imaginèrent Ledoux et Boulle, Bernard, Lequeu et autres utopistes du bonheur et de la liberté ; Jean-Clement Martin, enfin, évoque avec beaucoup de vérité et de justesse, une foule de documents à l'appui, Blancs et Bleus dans la Vendée déchirée. « Découvertes-Gallimard ».

● *Les Grandes Dates de la Révolution française*, de Bruno Benoit Larousse, 190 p., 95 F.). Après une chronologie classique, une autre, thématique, traite de l'opinion, des problèmes économiques, de l'enseignement, des arts, du statut des juifs, etc.

● *Chapital*, sous la direction de Michel Péronnet (Privat 332 p., 165 F.). L'itinéraire intellectuel, scientifique mais aussi politique du célèbre chimiste, qui fut aussi le ministre de l'intérieur du premier consul.

● *La Conquête des droits de l'homme*, (Le Cherche-Midi, 250 p., 120 F.). Réalisé par la fédération française des clubs UNESCO et la Ligue des droits de l'homme, ce livre présente et commente l'histoire juridique internationale des droits de l'homme.

● *Charlotte Corday*, de Jacqueline Dauvois (Albin Michel, 272 p., 85 F.). La meurtrière de Marat était en fait une bonne républicaine.

● *La Civilisation de la Révolution française*, d'Albert Soboul (Archeud, 470 p., 80 F.). La rédaction d'un classique de l'historiographie marxiste.

● *La Révolution mise à nu par ses écrivains, même*. Sous un titre duchampien, un numéro spécial de la revue littéraire Europe. (Europe, 264 p., 70 F.). Un très beau travail collectif dirigé par Claude Mazauric. Un récit des événements, mais aussi un dictionnaire des personnages, des plongées intéressantes dans la presse, les mémoires, les musées, la vie artistique et intellectuelle.

● *Gens de l'Ouest sous la Révolution*, (Ouest-France, Chaque volume 130 p. environ, 80 F.). Une série de monographies sur la

Révolution dans les provinces de l'Ouest. Les bourgeois et le pouvoir, de Claude Nègre ; Les paysans en guerre, de Jean Gallet ; Les fermes dans la tourmente, de Nicole Vray ; et Le clergé déchiré, de Jean Quiniart.

● *Citoyennes. Les femmes dans la Révolution française*, d'Annette Rosa. (Messidor, 252 p., 120 F.). Pourquoi la volonté de libération civile et civique des femmes n'a abouti qu'à des résultats pratiques limités et contradictoires.

● *Dictionnaire des chansons de la Révolution*, de Ginette et Georges Marty. (Tallandier, 344 p., 177 F.). Une anthologie qui ne se contente pas d'aligner des refrains mais propose les thèmes musicaux et cherche à faire l'histoire d'un genre de communication politique populaire.

● *Marines et Révolution*, de Martine Accart et Jean Meyer. (Ouest-France, 286 p., 120 F.). L'histoire d'une période noire de la marine française analysée avec beaucoup de finesse par deux chercheurs.

● *La République incertaine*, de Blandine Barret-Kriegel. (PUF, 234 p., 148 F.). La quatrième et dernier volume de la thèse monumentale de l'historienne sur les historiens et la monarchie. Le point d'orgue d'une recherche érudite sur la manière dont les historiens républicains ont écrit l'histoire de l'Ancien Régime. Après Jean Mabillon, la Défaite de l'érudition et les Académies de l'histoire. Parfois difficile pour des non-spécialistes mais toujours passionné et intelligent.

● *1789, la Révolution culturelle française*. Un numéro spécial de la revue Art Press. (Art Press spécial, 218 p., 90 F.). Un regard sur les arts de la Révolution qui se montre parfois d'une sévérité excessive face à une production qui ne fut pas entièrement dominée par les concepts de raison, de vertu et de nature, mais sut également prendre en compte l'enthousiasme et la ferveur.

● *La Révolution en Haute-Normandie*, par le comité régional d'histoire de la Révolution. (Ed. du P'tit Normand, 464 p., 270 F.). Un très beau travail collectif dirigé par Claude Mazauric. Un récit des événements, mais aussi un dictionnaire des personnages, des plongées intéressantes dans la presse, les mémoires, les musées, la vie artistique et intellectuelle.

BILLET

89, etc.

Le volcan éditorial du Bicentenaire envoie déjà le lecteur... Se trouvera-t-il des auteurs et des éditeurs astucieux pour nous faire attendre 90, voire 92 (l'an I de la République) ou 93 (le millésime terrible), ou même 94 (l'heure des desserts glacés à la Thermidor) ?

D'avance, un grand merci à celles et ceux qui permettront ce paiement étalé de notre impôt à l'histoire. Qui sait, la connaissance y gagnera peut-être.

MICHEL CARDOZE.

— LA VIE DU LIVRE —

STAGE D'ÉDITION

Initiation aux métiers du Livre (2, 4 ou 6 jours). Les rouages de l'édition : la direction littéraire et artistique, les services commerciaux, diffusion et distribution, la fabrication, le service de presse, droits étrangers et coédition, etc.

S.I.P.E.L.

Renseignements et inscriptions : 45-50-23-30 et 45-51-55-50, 8, place du Palais-Bourbon, 7^e.

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, ou par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-87-12

● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

Albert Londres : « La plume dans la plaie »

★ ALBERT LONDRES, VIE ET MORT D'UN GRAND REPORTER, par Pierre Assouline. Baland, 506 p., 149 F.

★ LA FUITE DE TOLSTOÏ, d'Alberto Cavallari. Traduit de l'italien par Jean-Paul Manganaro et Camille Dumoulié. Christian Bourgois, 108 p., 75 F.

« Si on veut être informé, il faut se renseigner soi-même », écrit en 1915 dans le *Petit Journal* un jeune journaliste inconnu pour qui rien n'est le terrain, l'enquête, la police, le pouvoir, au cœur de l'événement. Cette affirmation péremptoire devrait être la devise de tout journaliste, de tout reporter. Ce fut, en tout cas, la règle de vie du plus célèbre des « envoyés spéciaux » de notre premier demi-siècle, homme de presse exceptionnel par sa qualité mais aussi, surtout, par la liberté de sa plume et de son esprit : Albert Londres (1884-1932), dont le souvenir relève de la légende grâce au prix qui porte son nom et qui, depuis 1933, est décerné à un jeune journaliste qui s'est particulièrement distingué dans l'année. Régis Debray même envisagerait un film sur Albert Londres.

Devenu maître des biographies (1), enquêteur paté de la mémoire des « grands » de notre siècle, Pierre Assouline publie en ce début d'année, une biographie d'Albert Londres, vie relativement courte mais si extraordinairement remplie que c'est un rappel souvent passionnant de l'histoire du vingtième siècle que l'auteur fait défilier à la faveur de ce livre.

Né, comme ses amis Charles Dullin et Henri Béraud, à Vichy, d'un père gascon (Londres était une déformation de Lourdès) qui fut colporteur et d'une mère pyrénéenne, Albert Londres n'a, en effet, jamais été vraiment oublié du public — et encore moins des journalistes. Après sa mort, sa fille Florine avait publié un ouvrage intitulé *Mon père* (Albin Michel, 1934) ; plus tard, Paul Mousset, lui-même grand reporter, lui avait consacré une biographie : *Albert Londres : l'aventure du grand reporter* (Grasset, 1972), et, il y a une dizaine d'années, Francis Lacassin avait publié chez Christian Bourgois, avec de larges préfaces, une dizaine de titres, tous passionnants, regroupant les enquêtes de ce grand reporter, de cet homme révolté par la magouille et l'injustice — de la race des Joseph Kessel, Gaston Leroux,



Albert Londres.

Henri Béraud, etc. — qui consacra toute sa vie à la presse, c'est-à-dire à informer et se battre pour des causes qu'il estimait justes.

« Notre métier n'est pas de faire plaisir, non plus de faire du tort, il est de porter la plume dans la plaie en mettant dans la balance son crédit, son honneur, sa vie. » Bonne définition de l'esprit qui sous-tend toute l'œuvre d'Albert Londres. Mais peut-on parler d'œuvre ? À propos de ces « flâneurs salariés » comme les a appelés Henri Béraud, pour qui le reportage est un métier ? Différent de celui de l'écrivain, mais pas inférieur... L'art de rapporter des « choses vues », comme disait Hugo. « Quand on raconte ce que l'on a vu, il faut aussi mêler ses impressions à son récit. Il faut également trier, faire un choix, et n'écrire que ce qui veut d'être retenu », indique-t-il à sa fille, dont il corrigé un « journal de promenade » en Auvergne. Lui qui avait tant voulu être un poète — il avait publié sans succès entre vingt et vingt-cinq ans quatre recueils de vers — et voué une admiration sans bornes à François Coppée (il va monter à Paris à *Matin* comme échoirier parlementaire pour suivre, avec angoisse, les séances de la Chambre. Sa première « chance », parce que lui seul est disponible et qu'on manque d'envoyés spéciaux, sera le bombardement de la cathédrale de Reims le 19 septembre 1914. Ce sera son premier article signé.

Devenu correspondant de guerre, il suit le front en Belgique, dans les Ardennes,

la campagne d'Orient, le front italien, l'Allemagne occupée. Après la guerre, il choisit ses sujets — et les journaux pour lesquels il écrit —, veut être témoin des points chauds de son époque : la Syrie au moment où l'émir Fayçal se proclame roi ; l'Italie devenue italienne grâce à d'Annunzio ; la Russie des soviets en 1920 (il lui faudra dix-sept visas avant d'obtenir de Litvinov un sauf-conduit) ; la Finlande à Helsinki, où il constate, étonné, que les Russes et les Finlandais sont en guerre... puis Petrograd effrayée qui se nourrit des discours de Lénine et de Trotski, les rencontres avec Tchitchérine, Gorki (qui lui semble antiochéen) et qui va repartir pour l'Italie), le Français normand Pierre Pascal, etc. ; en 1922, il est à Tokyo quand on vient de nommer un nouvel ambassadeur, Paul Claudel ; il montre d'une façon extraordinaire en 1929 — comme plus tard le photographe Roman Vishniac — les Juifs des ghettos de Pologne, de Galicie, de Transylvanie, jusqu'à la « terre promise » : Tel-Aviv ; la Chine enfin, tandis que les Japonais lancent leur offensive sur Shanghai. La Chine dont il ne reviendra pas, embarqué sur le *George-Philpar*, qui brûlera en pleine mer le 18 mai 1932. Mort restée mystérieuse. Aurait-il découvert un secret des trafiquants de l'opium ?

Pierre Assouline, à l'aide d'une documentation composée pour l'essentiel des écrits de son héros, suit la chronologie en excluant peut-être trop les rencontres avec les survivants de la presse de

l'entre-deux-guerres qui ont connu Albert Londres et travaillé avec lui ; il n'est pas allé non plus sur ses traces à Tokyo, en Serbie ou à Damas... Peut-être parce que le monde, avec les voyages intercontinentaux, les reportages par satellite ou par câble, a rétréci et que même les correspondants de guerre d'aujourd'hui — ces derniers éventuels — ne se prennent pas pour des « Tintin reporter ». Parce que les problèmes politiques qui se posent aujourd'hui dans ces pays ne sont plus les mêmes. Et pourtant il y a chez Albert Londres des combats qui ne sont pas vraiment périmés, et qui se présentent sous une autre forme. Même si les bagnes de Cayenne ont été fermés grâce à lui après son fameux reportage de 1923, *Au bagne*. Même si les Balkans ne sont plus ce qu'ils étaient tout en redevenant, aujourd'hui encore, une vraie poudrière où s'affrontent des peuples voisins séparés par des siècles d'antagonismes et de massacres...

Impertinent, brillant, ayant le sens de la formule et de l'indépendance d'esprit, voilà le portrait que nous trace Assouline de ce poète du journalisme qu'un de ses premiers employeurs avait chassé pour avoir voulu introduire dans son journal le « microbe de la littérature » et qui plus tard expliquera à un jeune : « Mon petit, un vrai reporter doit savoir d'abord écouter et regarder. Celui qui sait seulement écrire ne sera jamais qu'un écrivain... » De même que la « biographie » n'est pas de la littérature, même si elle doit être bien écrite, elle ne peut pas devenir une industrie, une spécialité tous azimuts ; un biographe doit entretenir un sentiment profond, durable, une connivence à l'égard de son biographe ; il aurait fallu faire revivre l'époque, la mentalité des journalistes de ce temps-là, trouver la clé de son charme et de sa sagacité. La vie d'Albert Londres, c'étaient ses reportages. Alors, il faut surtout relire ses livres : il s'y est mis tout entier.

PAR hasard, au même moment, paraît la *Fuite de Tolstoï*, d'Alberto Cavallari, journaliste italien fort connu, qui fut correspondant à Paris, Pékin, Moscou, directeur du *Corriere della Sera* et qui enseigne aujourd'hui à Paris-II. Son livre, qu'il qualifie lui-même de « chronique », reconstitue la fuite de Tolstoï, alors âgé de quatre-vingt-deux ans, de la maison de la Folie, accompagné de sa fille préférée, dans la nuit du 27 au 28 octobre 1910. La narration s'arrête le 31 octobre à la gare d'Astapovo, où le vieillard mourra

le 7 novembre dans le lit du chef de gare, tandis que sont accourus le tout-Moscou des amis, ses enfants, les envoyés du gouvernement et de l'Église, des artistes, le peintre Léonid Pasternak, tandis que Sonia (Sophie chez Cavallari), la femme de l'écrivain, a tout un train privé et s'est lancée à la poursuite de son vieux mari, qu'elle ne reverra qu'une heure avant sa mort, déjà inconscient.

Fragment de biographie ? Reportage ? Reconstitution de la psychologie du fugitif qui court au-devant de la mort ?... Il y a un peu de tout cela dans ce petit livre fort bien écrit — et traduit. Une sorte d'enquête sur la fuite, et la révolte, le projet fou de partir vers le Sud, vers le Caucase. Ou plus loin... Une biographie intérieure d'un personnage que l'on suit pas à pas dans la fuite.

Enquête sur le passé par un journaliste habitué à ne traiter que l'actualité, l'essai peut-être par les dépêches d'agences « ultra urgentes » et qui, dans le message des documents qui entourent cet épisode extraordinaire (les Mémoires de Sonia, de Sacha, du docteur Malokov, les Carnets de Tolstoï, les multiples travaux et thèses, etc.), isole une partie de la fin de la vie de ce personnage, un peu comme l'avant-dernier « papier » d'une série inachevée. « Le soir du 27 octobre 1910, le comte Tolstoï alla se coucher vers 11 h 30... » Le lecteur qui a lu Troïski ou Chklovski, tant d'autres encore, est supposé déjà tout savoir sur l'œuvre et la vie du comte Tolstoï et connaître le goût, ou l'horreur, des trains que nourrissait l'auteur d'Anna Karénine et de *La mort d'Ivan Ilitch*.

Cavallari nous enferme dans le charme d'une agonie.

(1) Autant d'ouvrages de biographies de Marcel Desautels (1983), Gaston Gallimard (1984), Jean Jaurès (1986), D.H. Kahnweiler (1986) chez Baland. Il a commenté, pour Flammarion, une biographie de Fernand Braudel.

★ Albert Londres en collection « 10/18 ». « Grands reporters » préface et bibliographie de Francis Lacassin : *Le Juf errant et ardent : Mourir pour Shéhérazade suivi de la Chine en folie ; Dans l'attente d'un va (Balthus) suivi de Chez les fous ; l'Homme qui s'évadait de la bagne ; la Traite des Blancs suivi de la Traite des Noirs*.

● ERRATUM : Dans la chronique « Venues multiples », du vendredi 23 décembre, à propos de *L'histoire du glorieux de Venise de Ricardo Calimani*, une coquille nous a fait écrire que ce quartier de Venise fut « censuré » aux Juifs par un vote du Sénat du 20 mars 1516 (il fallait lire « consacré »).

Edmonde Charles-Roux à la recherche d'Isabelle Eberhardt

Une biographie monumentale, écrite sur un ton romanesque, décape complètement la vie aventureuse de la « bonne nomade ».

On peut dire tout ce qu'on veut d'Edmonde Charles-Roux. Qu'elle a inventé le socialisme coupé par *Vogue* (elle dirigea seize années durant l'édition française de la plus chère des revues) ; qu'elle est vindicative comme une impératrice chinoise (elle a d'ailleurs toujours eu un air asiatique...).

Il y a cependant deux faits que même ses plus féroces détracteurs ne nient pas : c'est une femme intrépide et une travailleuse acharnée. Déjà à vingt ans, blessée durant la guerre, elle fut citée à l'ordre du corps d'armée où elle était infirmière. Et les cinq ouvrages qu'on lui doit jusqu'à présent depuis *Oublier l'Algérie* (Goncourt 1966) témoignent tous d'un fini, d'un soin du plus infime détail.

Sont-ce les mêmes vertus qui l'ont attirée chez Isabelle Eberhardt (1877-1904), dont elle nous raconte maintenant l'existence aussi courte que pleine ?

Non, répond-elle dans sa maison de résineur provençal où elle vécut son grand amour avec le feu maire de Marseille, Gaston Defferre, et où elle se préparait ces jours derniers pour son « Apostrophe » du 6 janvier : « Non, je crois que ce qui m'a amenée à Isabelle, c'est son côté bédouin au beau sens du terme, son côté hors des normes de son époque ».

Comme Don Juan d'Autriche, comme Coco Chanel, thèmes de deux précédentes biographies publiées par Charles-Roux, Eberhardt fut fondamentalement une « irrégulière ». Mais, et c'est ce qui fait tout le prix de ce trio, par une sorte de vocation plutôt que par un systématique esprit de provocation. En somme, des gens envoyés pour empêcher le monde de s'encroûter.

On ne compte plus les livres suscités par le météore dévastateur que fut cette demoiselle

Eberhardt, Russe de Genève dont la carrière islamoméditerranéenne d'« écrivaine » devait marquer le tournant du siècle au Maghreb.

Malheureusement, telles des couches de peinture sur des fresques de maître, la plupart de ces études n'avaient fait que copier leurs clichés ou leurs erreurs les uns les autres, qu'emprunter aux textes d'Isabelle, eux-mêmes tronqués ou maquillés (voir ci-contre) par de trop pieuses mains, après sa noyade à vingt-sept ans dans un oued saharien en cru.

Sautant à pieds joints par-dessus cet amas, Edmonde Charles-Roux est allée « directement » aux sources : deux ans de recherches (plus un an d'écriture) commencées en 1982, et qui l'ont conduite à Leningrad, Naples et Genève (oh ! les terrifiants dossiers personnels de la police cantonale des étrangers, même si on était une fillette ou si on ne se livrait pas à la moindre activité politique...) et bien sûr aussi aux richissimes archives coloniales et militaires d'Aix-en-Provence et de Vincennes.

Fille de moujik

Le résultat fera date : un bouleversement complet du personnage d'Isabelle. Elle n'était ni fille naturelle de Rimbaud, ni juive, ni lesbienne, ni nihiliste. Quels piments reste-t-il, direz-vous ?

Eh bien ! ceux qui n'ont rien d'artificiel : sa mère, romantique luthérienne allemande veuve d'un général russe ; son père, un précepteur fils de moujiks orthodoxes, tolstolien au point de ne pas faire baptiser sa fille ; sa ribambelle de frères et sœurs fantasques, dont deux, avant Isabelle, fugèrent vers l'Algérie ; ses « scandaleuses » amours avec un irrédentiste arménien trop vite assagi en diplomate turc, puis

avec un « étalon » algérien descendant de Maures d'Andalousie ; son commerce spirituel avec Abou-Nadara (le binoculaire), juif italo-egyptien exilé à Paris pour nationalisme nilotique, dérangeant au point qu'une de ses pièces moléculaires a encore été interdite au Caire ces dernières années, etc.

Une part majeure du charme, de la pâte spécifique de cette bio-

graphie scrupuleusement fidèle à l'histoire, mais écrite, pour notre plaisir, sur le ton d'un roman, dans l'habituel français fluide et classique de l'auteur, tient au fait que chaque étape de la formation puis de l'aventure isabellienne est l'occasion de nous entraîner dans des univers bien souvent jamais défrichés : les mœurs des résidents, dissidents, espions et diplo-

« Dans l'ombre chaude de l'Islam »

Dans l'ombre chaude de l'Islam, tel est le titre — très parlant sur les sentiments d'Isabelle Eberhardt — d'un de ses textes les plus fameux sur l'Algérie. Il y en a comme ça, d'Heures de Tunis à Sud-Orient, deux gros tomes de cinq cents pages.

Beaucoup de ses écrits furent, après sa mort, en 1904, malencontreusement « arrangés », pour, croyait-on, plaire aux lecteurs contemporains. Pour les lecteurs paternels, abusés ! Et pour nous, trahi, charcuté ! De toute façon, l'œuvre complète d'Eberhardt, enrichie de nouvelles publications par accès entre 1906 et 1944, était introuvable, même s'il faut mentionner quelques publications posthumes récentes.

Cette fois, tout a été réuni (sauf les articles de journaux et revues dont Edmonde Charles-Roux donne de larges extraits dans son livre) et restitué, et dans sa forme première, grâce aux trésors des archives et des éditeurs français.

augmentée est sortie ces jours-ci dans la même maison. Nos deux fureteurs ne se sont pas contentés de peiner dans la lumière verte des bibliothèques. Ils se sont également exposés au soleil cru du Sahara : « Au cours de nombreux séjours en Algérie, deux fois par an en moyenne, depuis 1883, nous avons pu reconstituer tous les périples et retrouver les traces d'Isabelle Eberhardt dans les lieux et parfois encore dans les mémoires... »

À Alger, la rue qui porte le nom d'Isabelle est l'une des rares à ne pas avoir été débaptisée après l'indépendance en 1962, et son tombeau est toujours là, au cimetière musulman d'Al-Saïra (Oran). Plus nombreux qu'on ne croit sont les jeunes Algériens d'aujourd'hui curieux de celle qui s'intéressa si fort à leurs ancêtres et à leur civilisation. Puisse les feuillets d'Isabelle franchir la si cherchée censure d'Etat encore debout outre-Méditerranée !

J.-P.-P.H.

★ ŒUVRES COMPLÈTES, tome 1 : *Écrits sur le sable*, d'Isabelle Eberhardt. Grasset, 505 p., 120 F. Annotations et présentation de Jean-René Hellen et Marie-Odile Delacour. Préface d'Edmonde Charles-Roux, de l'Académie Goncourt.

mates russes en Europe occidentale à la fin du dix-neuvième siècle ; l'itinéraire d'un moussa comtadin ou d'un légionnaire déserteur sur la route du Tonkin ; la vie de garrison en Algérie et également celle de la triade populaire musulmans-pieds-noirs-israélites en laquelle les marxistes virent, bien à tort, une « nation en formation », etc.

Le premier tome se termine sur le séjour bédouin d'Isabelle et de sa mère, laquelle y mourut et fut inhumée dans la nécropole islamique après avoir adopté un orphelin kabyle... Vous avez bien lu : le premier tome. Car Charles-Roux a réuni tant de documents qu'elle a décidé, à contre-montre, de publier deux volumes.

Un désir d'Orient. La jeunesse d'Isabelle Eberhardt (1877-1899) sera suivie, en principe en 1990, par *Isabelle au désert*, relation du mouvement juste saharien (avec des échappées marseillaise et parisienne) de notre indiscipline, bientôt épouse d'un spahi algérien et liée avec le futur maréchal Lyautey.

De Camus à Montéil

L'ensemble pourrait induire qu'Isabelle ne fut, après tout, qu'une parmi d'autres aventurières qui, d'Aurélien Tidiani, « princesse des sables » (1) du Sud algérien à la « virienne » comtesse d'Andurain (2), s'épouvaient à qui mieux mieux sur le terrain colonial français. Mais Eberhardt fut aventureuse sans être aventurière. Rien d'intéressé, de calculateur en elle. Une bonté sans bavette ni mièvrerie chez cette femme dont le visage kal-mouk cachait une sensibilité mifromentin, mi-Père de Foucault. « La bonne nomade », la surnommait-on.

Néanmoins, de cette belle âme il ne demeurerait probablement pas grand-chose en nos mémoires

malgré les démêlés politico-judiciaires qui firent expulser Isabelle un temps de sa chère Algérie ; malgré une conversion coup de foudre à l'islam (dont elle rejette pourtant maints aspects du sort féminin), conversion qui annonce plus celle d'un Vincent Montéil, à la fois intérieure et charnelle, que celle, avant tout médiatique, de tel danseur ou tel architecte.

Si cette sujette des sables qui ne vit jamais la Russie est toujours présente parmi nous, si elle a séduit Edmonde après et avant tant d'autres, c'est qu'elle écrit et parfait, ce fut une inlassable noria d'articles, nouvelles, récits, romans, presque tous centrés sur l'islam. Ce faisant, Isabelle inventait en quelque sorte le reportage de société, annonçant Cendrars et Kessel, Monfreid et Londres. Elle excella dans ces « socio-reportages » particulièrement difficiles en milieu musulman, fermés et pudique, mais qui permettaient de pressentir les changements politiques. Camus lui-même, dans ses textes prémoniteurs sur la Kabylie (3), il y a un demi-siècle, suivit cette voie.

L'exemplarité toujours actuelle d'Isabelle Eberhardt, sa capacité de séduction sont mises en pleine lumière par le travail coarsu main d'Edmonde Charles-Roux.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ.

★ UN DESIR D'ORIENT. LA JEUNESSE D'ISABELLE EBERHARDT, d'Edmonde Charles-Roux, 540 p., 120 F.

(1) Marthe Bessemer, Aurélien Tidiani, princesse des sables, préface de Louis Bourgeois, de l'Académie française, Plon, 1921.

(2) Voir « L'aventurière et son conseil », in *Trente ans au bord du Nil*, par Gabriel Dardaud, Lica Commun, 1987.

(3) Voir « Maître de la Kabylie », in *Actualités 11. Chronique algérienne (1939-1958)*, par Albert Camus, Gallimard, 1958.

EDUCATION

Philippe Lemaire
recteur de l'Académie
de Bordeaux

RELATIONS

Sports

RAID-MARATHON : le onzième Paris-Dakar

Dans les bras d'Agadez

Le onzième raid-marathon Paris-Dakar est reparti, jeudi 5 janvier, en direction de Tabous (Niger), après une journée de repos à Agadez. Cette halte a permis à la majorité des concurrents de récupérer et de remettre en état leurs machines. Depuis le départ de Paris, 75 motos sur 155 et 95 autos sur 241 avaient officiellement abandonné avant d'atteindre la cité des Touaregs. Toutefois, les avions de recherche du Dakar avaient repéré, mercredi 4 janvier, 54 concurrents encore bloqués dans le Ténéré. Un certain nombre d'entre eux, dont Jacques Laffitte, confrontés à

des problèmes mécaniques, n'ont pu prendre le départ d'Agadez.

Après la traversée d'étendues désertiques, le Dakar aborde l'Afrique noire. Avec plus de 3 000 kilomètres d'épreuves chronométrées à parcourir avant l'arrivée à Dakar, la course est loin d'être terminée. Chez les pilotes autos, le Ténéré a permis à Patrick Tambay (Mitsubishi) de reprendre espoir derrière les deux 405 turbo 16 de Jacky Ickx et d'Ari Vatanen. La situation est plus incertaine chez les motards, où les cinq premiers sont regroupés en moins de deux heures.

AGADEZ de notre envoyé spécial

Après un long voyage, atteindre enfin un lieu de villégiature provoque le bonheur. Retrouver Agadez procure ce plaisir. Les souvenirs se bécotaient, les rêves les plus fous s'échappaient lors des nuits sous les étoiles reviennent à la surface. Mieux même, l'enfance est au rendez-vous avec son lot d'images jauniees. C'est ainsi, les sentiments sont semblables à ceux qu'on éprouvait quand on retrouvait un jour avant les autres vacances la station balnéaire. Le privilège d'être le premier à découvrir les travaux et les embellissements qui chaque année sont le lot des mois d'hiver.

Ici, au sud du Sahara, on ressent la même impression. Le caravane du rallye n'a pas encore fait entendre ses pétares et les charters de VIP survolent toujours l'Algérie. Agadez vit ses derniers moments de calme avant le tourbillon qui va lui faire tourner la tête pendant deux jours. Il reste quelques jours pour retrouver les merveilles de la ville, quelques instants pour noter les changements.

L'hôtel Agadez est toujours là. Providence du voyageur, avant-garde de la civilisation sur la route d'Arlet et du Nord, il reste fidèle au bleu pour la tête onduleuse qui sert de porte à ses chambres. Son unique fillet d'eau presque vide a toujours du mal à servir de douche, mais son bruit sur le sol de ciment suffit. L'Agadez est toujours là avec ses sommiers métalliques. Fidèle au poste, El Hadj, à la réception, sait toujours les visages et trouver les mots qui réjouissent les clients. Derrière ses lunettes de soleil et les plus de sa cheffe, il semble ne pas avoir changé. Mais ce qui est nouveau, c'est le téléphone qui trône sur son bureau. Un signe parmi d'autres qui témoignent des transformations dans la cité.

Les salles toutes neuves de l'aéroport, financées en partie par la société Africair, symbolisent l'ouverture au tourisme. Un hôtel avec baignoire et télévision dans les bungalows a été construit pour les accueillir. Mano Dayak, l'ancien

compagnon de Thierry Sabine, a su jouer de ses innombrables casquettes pour agrandir encore son empire sur les voyages organisés dans le Ténéré. Un glacier vante maintenant ses spécialités italiennes en face de l'immeuble restaurant de l'Air mais ses « cappuccinos » demeurent réservés à la clientèle étrangère.

Agadez, capitale provinciale, carrefour d'échanges pour les Peuls du Sahel et les Touaregs des massifs du nord, se mue en cité pour touristes. Ce ne sont pas les maisons de style soudanais qui attirent ni le minaret de la grande mosquée, avec ses 27 mètres de terre rouge hérissée de tronc de palmiers. Non, Agadez doit sa notoriété à sa position stratégique d'étape avant ou après l'épreuve saharienne. L'ultime ville ou la cité qu'il faut absolument atteindre pour ces randonneurs allemands ou français qui se lancent de plus en plus nombreux à travers les sables.

Un froid de chameau

Pour recevoir dignement, à l'européenne en somme, motards et familles en voitures à quatre roues motrices, l'ancienne résidence des sultans s'est faite belle. Les taxis sont devenus un peu plus nombreux, les vendeurs de la croix d'Agadez se sont multipliés. Mais la cité a su garder son charme. Mélange d'étalages aux vêtements différents, elle offre toujours ses couleurs variées à qui sait prendre le temps de traîner dans les rues, où vole la poussière rouge. Les vendeurs de bois sont toujours aussi actifs, et le marché aux chameaux résiste à l'envahissement des appareils photographiques. Alors, doit-on suivre El Hadj lorsqu'il regrette que son combat téléphonique ne soit pas touché ?

Les petites humières qui, le soir, signalent la présence des états de viande ou de poisson grillé n'ont pas disparu. Ceux-ci démontrent la marque d'une vie locale. Ils témoignent d'une prospérité liée aux pluies abondantes de ces derniers mois. « L'eau a rendu la terre froide », assure El Hadj, comme pour excuser la température assez

basée qui règne sur la ville. Mais cette eau providentielle a aussi permis aux jardins de vertir et aux bêtes de prospérer. Agadez sourit d'une amorce qui s'annonce bien.

Le grand rendez-vous avec le rallye devient une même supplémentation dans une période faste. L'an dernier, concurrents et invités avaient fait bénéficier l'économie locale d'une dot de 30 millions de francs. Ce chiffre se sera peut-être pas atteint en 1989, car les charters ont été moins nombreux à déverser leurs visages pâles. Mais les affaires sont quand même prospères. Les villas suppléent le nombre réduit de lits dans les hôtels, et les concurrents sont de moins en moins nombreux à goûter aux « charmes » du camping local.

Pour eux, Agadez a laissé couler son eau et fait cuire ses chèvres. Pour rendre une allure présentable à des baroudeurs barbus, elle a multiplié le nombre des laveurs de linge. Pour satisfaire des estomacs soviés, elle a agrandi ses cuisines. Pour réparer des mécaniques défaillantes, elle a mis à l'ouvrage mécaniciens et forgerons. Bref, Agadez a su tenir sa place de ville de repos, où chacun doit s'efforcer de récupérer avant le sprint final.

Journées de fête pour une population toujours curieuse de découvrir les drôles de machines. Journées de plaisir pour des pilotes pas fâchés de rencontrer avec la civilisation. Si les étapes du Ténéré ont été épuisantes, elles n'ont pas rendu dramatique une épreuve un peu plus chargée. La journée de repos permet aussi aux retardataires de rejoindre la course, ou du moins de signaler leur présence.

Agadez la souriante n'a pas caché sa joie. Les enfants continuent à courir après les distributeurs de cadeaux. Les commerçants cherchent à deviner l'avenir d'une épreuve nouvelle pour leurs affaires. Les concurrents, eux, parlent déjà des prochaines étapes. Jeudi, les bruits de moteur vont sans doute diminuer d'intensité dans la cité. Mais les billets de la Banque de France déversés vont permettre de nouveaux travaux dans une ville devenue station touristique.

SERGE BOLLOCH.

● **AUTOMOBILISME** : Vers une participation de l'URSS au championnat du monde de formule 1. — La Fédération soviétique de sport automobile s'est prononcée à l'unanimité pour la participation d'un pilote et d'une équipe soviétique au championnat du monde de formule 1 en URSS. Diverses sociétés occidentales seraient déjà sur les rangs pour mener à bien ce projet.

BOXE

La mort du manager José Jover

Le manager de boxe José Jover, âgé de soixante-dix-sept ans, est mort le 4 janvier à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) des suites d'un infarctus du myocarde.

Avec Jean Straton, José Jover était l'un des derniers grands managers français. Court sur pattes, rondouillard, c'était, dans le milieu des rings, un personnage haut en couleurs, animé par une formidable passion pour ce monde mythique et marginal du K.O.

[José Jover est né le 2 décembre 1911 à Novelda, en Espagne. Après une courte carrière pugilistique, il devient manager dans les années 40. Dans sa salle, il entraîne notamment Jo Gonzalez, médaillé d'argent des super-moyens à Tokyo en 1964, et Fabio Bettini, champion de France professionnel des moyens en 1970. Le poids lourd Lucien Rodriguez lui donne ses plus grandes satisfactions du manager en conservant le titre européen de 1981 à 1984, et surtout en tenant jusqu'à la limite, le 27 mars 1983 à Scranton (Etats-Unis), face à l'Américain Larry Holmes lors d'un championnat du monde des lourds. Le poids moyen gitan Frank Winterstein est le dernier boxer de renom dont se soit occupé José Jover. Il prend sa retraite en 1985 alors qu'il porte déjà, depuis plusieurs mois, un stimulateur cardiaque. José Jover a succombé mercredi matin des suites d'un troisième infarctus.]

EDUCATION

M. Philippe Lucas recteur de l'Académie de Bordeaux

M. Philippe Lucas a été nommé recteur de l'Académie de Bordeaux par le conseil des ministres du 4 janvier.

[Né le 5 octobre 1940 à Neufchâteau (Vosges), M. Philippe Lucas est licencié en droit et en lettres, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et docteur en lettres en sociologie. Assistant puis maître-assistant à l'IEP d'Alger (1966-1971), il poursuit ensuite sa carrière universitaire à Lyon-II : directeur de l'UER de psychologie et sciences sociales (1973-1978), professeur depuis 1976, il est président de cette université de 1979 à 1986. Il est, depuis 1986, membre du Comité national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé. Ancien directeur du Groupe de recherche sur l'enseignement supérieur (GRES), il est l'auteur d'un ouvrage remarqué, *L'université captive* (1987), et avait été chargé, en mai 1988, par M. Jospin, ministre de l'éducation, d'un rapport sur l'état d'application de la loi Savary dans les universités. Président depuis février 1987 du conseil départemental de la gauche dans le Rhône, Philippe Lucas avait un moment brigué la candidature (socialiste) pour les élections législatives de juin 1988 dans la septième circonscription du Rhône.]

RELIGIONS

● Deux Français sur trois ne croient pas aux miracles. — Dans un sondage réalisé par l'institut Louis-Harris par le mensuel chrétien *Paroisse*, de janvier 1989, 62 % des personnes interrogées disent ne pas croire aux miracles. Près de la moitié estime même qu'un miracle est un phénomène que la science finira par expliquer. Le scepticisme croît : 44 % seulement des Français en 1981 (dans une enquête de la SORFES) déclaraient ne pas croire aux miracles.

SCIENCES

M. Michel Petit, nommé délégué général

M. Michel Petit, qui était depuis juin 1988 commissaire du gouvernement auprès du Centre national d'études spatiales (CNES) a été nommé délégué général à l'espace lors du conseil des ministres du 4 janvier. A ce poste, ce polytechnicien de cinquante-quatre ans, docteur en sciences et ancien élève de l'Ecole nationale supérieure de télécommunications, assurera la coordination entre le ministère des postes, des télécommunications et de l'espace et les entreprises travaillant dans le domaine spatial.

[M. Petit avait, entre 1979 et 1985, occupé le poste de directeur de l'Institut national d'astronomie et de géophysique et celui de directeur scientifique du secteur « Terre-Océan-Atmosphère-Espace » au Centre national de la recherche scientifique. De 1985 à 1987, il fut conseiller pour la science et la technologie au sein de la représentation permanente de la France auprès de la Communauté européenne avant d'exercer au ministère de la recherche les fonctions de délégué aux affaires internationales.]

● Retard pour la navette Discovery. — L'Agence spatiale américaine a annoncé, mercredi 4 janvier, que le prochain lancement de la navette spatiale Discovery serait retardé de cinq jours, ce qui fixe la date du tir de cette vingt-huitième mission au 23 février. Cette décision est la conséquence des problèmes rencontrés en décembre dernier au cours du vol de la navette Atlantis chargée de mettre en orbite pour la compte des militaires un satellite de reconnaissance. Lors du retour de l'engin, les responsables du véhicule ont, en 150 à 160 tonnes de revêtement thermique permettant à l'engin de résister lors de sa descente au fort échauffement de ses structures au contact des hautes couches de l'atmosphère.

Le Monde CADRES

Le Centre national de la recherche scientifique recrute par concours :

609 CHERCHEURS

Les concours sont ouverts à compter du 31 décembre 1988 (niveau thèse de 3^e cycle ou nouvelle thèse minimum). La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 31 janvier 1989, 18 heures.

Les dossiers pourront être retirés jusqu'à la veille de la clôture des inscriptions.

Une information sur les postes à pourvoir, par grade et par discipline, est à la disposition des candidats sur Minitel 36.14 code SIG4 rubrique POSTEL.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser au : Centre national de la recherche scientifique, Direction du personnel et des affaires sociales, Service des carrières, Bureau des concours, 15, quai Anatole-France, 75700 Paris. Téléphone : (1) 47-53-15-15, postes 31.582-31.565.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

7^e arrdt
CHAMPS-ÉLYSÉES (PRÈS)
Bel imm. rev. mod., 2 ét., 2 b., 2 s., 2 w.c., 2 ch., 2 s. de bain, cab. toil., 2 w.c., 2 s. de bain, 2 s. de toilette, 2 s. de rangement. 45-51-24-70.

RUE DE VARENNES
175 m², duplex gd stand., patio, rénovation complète. GAUSSEAU 45-51-24-70.

15^e arrdt
ÉMILE-ZOLA RÉCENT
5 PCHES S/VERDURE
n.é. duplex, 2 b. + box. PRIX 3.000.000 F. PROGEDIM 45-75-89-07.

20^e arrdt
MAISON DE CHARME
LA CAMPAGNE À PARIS
5 P., balcons, terrasse, cave, garage, 3.600.000 F. FRANCE CONSEIL 48-28-00-75.

78-Yvelines

NOISY-LE-ROI
Belle 4 n. n. 50 m², 1 000 000 F. Cdt. Vermeille, 39-78-96-92.

NOISY-LE-ROI
BEAU 5 PCHES, 110 m². PRIX : 1 070 000 F. Cdt. Vermeille, 39-78-96-92.

PRÈS RER CONFLANS
SUPERBE 3 PCHES, BOX. PRIX : 800 000 F. Cdt. Vermeille, 39-78-96-92.

95-Val-d'Oise
CERGY (95)
Centre ville, dans résidence 1983, grand standing de 3 étages, 73 m². Au 1^{er} étage : cuisine, balcon plein sud, interphone, gardien, parking en sous-sol, cave, chauffage à compteur individuel. Gare RER, écoles, parc, centre commercial. 3 Fontaines à 5 mn. Pas de vis-à-vis. Calme assuré. 710.000 F. Tél. : (1) 30-38-07-13.

appartements achats

Recherche 2 à 4 p., Paris, préférence 6^e, 7^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e, avec ou sans trav. Pds opt chez notaire. (1) 48-73-48-07 même scv.

locations non meublées offres
Paris
Rue du Temple, dans imm. rénovée, 3^e ét., asc., eq., + chbrn, ch, très bon état. 4.300 + ch. Tél. mat. SEGECCO : 45-22-88-92.

DENFERT-ROCHEBEAU
SE imm. bourgeois, gd 2 p., 57 m², pte sud, duplex, 12 ch., 5.700 F ch. compr. Tél. : 43-44-43-87.

propriétés

180 SUD PARIS
Magnifique PTE à aménager, avec tout : 4 p., case, s. d'eau, rénovées dédées. 5/12.000 m², 490.000 F, ch. 100 K. (18) 86-74-08-12 après 20 h. (18) 38-31-48-74.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Centre d'informations financière recherche pour ses agences de Paris et région parisienne des **CONSEILLERS COMMERCIAUX H.F.** — contact à haut niveau, — formation assurée, — rémunération intéressante. Tél. : 45-53-20-00, d. 151.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.H. vendeur expérimenté en prêt-à-porter recherche emploi. Lait de suite. Tél. : 45-26-02-71, le matin de 8 h à 14 h.

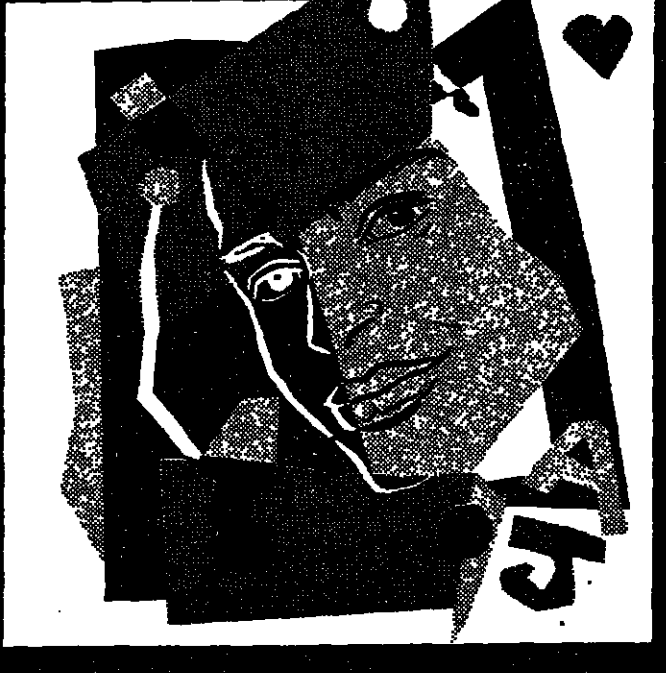
automobiles

ventes

R 11 67L
3 portes, 7 CV, octobre 83, 76.000 km, 1^{er} main, pneus AV neufs, peint. mét. vernie, vitr. teintées, 15.500 F. Tél. : 80-77-25-67.


Al Jarreau

AVEC NRJ





Nouvel Album
« Heart's Horizon »

CONCERTS
9 FEVRIER A PARIS-BERCY
21 FEVRIER A MONTPELLIER
22 FEVRIER A TOULOUSE
28 FEVRIER A GRENOBLE
2 MARS A LILLE



INTER-CONCERTS EN ACCORD AVEC





La plus belle radio

هكذا من الأصل

Culture

Le Théâtre national de Strasbourg dans la capitale tchécoslovaque

Redoux frileux à Prague

(Suite de la première page.)

Tyl est également l'auteur d'un drame patriotique consacré à Jan Hus, religieux réformateur du quatorzième siècle qui contribua à fixer la langue littéraire tchèque. Excommunié deux fois par Rome pour avoir dénoncé les erreurs du catholicisme, il fut finalement condamné et brûlé vif, une quinzaine d'années avant Jeanne d'Arc.

Aujourd'hui, un important séminaire clandestin porte son nom. On en compte trois à Prague, dit-on. Ce sont des cercles de réflexion, de véritables universités parallèles où l'on tente de maintenir et de réactiver le flambeau de la vie intellectuelle, en danger de mort après vingt années de « normalisation ». On n'oublie pas l'histoire, dans la patrie de Kundera, un exilé, et de Vaclav Havel, un dissident qui, dans ces colonnes mêmes (*Le Monde* du 2 décembre), interrogeait « le masque et le visage » de la Tchécoslovaquie. « Nos dirigeants », écrivait Havel, « parlent aussi de reconstruction et de démocratisation, mais ils cherchent seulement à habiller de neuf leurs vieilles méthodes totalitaires ».

Car ça et là, pourtant, ce qui hier encore était impensable devient licite. On rejoue, par exemple, Dürrenmatt et Arthur Miller, deux auteurs qui s'étaient fait remarquer par leurs prises de position contre le régime. On monte les *Liaisons dangereuses* dans l'adaptation de Christopher Hampton, *Mademoiselle Julie* de Strindberg, la *Célestine*, la *Chambre sur un toit brûlant*, et l'*Affaire Makropoulos* de Karel Capek, porte-drapeau, avec son frère Josef, du drame patriotique tchèque dans les années 20. Parmi les auteurs français, Molière a la cote. La rumeur pragoise bruisse d'un *Tartuffe*, agent provocateur, au Théâtre national qui accueille aussi *Amphytrion*. Car Molière, pour être classique, n'en propose pas moins aux metteurs en scène ces « énigmes » qu'Antoine Vitez appelle de ses vœux (1). Enigmes donc susceptibles de toutes les interprétations.

Des dieux et des hommes

Le Sosie d'Amphytrion, vétéran par Jacques Lassalle, d'une parodie militaire, avait à Prague un peu l'allure de l'enfant du pays, le brave petit

soldat Chveik. Le baroque magistral du décor de Claire Chavanne a beaucoup séduit. C'est un immense vélum, transformable à vue en nuages célestes, antichambre ou chambre à coucher. Un dispositif complexe et léger : un camion pour le transport, et deux jours de montage — pas plus, les techniciens tchèques sont de grands professionnels.

Pourtant, la petite salle où se produisait le TNS n'était pas pleine. A

de l'ambassade. Ainsi Elvire Jorvet 40 avec Philippe Clévenot et Maria de Medeiros dans la mise en scène de Brigitte Jacques, du Beckett par Pierre Chabert. En attendant *Godot* est traduit en tchèque depuis trois ans seulement... En 1982, lors d'une Nuit consacrée à Havel au festival d'Avignon, Beckett n'avait-il pas dédié sa pièce *Catastrophe* à l'écrivain alors emprisonné ? On a de la mémoire, dans les milieux politiques... Si Kafka ne fut pas réédité

sont également tolérées. Surtout en province. Mais les acteurs — comme leur public, dit-on — sont démocratiques. « Le théâtre ressemble à la société. L'auto-censure est notre plus grand défaut », affirme un dramaturge. Comme beaucoup d'autres, il a un pied dans le système et un autre dehors.

Non renouvellement et vieillissement des acteurs, programmation arrêtée deux ans à l'avance selon des critères qui relèvent plus d'enjeux politiques que de choix artistiques, carence d'auteurs dramatiques, disparition depuis quinze ans de la seule maison d'édition et des revues théâtrales. La situation, malgré les nombreuses pièces à l'affiche, n'est pas brillante. « Notre théâtre est devenu trop réaliste, politique ou descriptif », ou bien on se satisfait d'un agréable théâtre de divertissement. Bien sûr, le mime est resté vivace, en ce pays où la parole est souvent suspecte : chacun se souvient du Théâtre Za Brnou (« Derrière la porte »), fondé en 1965 par Ottomar Krejca, fermé en 1972 pour de très officielles raisons de sécurité, et réouvert quelques années plus tard sans qu'aucune réparation n'ait été effectuée.

Entre-temps, Ottomar Krejca est parti travailler en Belgique. Son dramaturge, Karel Kraus, vit, contre vents et marées, à Prague. Mais beaucoup d'hommes de sa génération ont été rayés de la carte des théâtres. Son nom devrait réapparaître pour la première fois depuis des années à l'affiche du Théâtre tchèque : il a réalisé la traduction du *Marriage de Figaro* de Beaumarchais, qui sera monté, avec une adaptation de Camille de Voilaine, à l'occasion de la célébration du Bicentenaire de la Révolution française.

Parmi les jeunes auteurs reconnus, Michal Lazovsky est sans doute l'un des plus intéressants. Il écrit pour le théâtre, mais aussi pour la télévision et la radio. Ainsi la trilogie *Vltava*, la plus culturelle des trois chaînes pragoises, a diffusé une de ses pièces dans laquelle deux hommes, devenus jardiniers — comme Dubcek — dans les années 70, s'affrontent, sans voir le barrage en construction qui les submerge.

Au Cincobert Klub, un petit théâtre qui compte, on a joué cette saison *Elías Canetti*, *Vampirov*, *Tchekhov*, *Brecht*, *Gogol*, *Horvath*, *O'Casey* et une adaptation d'un roman de Bohumil Hrabal, sans contester l'écriture tchèque la plus populaire aujourd'hui, dont certaines œuvres sont traduites en français. Dans le hall d'entrée du Cincobert, on peut voir la photographie d'un jeune homme. La photo est ancienne : Evlad Sabovitz, fils de mourir, le 14 décembre. Avant d'être un cinéaste « empêché » — il continuera à travailler au théâtre, — il fut le maître de Milos Forman et de Jiri Menzel qui se soir-là signe la mise en scène d'une comédie de Michael Frayn, un succès de Broadway.

Au-delà de Giraudoux, d'Anouilh et de... Claude Rich (*Un habit pour l'hiver*), aucun auteur récent français n'est connu. Kohls, un peu toutefois. Mais des traductions circulent de plus en plus. Ainsi la *Stratégie pour deux jambons* de Raymond Coucou, ou *Berlin*, son dossier est la mort, d'Enzo Cozzani. Une revue théâtrale, « samizdat bi-annuel, quatre cents pages — traduit et diffusé textes, critiques, pièces étrangères ou tchèques interdites ».

La traduction de la *Recherche du temps perdu* de Marcel Proust vient d'être achevée. Celles de Freud, gelées dans les années 70, sont enfin disponibles.

On réédite le poète tchèque Siktano, pour la première fois depuis vingt ans. « Ici, ce qu'on prend pour du vent n'est peut-être qu'un courant d'air, tant l'atmosphère est restée stagnante », commente un poète.

Car le vent tourne très vite, à Prague. Tandis que chacun commente la nouvelle parue dans les journaux — passer la frontière en fraude n'est plus un délit pénal, — on apprend qu'un théâtre à Brno, qui répétait une pièce de Topol, un auteur longtemps interdit a été l'objet d'une descente de police ; et qu'une femme aurait été arrêtée...

Accoudé au bar du Slavia, au bord de la Vltava, un auteur qui avait vingt ans en 1968 soupire : « Nous sommes raisonnables... ». Et, désignant le château, le siège du gouvernement, de l'autre côté du fleuve : « A eux de l'être aussi. »

ODILE QUIROT.

- (1) Théâtre en Europe, n° 18.
- (2) *Amphytrion* est repris au TEP à Paris du 6 janvier au 12 février.

CINÉMA

« Le Cauchemar de Freddy » de Renny Harlin

Horreur complice

Voilà maintenant quatre ans qu'est apparu Freddy Krueger, le géant au gant griffu, tueur d'enfants acquitté pour manque de preuves, brûlé vif par les parents en colère, et qui revit dans les cauchemars d'adolescentes troublées, laissant des traces sanglantes sur leur chair encore tendre... Le premier film, réalisé par Wes Craven, était si beau, si effrayant, que les méfaits de Freddy se sont poursuivis selon le même schéma de base. On en est au quatrième, où cette fois à Renny Harlin.

Le premier film (*Les Griffes de la nuit*) bénéficiait d'un scénario bien agencé, d'un effet de peur et de surprise qui à présent ne peut plus jouer. Parmi les monstres défigurés qui peuplent le cinéma fantastique, Freddy est aussi fortement caractérisé que Dracula parmi les vampires. Comme lui, il s'entoure d'un cérémoniel décoratif qui annonce sa venue et ses meurtres. On sait ce qui va arriver, on connaît ses victimes et la manière dont il va les déchirer, les brûler, se nourrir de leur âme. Une complicité s'est établie entre nous et lui, comme entre lui et les adolescents qui l'attirent par leurs rêves.

Ah, le thème étant connu, le réalisateur est parfaitement libre pour les variations. Libre de dédier sa fantaisie, de mêler, d'alterner les fulgurances du Grand Guignol et celles du surréalisme vénérable. Libre de montrer les pulsions équivoques des adolescents aux joues fraîches.

Renny Harlin use avec bonheur de toutes ses libertés. Il fait

intervenir les cauchemars avec tant de maligne finesse que la réalité — la réalité du film — semble à tout instant chavirer. La haute silhouette de Freddy et son visage calciné à l'ombre de son chapeau forment une composition trop abstraite pour paraître répugnante, malgré les délocalisations, les torsions que subit le monstre.

La poésie aussi

Les effets spéciaux sont soignés, et les décors magnifiques — cimetière de voitures, entre de Freddy plein de chaînes, de chaudières, de vitraux, rues nocturnes désertées d'une bourgade américaine où s'élève la lassitude, et cette cour irréaliste où chantent des fillettes en robes d'organdi blanc...

Renny Harlin prend ses distances avec l'horreur mais pas avec la poésie. Il sait disposer points de repère, citations, références pour spacer, et déclencher la mémoire sur la culture clip et pub comme sur la mythologie du cinéma fantastique. Renny Harlin fait surgir des sortes de minuscules forêts hurlant (les âmes) dans le fromage bouillonnant d'une pizza — c'est le cauchemar d'une étudiante, petite sœur de Carrie, épuisée par son job de serveuse. Héritant de mystérieux pouvoirs, elle voit Freddy au karaoké, mais retrouvera son reflet dans une fontaine : Freddy est condamné à renaitre tant que les adolescents troublés rêveront.

COLETTE GODARD.

Appel de M. Jack Lang pour sauver les salles de cinéma

Dans une interview donnée à *France-Soir*, parue le mercredi 4 janvier, M. Jack Lang a lancé un appel aux maires et aux préfets pour que le « réseau de salles de cinéma » soit préservé et développé, en particulier dans les communes moyennes et périphériques. Interrogé sur la lassitude exprimée par certains concernant la célébration du Bicentenaire, le ministre de la culture et de la communication

a fastigé ces « éternels blâmes, par avance fatigués ». Il a promis un « renouveau mondial » à la fête de la musique du 21 juin prochain, qui associera plus de trente pays. Enfin, à propos du projet de président Mitterrand de doter la France de « la plus grande bibliothèque du monde », M. Lang a annoncé la constitution d'une « équipe de spécialistes », chargée d'étudier le dossier.

AMERICAN CENTER

Le nouvel american center ouvrira ses portes à Berçy en 1991 dans un grand bâtiment conçu par Frank Gehry.

En attendant, l'American language program continue ses cours au 1, place de l'Odéon 75006 Paris, pour vous apprendre la culture et la langue des USA.

- WINTER SESSION 9 Janvier - 1^{er} Avril 89
- INTENSIVE COURSES chaque quinzaine
- T.O.E.F.L. PREPARATION
- E.R.O.P.

INSCRIPTIONS IMMÉDIATES Tel 46 33 18 82

DANSE

Les « Géants de la danse » aux Champs-Élysées

Grandes déceptions, petit prodige

Un jeune danseur argentin de vingt et un ans, Julio Bocca, sauve de la déception une — trop — pompeuse soirée de gala.

Rien n'est plus ringard que ces soirées de danse formule « gala », enfilant à la va-comme-jete-pousse des solos et passe-deux hétéroclites. On l'on passe sans transition du romantisme de Bourmouille aux orientales de Béjart, de l'après-midi d'un faune à la nuit de Roméo et Juliette, de Beethoven à Minkus. Notre regard sur la danse a changé depuis vingt ans, nous lui demandons un sens, une cohérence, une vérité.

Mais rien ne plaît davantage au public que les stars : lorsque l'affiche annonce pompeusement « Les Géants de la danse », il se fiche du menu, il remplit à ras bord le Théâtre des Champs-Élysées. Pour voir quoi, dans le troisième programme ? Un Patrick Dupond qui, toujours prodige de sa personne, apparaît trois fois, mais dans trois numéros de cirque qui se modifieront pas son image de moustache (son propre *Méga-Démo*, dont le titre tient les promesses, un *Song for you* de Rick Odums, solo creux et tapo-à-l'œil, et l'inévitable *Don Quichotte*). On n'a pas découvert que propriété technique et son de nos finitions ne sont pas le fort de notre Patrick national, qui emporte le morceau à l'arabesque, au calot, au charme et au panache.

Une Natalia Makarova un peu décevante, elle aussi, dans la scène du balcon du *Roméo et Juliette* de MacMillan : un soupçon d'excès mélodramatique fugea Bolchoï, elle qui incarnait la pureté à la Kirov.

Seuls Monique Loudières et Cyril Atanassoff auront réussi à faire passer la tendresse et la complicité qui unissent *Emeralda* et Quasimodo, dans *Noire-Dame de Paris* de Roland Petit. Loudières sans d'ailleurs fut la reine de la soirée, ballerine affrète comme un coureur de chasse, élégante, nerveuse, se vengeant d'avoir glissé dans le *Corsaire* par d'invariables équilibres dans *Don Quichotte*.

Reste la révélation de ce programme, Benjamin, l'Américain Julio Bocca. Vingt et un ans, les genoux sculptés par Michel-Ange, le visage plus banal. Il bondit aux frises et n'en redescend que « par procédé pour ses camarades », comme on disait du grand Vestris. Il n'avait pas grand-chose à faire dans *Roméo et Juliette*, mais son *Corsaire* a fait s'écrouler la salle. On brûle de le voir ailleurs.

SYLVIE DE NUSSAC.
* Théâtre des Champs-Élysées, jusqu'au 5 janvier.

châtelet
THEATRE MUSICAL DE PARIS

Claudio Monteverdi
L'incoronazione di Poppea
Opéra en un prologue et deux actes
Livret de Giovanni Francesco Busenello
Version Raymond Leppard

Direction musicale : Peter Schneider
Mise en scène et décors : Pierre Strosser
Costumes : Patrice Cauchetier

Patricia Schuman, Martine Dupuy,
Hans-Peter Blochwitz, Richard Stihwell,
Jocelyne Tallion, Gregory Reinhart,
Leonora Vaduva, Françoise Goffier,
Stuart Kale, Jean-Marc Salzmann, James Doig, Jean-Luc Chaignaud

Scottish Chamber Orchestra
9, 11, 13, 17, 20 janv. 20h30 - 15 janv. 15h

Location aux caisses du théâtre
Place du Châtelet - Paris 1^{er}
par téléphone : 40.23.22.40
par minitel 3615 code Châtelet

Ensemble InterContemporain
Direction
Pascal Verrot

Nouvel Ensemble Vocal
Chef de chœur
Henri Forge
André Trouillet, clarinette

Œuvres de
Scelsi - Ballif - Grisey
Varèse

Lundi 9 janvier - 20 h 30
Théâtre Renoud-Barrault
Location 42 56 08 80

EIC ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN

la Ville d'Avignon présente

OPERA D'AVIGNON

Peter WEISS
Gerard GELAS

SADE

Pierre Clementi
Edwig Stéphanie
Marianne Aniska
Nina Crepon
Jean-Marc Avocat
Philippe Graitson
Leo Ferre

24 - 29 janvier 1989
Opéra de la Ville d'Avignon
Nuit 20 h 30 58 11

VENTE

LEMENTS ET TERRAIN

LA NUIT des

VENTE

LEMENTS ET TERRAIN

Culture

POINT DE VUE

L'avenir de l'Opéra de Paris

La Nuit des morts vivants ?

par Grange Bâtelière

Pseudonyme d'un haut fonctionnaire sous la tutelle du ministère de la culture

Le vice-conseiller de l'Opéra de la Bastille est que ce projet est fondé sur l'exclusion de l'Opéra de Paris tel qu'il existe. Alors que la construction de ce nouvel édifice aurait dû être l'occasion et l'espoir d'un renouveau pour la plus grande institution lyrique et chorégraphique française, tout, dans le comportement des pouvoirs publics, montre cette volonté de faire d'abord mourir le Théâtre national de l'Opéra de Paris. Mais c'est une illusion de croire que l'on peut bâtir une telle entreprise sur un tombeau et sur l'humiliation des personnels qui savent faire fonctionner plutôt bien que mal un processus théâtral aussi complexe et fragile que celui-ci.

Depuis six ans que le projet est lancé, les signaux émis par la plupart des responsables du dossier relèvent presque tous de cet état d'esprit. Le directeur de la musique de l'époque ne disait-il pas à qui voulait l'entendre : « L'Opéra, c'est la maison de la mort » ? Il rejoignait en cela le constat schématisé de certains, qui retenaient de l'histoire de cet établissement les données statistiques suivantes : « De 1889 à nos jours, quelque cinquante-quatre directeurs se sont succédés, et trente d'entre eux ont connu un destin brutal (mort, faillite, révocation, démission...) ; quatre personnages ont maîtrisé le système en faisant fortune » (Lully, Veron, Halasz, Lieberman) (1).

Les événements de ces dernières années ont malheureusement confirmé ce diagnostic. M. Angély n'achève pas sa mission sur la préservation du fonctionnement de la Bastille. M. Mordret suit le même sort au début de l'année 1988. M. Vozzinsky, qui préconisait de faire tabula rasa de l'ensemble des personnels et de l'institution pour construire le nouvel Opéra, est démissionné en mai 1988 (avant les élections présidentielles).

Au cours de ces dernières semaines, une nouvelle équipe vient d'être constituée. Ses caractéristiques principales s'inscrivent malheureusement dans le droit fil des tendances néfastes qui viennent d'être évoquées : elle est presque totale-

ment étrangère à la profession : elle affiche d'emblée la volonté d'éliminer ceux qui ont récemment tenu de bon pied, avec les compétences et les personnels existants, les structures du nouvel établissement et sa programmation.

Un rêve absurde

Même si certaines des intentions de ces nouveaux responsables sont louables (accroissement du nombre de représentations proposées, diminution des coûts de production, abaissement du prix des places), c'est un rêve absurde de croire qu'elles pourront être menées à bien avec moins d'argent, moins de personnel et sans le concours des professionnels qui font actuellement fonctionner l'Opéra de Paris.

Illusion technique tout d'abord. Le nouvel Opéra de la Bastille est un bâtiment de conception très sophistiquée : ses coûts de maintenance seront au moins deux fois plus élevés que ceux du palais Garnier. Ce dernier est au contraire très élémentaire dans son équipement et sa structure : il requiert donc, même pour une activité réduite à la danse, un effectif minimum de personnel en raison des grandes dimensions de la scène. Tout cela rend nécessaire un important personnel technique qui ne pourra être, en régime de croisière, inférieur à celui occupé actuellement à l'Opéra de Paris.

Certains des responsables du dossier dans les ministères tentent actuellement d'espérer ce théâtre par une rigueur budgétaire incompatible avec les coûts réels des mutations techniques et sociales des prochains mois. Leur logique mène tout droit à un nouveau plan de licenciement économique qui serait totalement inutile et inadaptable puisqu'il faudrait réembaucher dans peu de temps pour faire fonctionner l'Opéra de la Bastille à plein régime. Il faut au contraire utiliser le réservoir de compétences existant et le motiver en complétant sa formation pour les nouvelles techniques de la Bastille.

Illusion artistique ensuite d'envisager, comme certains, d'écarter la programmation artistique mise en chantier par le directeur musical et artistique désigné. Chacun sait en

effet que l'élaboration d'une distribution d'opéra (chef d'orchestre, solistes, metteur en scène, décorateur, costumier) est un travail complexe, préparé deux à trois ans avant la présentation effective du spectacle. L'exclusion éventuelle des engagements déjà pris ferait donc courir un risque majeur à l'ouverture de la première saison en janvier 1990, sauf évidemment à accepter des « bricolages » artistiques peu en rapport avec le niveau du projet.

Illusion sociale enfin d'imaginer qu'il sera possible de « négocier en force » les nouvelles conditions de travail à la Bastille et au palais Garnier pour une entrée en vigueur dès septembre 1989. Les organisations syndicales et les représentants du personnel de l'Opéra ont beaucoup évolué au cours de ces dernières années. Ils sont aujourd'hui habitués à un dialogue moderne et responsable, fondé sur les enjeux et les intérêts de l'entreprise.

Trois orientations

Face à cette volonté de négociation adulte et constructive, les pouvoirs publics n'ont eu à proposer, pendant six ans, qu'un projet artistique flou ou instable, ou la menace d'une fermeture du palais Garnier. On ne s'étonne donc pas dans ces conditions que les discussions sociales aient peu progressé. Pour l'avenir, plus que jamais, il faudra écarter les provocations qui prétendraient contraindre les partenaires sociaux à négocier dans des délais raccourcis en brandissant le spectre du chômage technique ou des licenciements. On ne bâtit pas un projet d'entreprise sur de telles fondations.

L'Opéra de la Bastille est donc mal parti s'il continue à s'assimiler à de telles exclusions et à de telles illusions qui se transforment vite en cauchemars. Pour éviter l'échec, il serait sage, et courageux à la fois, d'adopter les orientations suivantes :

• Financer de manière réaliste l'ouverture de la Bastille et la mutation de l'Opéra actuel : c'est le seul moyen de donner aux responsables de ces théâtres un cahier des charges acceptable qui les motive, et de leur permettre de mener à bien dans des conditions correctes la négociation de nouvelles conventions collectives ;

• Retarder de neuf mois l'ouverture de la Bastille : les avantages principaux d'une telle décision seraient de donner le temps d'apporter des compléments ou des aménagements à la programmation existante, et permettre à la négociation sociale de se dérouler dans des délais plus propices à une discussion sereine ;

• Associer le personnel de l'Opéra de Paris à la définition du projet artistique, technique et social de l'entreprise : cette règle de conduite nouvelle edge au préalable, et d'urgence, que les bases de ce projet soient enfin stabilisées : elle devrait s'appliquer aussi bien à l'établissement plus fort des cadres de l'établissement qu'aux travaux des prochains mois qu'au dialogue avec les représentants du personnel.

Dès lors, on pourra espérer faire sortir de la nuit les « morts-vivants » de l'Opéra de Paris, et apporter aux nouveaux théâtres les atouts que l'investissement consenti par la collectivité mérite.

(1) Jean Guiraud : Ces hommes qui ont fait l'Opéra (Albatros, 1984).

Maison de la Poésie subventionnée par la Ville de Paris
101, rue Rambuteau, M^e Haller, 42362753

HOMMAGE A T.S. ELIOT
LECTURES-CONFÉRENCES
jeudi 12 janvier 20 h 30
"Du couchant des cosmogonies à la plage sauvage"
par Kenneth WHITE
jeudi 19 janvier 20 h 30
"Tradition et modernité dans la poésie d'ELIOT"
par Monique LOKINE textes par Pierre CHABERT
EXPOSITION UN POÈTE AU-DELA DU TEMPS
du 9 janvier au 16 mars de 12 h à 18 h entrée libre

Communication

La promotion du juge Grellier devrait différer la conclusion de « l'affaire Michel Droit »

Le dossier Larsen FM-Michel Droit, qui a pris, avec la double inculpation pour corruption de l'académicien et du bras droit de M. Robert Hersant, M. Yves de Chaisemartin, des allures de scandale, va-t-il être enterré ? L'installation (le jeudi 5 janvier) de M. Claude Grellier dans ses nouvelles fonctions de vice-président du tribunal de Paris risque, en effet, de le priver de conclure lui-même ce dossier ouvert il y a plus d'un an.

Le 6 décembre 1988, après une longue instruction pleine d'embûches et de péripéties, M. Claude Grellier, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, transmettait au parquet le dossier volumineux de l'affaire Michel Droit. Les investigations menées depuis plus d'un an par le magistrat étaient en effet terminées : des rapports policiers portant notamment sur les comptes bancaires de M. Michel Droit, la nature de ses liens financiers avec son ancien employeur, le groupe Hersant, et l'étude des explications fournies par l'académicien, membre de la CNCL, et M. de Chaisemartin. Un rapport concluait même à l'établissement de faux en écriture (le Monde du 4 octobre).

Sans juger des conclusions ultimes du magistrat, le dossier répertoriait donc les charges existant contre M. Pascal Valléry-Radot (suspensé, en raison d'un lien avec Radio-Orléans, de trafic d'influence) et surtout contre M. Michel Droit et de Chaisemartin, inculpés tous deux de corruption en vertu des versements réguliers opérés sur le compte du membre de la CNCL par le groupe de presse, par ailleurs candidat heureux à l'obtention d'autorisations de radio et de télévision délivrées par la Commission.

Restait alors au parquet à faire connaître sa position sur l'affaire en communiquant au juge ses réquisitions, permettant ainsi au magistrat de botter l'affaire en rendant une « ordonnance de clôture ». Un acte ultime qui aboutit soit à un non-lieu,

soit à un renvoi en correctionnel, si le juge estime les charges suffisantes. Mais alors que M. Grellier attendait la réponse du parquet, un décret paraissait le 15 décembre au Journal officiel qui le nommait vice-président du tribunal de Paris. Une promotion à l'évidence méritée par ce magistrat rigoureux, mais qui risquait de tomber mal à point — ou à point nommé ! — en le déchargeant de tous ses dossiers en cours, ceux-ci devant être répartis entre ses collègues en attendant l'installation définitive de son successeur.

Naturellement soucieux du sort de ce dossier aussi important et « complexe », qui exigeait probablement de son successeur des semaines de mise à jour, le juge faisait donc savoir à sa hiérarchie son souhait de pouvoir lui-même le boucler. La fixation au 5 janvier de la date de son installation rendait la demande plus pressante. Elle échoua cependant totalement. Le président du tribunal de Paris — M. Robert Diet — refusa le report de l'installation, tandis que le procureur de la République, évoquant la complexité du dossier, affirmait impossible de faire parvenir avant le 5 janvier à 13 heures ses réquisitions.

Cette énième péripétie dans cette affaire tumultueuse va forcément retarder sa conclusion. Certains avaient pu s'étonner à l'automne de ce que le parquet n'ait pas jugé indispensable d'engager des poursuites nouvelles sur les faux en écriture révélés par un rapport de police et que la demande de levée d'immunité parlementaire de Robert Hersant — directement mise en cause dans l'affaire — n'ait même jamais été instruite.

Bien plus que celle de M. Michel Droit, c'est la personnalité du patron du Figaro et de la Cinq, et l'enjeu que représente sa mise en cause qui semblent paralyser le pouvoir, dont on se demande aujourd'hui s'il souhaite voir aboutir l'affaire.

ANNICK COJEAN.

Dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines

« France-Soir » va distribuer un supplément gratuit hebdomadaire

Le groupe Hersant ne laissera pas France-Soir « mourir à petit feu ». Son PDG, M. Philippe Villin, a annoncé, mercredi 4 janvier, la création en région parisienne, début mars, d'un supplément hebdomadaire de huit pages minimum en quadrichromie : France-Soir Ouest. Le quotidien et son supplément seront distribués gratuitement le jeudi et le vendredi, par porteur, dans les deux cent soixante mille foyers de vingt-sept communes des Hauts-de-Seine et des Yvelines (Versailles, Boulogne, Clamart, Issy-les-Moulineaux, Saint-Cloud, etc.), une zone où France-Soir ne vend actuellement qu'une dizaine de milliers d'exemplaires.

Réalisé par une équipe de journalistes animée par Armand Dingreville, le « nouveau » gratuit mettra l'accent sur les nouvelles intéressant les communes desservies. Il verra « le marché publicitaire colossal » qu'offrent les douze millions d'habitants de la région parisienne.

Rappelant les investissements déjà réalisés en faveur de France-Soir (siège de Bercy, informatisation de la rédaction, photogravure couleur notamment), M. Villin annonce aussi une refonte du

contenu rédactionnel du quotidien. « Nous allons poursuivre nos efforts sur les sports, les petites annonces et faire un véritable quotidien de téléspécialité ». Une équipe de dix journalistes réalisera quotidiennement une page d'articles sur les programmes à venir de télévision, une autre page étant consacrée aux comptes rendus des émissions de la veille. La double page féminine quotidienne sera complétée par d'autres pages d'information-service (emploi, argent, éducation, etc.) et par l'introduction d'une demi-page consacrée chaque jour à la région parisienne.

Enfin, pour doper la vente du samedi, le prix de vente du numéro, accompagné ce jour-là du supplément TV magazine et de quatre pages hippiques, a été fixé à 4,50 F. Une décision prise alors que les pertes du titre atteindraient 90 millions de francs, selon des sources syndicales que M. Villin s'est refusé à confirmer. En 1987, les pertes de Presse-Alliance, la société éditrice de France-Soir, s'élevaient à 27 millions de francs, mais après 50 millions d'abandon de créances de la Socpresse, société mère du groupe Hersant.

Pour fournir des programmes avec ses magnétoscopes

Sony cherche à acheter un studio américain

CBS Records, filiale de Sony, vient d'acquiescer, pour 30 millions de dollars (180 millions de francs), l'éditeur de disques Tree International, célèbre société de Nashville spécialisée dans le country music. CBS Records a été elle-même rachetée à la chaîne américaine CBS il y a un an, par le constructeur japonais, qui

confirme aujourd'hui sa volonté de développement dans l'édition musicale pour appuyer la commercialisation des disques compacts.

Mais Sony ne compte pas arrêter là sa diversification. Le constructeur, qui songe aussi à fournir des films avec ses magnétoscopes, cherche à mettre la main sur un grand catalogue américain et à se lancer dans la production. Il y a quelques mois, Sony a tenté de racheter à M. Kirk Kerkorian, les studios de Metro-Goldwyn-Mayer United Artists, mais les négociations ont échoué. Aujourd'hui, la firme nipponne est en contact avec tous les grands studios hollywoodiens et s'intéresse particulièrement à Columbia, filiale de Coca-Cola, et à MCA.

La volonté de contrôler le marché des programmes pour mieux vendre du matériel hi-fi et vidéo n'est pas propre à Sony. Son grand rival japonais, JVC, a récemment annoncé son intention d'acheter une compagnie cinématographique américaine.

VENTE PUBLIQUE

BATIMENTS ET TERRAINS DE L'HOTEL EL PANAMA

Immeuble de dix (10) étages avec 365 chambres sur un terrain de 38897 mètres carrés. Placé au centre de la zone commerciale et bancaire de la ville de Panama.

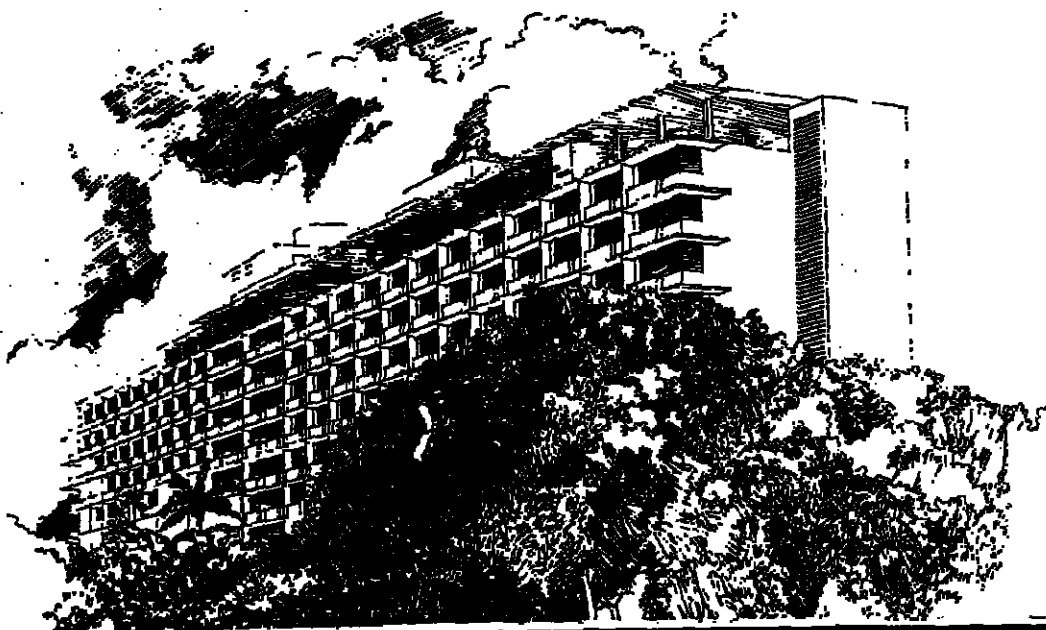
Les offres ne seront reçues que le 26 janvier 1989.

OPTIONNEL

• Un immeuble construit sur un terrain de 3640 mètres carrés avec un sous-sol, mezzanine et des fondations pour compléter un bâtiment de 15 étages, à côté de l'hôtel El Panama.

• Un terrain global adjacent à la structure physique de l'hôtel, avec une superficie de 3842 mètres carrés.

Pour plus de renseignements veuillez vous adresser à l'ambassade ou au consulat de la République de Panama de votre localité ou bien au : BANCO NACIONAL DE PANAMA. Apartado Postal 5220. Panama 5, République de Panama. téléphone : (507) 69-2955, 69-2966, 69-2977. FAX (507) 69-0091, 64-7155. TELEX 2773 PG.



SOMMAIRE

signe un nouveau succès sur le marché américain avec la commande d'A-320 par la compagnie Braniff (lire page 24).

Le gouvernement maintient son objectif de croissance non inflationniste

Du côté des entreprises

nancer plus largement leurs dépenses à court terme et à moins bouder les marchés financiers.

Ainsi, la forte progression des crédits de courtie durcie aux particuliers aussi bien qu'aux entreprises ne devrait pas provoquer de grande inquiétude en ce début d'année. Mais si le parallélisme entre la progression des crédits et celle des dépôts se prolongeait trop, le gouvernement, soucieux d'augmenter l'épargne des ménages et d'éviter qu'une trop forte consommation ravive l'inflation et nuise aux soldes extérieurs, pourrait envisager des instruments financiers nouveaux. C'est ce qu'a fait Bérégovoy a rappelé, le 4 janvier, qu'ils étaient à sa disposition pour la conduite de la politique monétaire : les taux d'intérêt et les réserves obligatoires. Mais pour que ces instruments soient efficaces, il faut qu'on n'aie d'autres objectifs, sans pour autant nuire à l'économie, la route est étroite. Une hausse des taux pourrait décourager les entreprises dans leurs projets d'investissements, alors que le régime de la monnaie fixe les taux de change des réserves, entraver la bono-
perqu'un peu du secteur bancaire.

FRANCOISE LAZARE.

ETRANGER

La FED autorise les dépôts en devises étrangères

monnaies. Les seuls à rester pénalisés par l'interdiction de disposer de dépôts en devises étrangères étaient les petits investisseurs et les banques.

Prudents, les responsables de l'Institut d'émission ont remis au début de 1990 l'application des mesures de libéralisation sur les devises, tout en soulignant qu'ils ne s'attendent pas à une *augmentation rapide* de ce nouveau type. Cette autorisation permettra aux petites entreprises exportatrices de limiter leurs risques de change en disposant de yens, marks ou francs, mais aussi d'investir dans des fonds *gérés* à l'étranger. Pour les grandes sociétés, les nouvelles dispositions faciliteront les transferts comme les placements.

Jusqu'à présent, les présidents de la FED s'étaient toujours refusés à sauter un pas qu'ils estimaient dangereux pour la stabilité du dollar. Apparemment, M. Alan Greenspan et son équipe ont estimé que l'internationalisation des marchés financiers offrait aux grands investisseurs

tous les moyens de spectacle sur les

Dégradation saisonnière du chômage en décembre

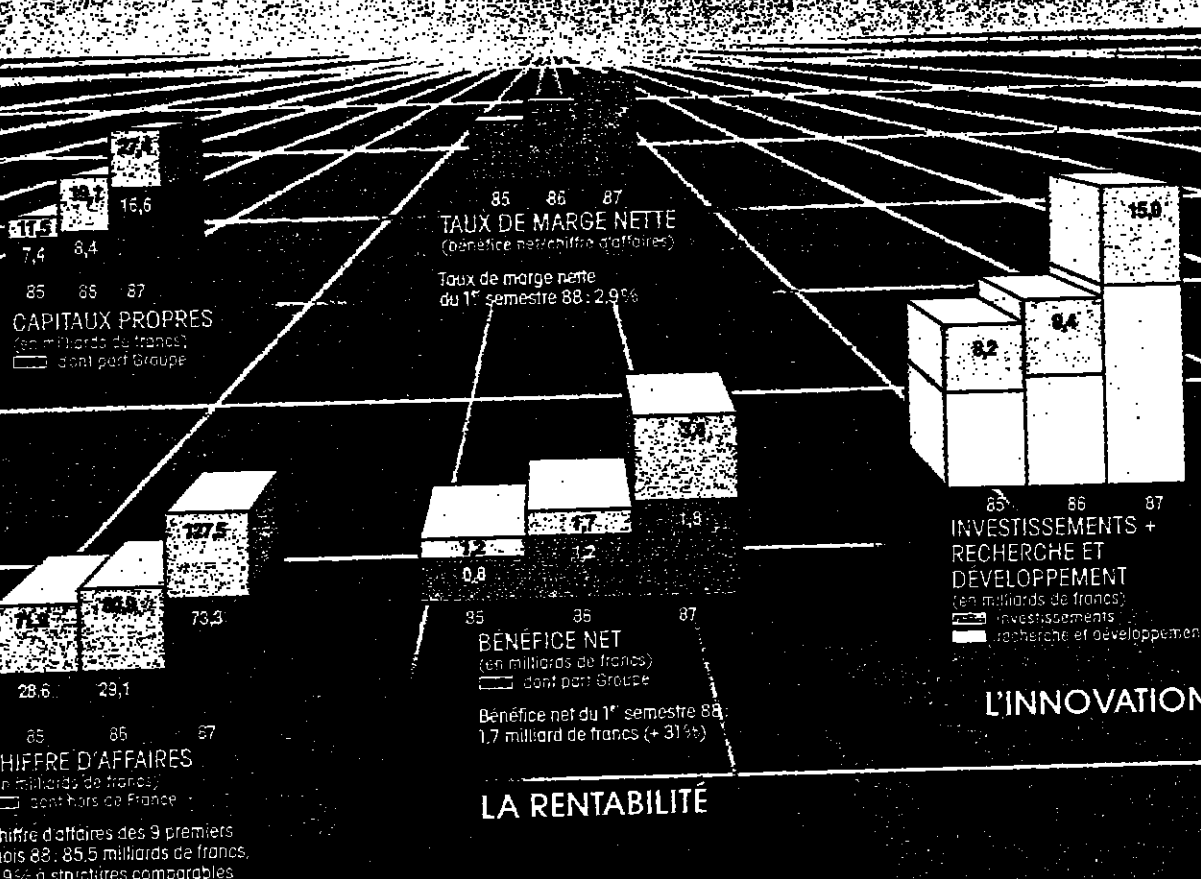
L'Allemagne fédérale comptait 2,19 millions de chômeurs en décembre, une hausse de 4,7 % sur le mois précédent qui, selon le directeur de l'Office du travail, Heinrich Franke, reflète « uniquement » des facteurs saisonniers. Le chômage touche ainsi 8,5 % de la population active salariée en décembre contre 8,1 % en novembre. Mais sur l'ensemble de 1988, la moyenne, de 8,7 %, est inférieure aux 8,9 % enregistrés l'année précédente. Pour

M. Franke, si l'on exclut les variations saisonnières, « la bonne situation conjoncturelle a porté ses fruits » et le nombre d'offres d'emplois a progressé en décembre. L'amélioration de la situation des entreprises s'est en outre traduite par une vive réduction, de 51 % en un an, du nombre des personnes au chômage partiel et par une baisse de 25 % des chômeurs de moins de vingt ans.

CGE ÉMISSION D'OBLIGATIONS CONVERTIBLES EN ACTIONS

1^{er} groupe industriel privé français et 30^e groupe mondial (classement du magazine *Fortune* d'après les chiffres d'affaires 1987), la Compagnie Générale d'Électricité (CGE) leader

tion, émet auprès du public un emprunt obligatoire convertible de 3,2 milliards de francs. CGE renforce ainsi ses moyens financiers en vue de poursuivre son développement interna-



Le ministre de l'économie souhaite que la COB puisse ester en justice

Intervenant mercredi 4 janvier à l'occasion des Rencontres internationales de la Bourse de Paris, le Financégo, ministre de l'économie, des finances et du budget, a de nouveau exprimé sa volonté de « donner à la COB (Commission des opérations de Bourse) une responsabilité et une autorité indiscutables ». Alors que la COB est engagée, à la demande de son homologue américaine, la SEC, dans une enquête sévère sur des délits d'initériorité, aurait donné lieu l'année par Poché de l'American Can, les propos du ministre étaient particulièrement attendus.

La COB, sous l'autorité de M. Forge, auquel je dis toute ma confiance, doit veiller au respect de la réglementation des marchés par tous les intervenants », a déclaré le ministre d'Etat. Il estime qu'il « est nécessaire d'améliorer la procédure des enquêtes, afin de la rendre plus efficace et plus rapide ». Le ministre a ajouté : « C'est même qu'il convient, dans ce domaine sensible, de réaffirmer les principes qui gouvernent traditionnellement l'action de la COB. Compte tenu de la difficulté d'établir, en matière boursière, la preuve matérielle de la culpabilité, il s'avère à l'expérience que la procédure de l'enquête administrative a besoin d'être rendue plus efficace ».

stive. » « Faut-il établir sur des bases juridiques nouvelles une liaison opérationnelle entre la COB et les autorités de police judiciaire ? Faut-il doter la COB de pouvoirs propres, de sanctions financières et de transaction ? » s'est interrogé le ministre.

Il a dit qu'il était « prêt à aller dans cette direction et à proposer au Parlement des mesures législatives nécessaires ». En tout état de cause, le ministre « compte proposer au législateur que la COB puisse elle-même ester en justice, au nom des personnes ou des sociétés qui seraient lésées, contre tout responsable de faits répréhensibles au regard des règles dont elle aura à assurer le respect ».

A propos de la réglementation des Offres publiques d'achat (les OPA), M. Bérengovoy a indiqué qu'il attendait toujours les propositions de la commission que préside M. Yves Le Portz, l'ancien président de la COB. D'ores et déjà, le ministre semble acquis à l'idée de rendre obligatoire — comme en Grande-Bretagne — le déclenchement d'une OPA une fois un certain seuil atteint par un actionnaire. « Un seuil de 33 % a été avancé, je le retiens comme base de réflexion », déclare le ministre d'Etat.

Le montant des fraudes sur les cartes bancaires a diminué

Pour la première fois, le montant des fraudes sur les cartes bancaires, qui avait augmenté de 50 % en 1987, a diminué en France en 1988 (- 9 %). Il aura été, l'an dernier, de 320 millions de francs, contre 350 millions en 1987 soit 0,11 % (contre 0,21 %) d'un chiffre d'affaires de 275 milliards de francs pour 920 millions d'opérations (+ 62 %).

La fraude par utilisation de carte volée ou de carte perdue est de loin la plus importante (250 millions de francs, contre 270 millions en 1987) les contrefaçons, duplications et falsifications s'élevant à 70 millions de francs, contre 80 millions de francs.

... Cinq ateliers clandestins de fabrication ou de falsification de cartes ont été fermés par la police ou par la gendarmerie. 1 000 commerces,

complices d'utilisation de cartes volées, ont été radiés du groupement des cartes bancaires, et 5 000 autres ont vu leur montant de garantie diminuer.

Selon ce groupement, le recul de la fraude est dû à la mise en place de mesures de protection, comme l'apparition, dans l'épaisseur des cartes, d'une ligne fluorescente qui s'apparente au filigrane des billets de banque. En outre, depuis septembre 1988, toutes les cartes bancaires nationales sont progressivement dotées d'un hologramme de sécurité comme les cartes internationales Visa et Eurocard. Enfin, la diffusion des cartes à microprocesseur poursuit, avec 1,8 million de cartes en circulation fin 1988 dans les régions Bretagne, Rhône-Alpes Côte d'Azur.

LA CROISSANCE

N° 1 MONDIAL

- matériel de transport terrestre
- récepteurs nucléaires
- accumulateurs radio
- équipements et systèmes de télécommunication
- centraux téléphoniques numériques
- terminaux télématiques vidéo
- sources d'énergie et télécommunication

Notre d'information visée par la Commission des Opérations de Bourse (C.O.B.) n° 80-103 du 28 décembre 1980, la suppression de la détermination :

- duquel des instruments financiers
- du Service de l'Information Financière des Instruments de Bourse (S.I.F.B.) de la C.O.B. n° 80-103 du 28 décembre 1980.

MODALITÉS DE L'EMPRUNT

- [illegible]



Économie

AFFAIRES

Mis au point par des industriels britanniques

Le téléphone sans fil Point Tel ouvre de nouveaux marchés

Les Britanniques fondent beaucoup d'espoirs sur cette nouvelle race de téléphone sans fil, connue sous le nom de code CT 2 (Cordless Telephone Number Two). Se heurtant à la mauvaise qualité et à l'insuffisance de leurs cabines publiques, mais pionniers dans le téléphone mobile de voiture, ils déclinent toutes les versions des systèmes combinant téléphone et radio. Avec le Point Tel, leur idée est simple : entre le radiotéléphone (cher) et la radiomessagerie (limitée, car elle ne permet de recevoir que des messages écrits courts), il y a un créneau pour un produit n'offrant pas toutes les fonctions du premier système, mais qui trouverait un public en raison de son prix.

Un combiné moins cher

Cet appareil, léger et portable, s'adresserait à des usagers en déplacement, ayant davantage besoin de passer des coups de fil que d'en recevoir : un promeneur dans la rue, pressé de téléphoner, peut le faire en dehors de toute cabine publique à condition de se trouver à proximité d'une « borne » placée dans un endroit convenu (par exemple les stations de métro ou les pompes à essence...). Autre exemple : le téléphone de chantier ou... de jardin.

Le nouveau combiné ne coûterait que 3 000 F environ, soit nettement moins que les téléphones sans fil

Deux industriels britanniques ont mis au point un téléphone sans fil de la deuxième génération, le Point Tel. Léger, bon marché et portable, il permettra de passer des coups de « fil », que l'on soit dans la rue, chez soi ou sur son lieu de travail, grâce à un appareil de poche. Les Français s'y intéressent et nouent des alliances outre-Manche : Matra devait annoncer, le 5 janvier, un accord avec Orbitel ; Crouzet travaille avec Shaye ; Alcatel discute avec Ferranti. Et France Telecom est d'accord pour prendre 10 % d'une filiale que British Telecom créerait, si l'opérateur anglais est retenu par les autorités britanniques pour exploiter le nouveau service.

actuels, dotés de toutes les fonctions (réception et envoi d'appels), vendus 35 000 F.

Les appareils testés en Grande-Bretagne fonctionnent dans un rayon de 200 mètres autour de la borne. Celle-ci est de petite taille, d'où la nécessité de la placer dans des endroits convenus.

Selon des études effectuées outre-Manche, où des industriels travaillent déjà depuis deux ans à ce projet, le marché du Point Tel serait aussi important que celui du téléphone de voiture. Ils espèrent séduire des couches de population comme les professions libérales, les cadres en déplacement ou les professionnels « en mouvement » (les représentants, par exemple).

Deux industriels se sont plus particulièrement penchés sur ce type d'appareil : une filiale de Ferranti, qui a fabriqué des systèmes et a présenté sa candidature pour être opé-

ratrice ; et une entreprise, Shaye, créée par une personnalité de l'histoire électronique britannique, M. Clive Sinclair, entreprise dans laquelle on trouve aussi le finlandais Nokia Mobile, l'américain Timex et des sociétés des pays nordiques. Shaye a également développé du matériel, incompatible avec le premier.

Les Français prennent leurs marques

Les autorités ont donc sollicité les industriels pour qu'ils travaillent sur une norme commune. Parallèlement, une consultation a été lancée pour sélectionner un exploitant de façon à proposer des services concurrents mais fonctionnant sur norme commune. Celle-ci devrait être mise en œuvre vers 1990.

Les autorités britanniques ont reçu onze candidatures pour exploiter ce nouveau service. Parmi elles,

British Telecom, qui a décidé, s'il est retenu, de créer une filiale dans laquelle des étrangers pourraient entrer. Consulté, France Telecom a indiqué qu'il était d'accord pour prendre 10 % de cette filiale.

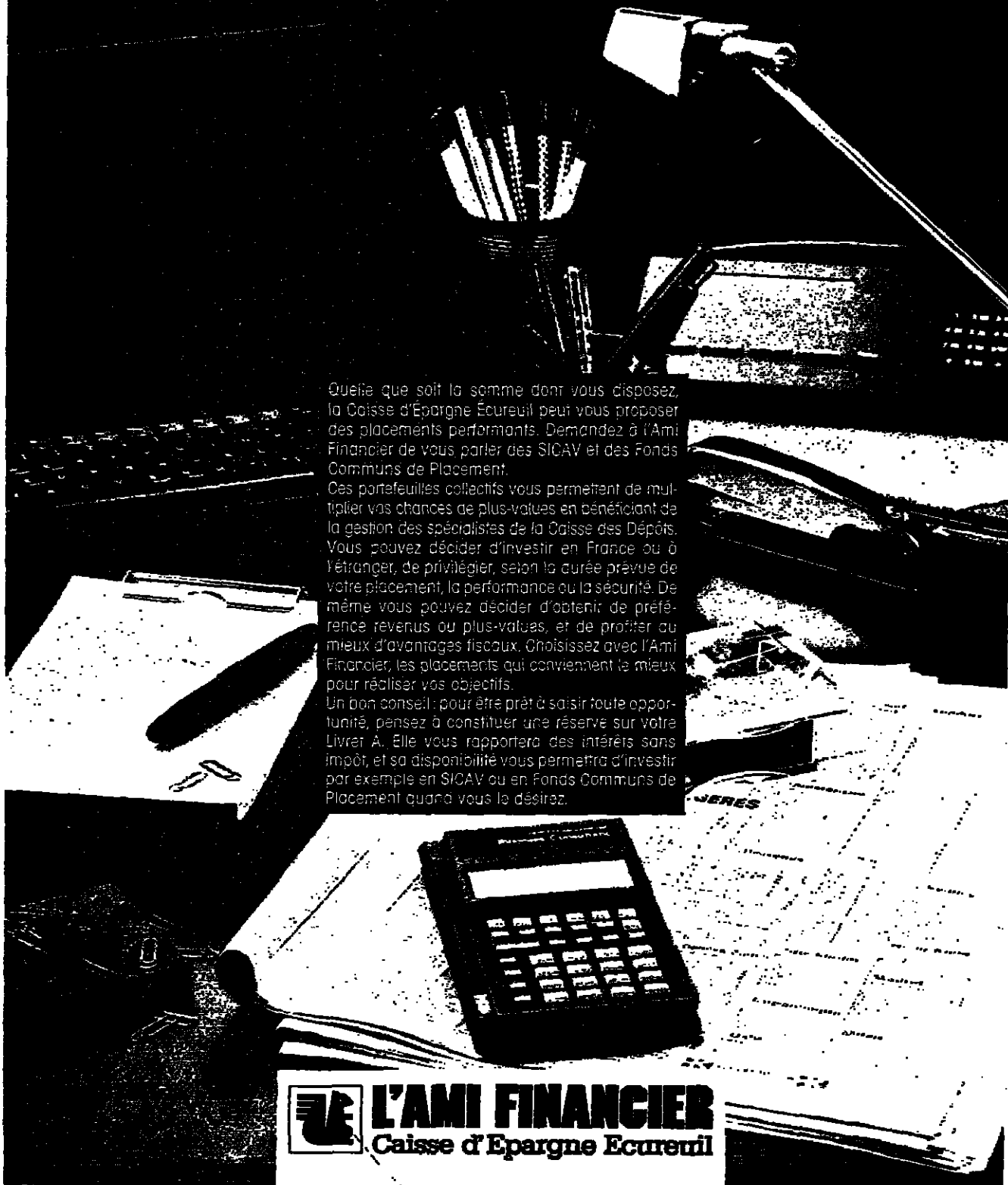
Sans attendre, les industriels français ont pris langue avec des constructeurs britanniques : Matra devait annoncer, jeudi 5 janvier, un élargissement au Point Tel de sa coopération en vigueur avec Orbitel dans le radiotéléphone. Crouzet coopère avec Shaye, une des deux entreprises les plus en avance. Enfin, Alcatel est en pourparlers avec Ferranti. Les groupes tricolores ont donc pris leurs marques afin d'être en mesure d'adapter la technologie en France au cas où la décision de lancer ce nouveau produit serait prise. Ce qui suppose que l'on règle les problèmes de fréquences, inextricables dans l'Hexagone.

Les Britanniques ne sont pas les seuls à étudier le Point Tel. Les Scandinaves s'y intéressent aussi, avec une autre norme. Un système paneuropéen, connu sous le nom de Digital Cordless Telephone, est également dans les cartons. Mais il se heurte à une difficulté : pour trouver des bandes de fréquences vierges, il faut monter jusqu'à 1,6 Gigahertz, ce qui complique singulièrement la fabrication des composants... L'aventure ne fait que commencer.

FRANÇOISE VAYSSE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Diversifiez vos placements : les SICAV et FCP Ecureuil



Quelle que soit la somme dont vous disposez, la Caisse d'Épargne Ecureuil peut vous proposer des placements performants. Demandez à l'Ami Financier de vous parler des SICAV et des Fonds Communs de Placement.

Ces portefeuilles collectifs vous permettent de multiplier vos chances de plus-values en bénéficiant de la gestion des spécialistes de la Caisse des Dépôts. Vous pouvez décider d'investir en France ou à l'étranger, de privilégier, selon la durée prévue de votre placement, la performance ou la sécurité. De même vous pouvez décider d'obtenir de préférence revenus ou plus-values, et de profiter au mieux d'avantages fiscaux. Choisissez avec l'Ami Financier, les placements qui conviennent le mieux pour réaliser vos objectifs.

Un bon conseil : pour être prêt à saisir toute opportunité, pensez à constituer une réserve sur votre Livret A. Elle vous rapportera des intérêts sans impôt, et sa disponibilité vous permettra d'investir par exemple en SICAV ou en Fonds Communs de Placement quand vous le désirerez.

L'AMI FINANCIER
Caisse d'Épargne Ecureuil

Branniff commande cinquante A-320 et prend cinquante options

Succès d'Airbus sur le marché américain

Nouveau succès pour le consortium aéronautique européen Airbus. La compagnie américaine Branniff Inc. a annoncé, le 4 janvier, qu'elle allait acheter 50 appareils A-320 auxquels s'ajoute une option pour 50 avions supplémentaires. Cet important contrat représente quelque 3,5 milliards de dollars (21 milliards de francs) et les premiers appareils seront livrés à partir de juillet prochain.

Sans mésestimer le coup de four qui donne ce contrat au consortium européen qui livre une bataille commerciale acharnée à ses concurrents nord-américains et notamment à Boeing, il faut préciser que les 50 A-320 qu'achète Branniff étaient initialement — c'est-à-dire en 1985 — prévus pour Pan Am (un autre transporteur américain) qui pour des raisons financières a dû renoncer à sa commande. Toutefois, Branniff « remonte la mise » puisqu'elle rajoute 50 options.

Avec ce contrat, le nombre d'Airbus A-320 commandés par des compagnies américaines s'élève à ce jour à 340 dont 132 en option. Ces appareils, aménagés pour 148 passagers (l'A-320 est le « petit modèle » de la classe Airbus), seront équipés de deux moteurs V 2500 fabriqués par International Aero Engine (IAE) et ont un rayon d'action en pleine charge de près de 5 000 kilomètres. IAE est un consortium formé de Rolls-Royce (Grande-Bretagne), de la firme américaine Pratt & Whitney, de la japonaise Aero Engines Corp., de la société ouest-allemande MTU et de Fiat Aviazione (Italie). Branniff sera le second transporteur américain après Northwest à exploiter le bi-réacteur moyen courrier A-320. L'A-320 a reçu

fin décembre la certification des autorités fédérales américaines, qui lui permet désormais de voler aux États-Unis.

Cette importante commande — dont les modalités financières font largement appel au crédit-bail — marque également le retour de Branniff de transporteur régional au statut d'importante compagnie aérienne. Branniff a réouvert en 1987 après avoir survécu à trois changements de propriétaires à une réorganisation entreprise sous la protection de la législation américaine sur les faillites et au démantèlement de son centre principal d'opérations de Dallas (Texas) à Kansas City (Missouri).

La liste des clients nord-américains ayant commandé des A-320 est la suivante :

— GATX (leasing) : 20 ferme livrables en 1989.

— Northwest : 100 livrables de 1990 à 1995.

— International Leasing Finance Corp. : 32 dont 11 options livrables à partir de 1991.

— Air Canada : 54 dont 24 options livrables à compter de 1990.

— Canadian : 34 dont 17 options livrables à partir de 1993.

— Branniff : 100 dont 50 options livrables à compter de juillet 1989.

Outre l'A-320, Airbus Industries a obtenu 108 commandes pour d'autres versions d'appareils depuis la première (34 grands avions A-300) passée par Eastern Airlines à la fin des années 70. Air total, le consortium européen a reçu à ce jour, tous modèles confondus quelque 448 commandes ferme et avec option en Amérique du Nord et 62 ont été livrés.

Tunis Air va accroître sa flotte

TUNIS
de notre correspondant

La compagnie Tunis-Air augmente et modernise sa flotte. Un contrat pour l'acquisition de deux Boeing-737-300 en 1992, puis en 1993, a été signé fin décembre par la compagnie aérienne qui possède dix Boeing-727 et quatre 737.

Mais Airbus vient d'effectuer une percée. Il y a un mois Tunis-Air a

passé un contrat d'achat de trois Airbus A-320-200 équipés d'un moteur franco-américain CFM-56. Deux appareils sont livrables en 1990, et un troisième en 1991. En outre, des options couvrant jusqu'en 1994 pour l'acquisition de cinq autres appareils de même type ont été prises par la compagnie dont la flotte ne comprend pour l'instant qu'un seul Airbus-300.

M. D.

FAITS ET CHIFFRES

● Les établissements Guille déposent leur bilan. — Les établissements Guille, spécialisés dans la bonneterie et le vêtement pour enfants et basés à Bristoux, dans le département de Tarn, ont déposé leur bilan, mercredi, devant le tribunal de commerce de Castres. Employant huit cent quarante salariés, l'entreprise possède des unités de production à Bristoux, Lavaur et Lacrouzet, dans le Tarn, à Montauban (Tarn-et-Garonne). Cotée au second marché de la Bourse de Bordeaux depuis avril 1985, la société avait réalisé en 1987 un bénéfice de 5 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 178 millions de francs. — (Corresp.)

● Appel à une grève nationale dans les banques le 17 janvier. Les fédérations FO, CFDT et CFIC de la banque ont lancé, le 4 janvier, un mot d'ordre de grève nationale dans les banques pour le mardi 17 janvier. Cette décision a été annoncée à l'issue de démarches communes auprès des directions générales et des chambres patronales. Les trois fédérations demandent notamment une amélioration des horaires et des conditions de travail, une augmentation des salaires de trente points d'indice pour tous (soit environ

375 francs), un accord national sur la défense de l'emploi et le renforcement de la formation professionnelle.

● Grève reconduite dans une trentaine de Caisse d'épargne. — Selon le syndicat unifié des Caisse d'épargne, 25 % à 30 % des salariés des caisses d'épargne du réseau Ecureuil étaient toujours en grève le mercredi 4 janvier pour la deuxième journée consécutive. Selon ce syndicat, la grève a été reconduite dans une trentaine de caisses dont Bordeaux et Nantes pour un total de 320, les autres, comme à Paris, ayant repris le travail. Le syndicat unifié assure que là où la grève a cessé, les directeurs de caisses ont accepté de verser, au printemps 1989, au personnel la prime de bilan pour 1988 qui n'a plus de caractère automatique.

● L'homme de l'année de l'automobile. — M. Jean Peronnin, président de la SOGEDAC, filiale achetée par PSA (Peugeot, Citroën), a été élu l'homme de l'année de l'automobile par un jury de vingt-six journalistes réunis par le Journal de l'Automobile. M. Peronnin avait été chargé de la restructuration du réseau des fournisseurs du groupe PSA, tâche qu'il a menée à bien sans bruit et efficacement.

(Publicité)

ESPACE SOCIAL

Premier hebdomadaire de la protection sociale, paraît le 6 janvier

PREMIER DOSSIER

La réforme de l'assurance-maladie en RFA

Espace social

est édité par l'Observatoire européen de la protection sociale

62, boulevard Garibaldi, 75015 PARIS

Abonnements : 45.66.98.11

Essayer relance la marque

Le succès d'Airbus sur le marché américain est un véritable exploit. La compagnie américaine Branniff Inc. a annoncé, le 4 janvier, qu'elle allait acheter 50 appareils A-320 auxquels s'ajoute une option pour 50 avions supplémentaires. Cet important contrat représente quelque 3,5 milliards de dollars (21 milliards de francs) et les premiers appareils seront livrés à partir de juillet prochain.



CHIC

CHICQUE DEPARFUM

1.980 F par bouteille

1.960 F par 100 ml

CHIC, DE

Économie

AFFAIRES

En achetant Valmont à Perrier

Besnier relance la marque Lactel

Nouvelle étape, attendue, dans la restructuration de l'industrie laitière. Valmont, du groupe Perrier, a été racheté par le groupe Besnier, a été racheté par le groupe Besnier, a été racheté par le groupe Besnier...

Besnier : les usines de Montauban (Tarn-et-Garonne) et d'Auch (Gers), la participation de 50% dans le GIE Lactel, les sociétés commerciales Solacta et Soladel, et leurs entreprises de Marseille, Bordeaux, Avignon.

L'approvisionnement des usines représente 200 millions de litres de lait collectés chez deux mille sept cents producteurs du Sud-Ouest. Le montant de la transaction n'a pas été révélé, mais Valmont a été racheté à Gervais-Danone, du groupe BSN, son approvisionnement de 40 millions de litres de lait collectés dans la région Rhône-Alpes, qui approvisionneront l'usine de yaourts de Saint-Just-Chauleys (Isère).

Le Crédit agricole déjà présent dans le capital de la Société des

caves détiendra 20% de Solaisud par sa filiale Union d'études et d'investissements (UEI).

Le groupe Besnier, entreprise intégralement familiale (la société a racheté en 1987 à Nestlé sa participation de 20% octroyée au moment du rachat de Claudel, Roustang et Galac) de Laval, en Mayenne, a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires de 8,8 milliards de francs et un bénéfice de 194 millions de francs. Grâce au rachat de Solaisud, il devient le premier collecteur de lait, avec 2,5 milliards de litres, devant l'Union laitière normande (ULN), qui, malgré sa fusion avec la Coopérative laitière de Haute-Normandie (Mamie Nova), n'atteint qu'à peine 2,3 milliards de litres, pour un chiffre d'affaires de 9,7 milliards de francs.

JOSÉE DOYÈRE.

Avec la reprise des ACEC belges

Alstom complète son implantation européenne

Alstom a repris, à la fin de la semaine dernière, les activités ferroviaires des Ateliers de constructions électriques de Charleroi (ACEC), annonce M. Pierre Suard, le président de la Compagnie générale d'électricité (CGE), maison mère d'Alstom, dans un entretien à paraître dans le *Nouvel Economiste* daté du 6 janvier.

Cette opération permet au groupe, déjà numéro un mondial du ferroviaire, de parfaire le « couvreur » qu'il forme dans ce secteur : accès au marché britannique grâce à la fusion avec General Electric (GEC), implantation en Belgique avec l'accord avec les ACEC et, enfin, pénétration de l'Espagne grâce au contrat sur le train à grande vitesse (TGV), partagé, en décembre, entre Siemens et Alstom.

Alstom négociait depuis plusieurs mois avec les ACEC : en août, le groupe français avait déjà repris ses activités électromécaniques et, récemment, il avait racheté la filiale allemande ferroviaire de cette entreprise. Mais la reprise du reste de ses activités dans le ferroviaire (500 personnes et près de 350 millions de chiffre d'affaires) se faisait attendre en raison des incertitudes quant au niveau des commandes que les chemins de fer belges étaient prêts à passer.

Interrogé, en outre, sur l'évolution future du capital de la CGE, M. Suard laisse entendre que l'Union des assurances de Paris (UAP), présidée par l'ancien conseiller de M. Pierre Mauroy, M. Jean Peyrelevade, pourrait accroître sa participation (2,6 %). « Je compte l'UAP parmi les actionnaires amis » de la CGE, précise-t-il notamment.

L'ULN et Bridel reprennent Lacto-Bretagne

L'Union laitière normande (ULN) et la société Bridel se sont associées pour reprendre les actifs de la société Lacto-Bretagne de Loudéac (Côtes-du-Nord), spécialisée dans le traitement du lactosérum, qui avait cessé son activité à la fin de 1988. Fondée par les sociétés Bridel, Entremont, Copagat, Even, Unicopa, associées à égalité (20%) dans son capital, Lacto-Bretagne a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 60 millions de francs. L'usine de Loudéac peut traiter plus de 20 tonnes d'extraits sec de lactosérum et produit du lactosérum délipidé, essentiellement utilisé pour l'alimentation des veaux et du lactose, l'industrie pharmaceutique et l'industrie agro-alimentaire.

L'ULN et Bridel détiendront chacune 50% de la nouvelle société anonyme Lacto-Bretagne.

PÊCHE

Au large de Saint-Pierre-et-Miquelon

Les chalutiers français se disputent les quotas de morue

Une réunion entre les compagnies de pêche de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Saint-Malo aura lieu le 10 janvier sous l'égide des ministères des DOM-TOM et de la mer. Il s'agit de trouver une solution au conflit « franco-français » qui oppose depuis plusieurs mois, d'une part, la compagnie Comapêche de Saint-Malo (qui exploite trois navires chalutiers congelateurs de grande taille) et Interpêche de Saint-Pierre.

Les pêcheurs originaires du minuscule archipel français situé au large de Terre-Neuve et des côtes canadiennes estiment que les navires malouins viennent « leur ôter le pain de la bouche », en l'occurrence le cabillaud, précisément à un moment où les autorités canadiennes ferment leurs eaux à tous les pêcheurs français, saint-pierrais ou métropolitains.

A Saint-Malo, on conteste cette interprétation, insistant sur le fait que les navires bretons ont de tout temps fréquenté les parages de Saint-Pierre, et qu'actuellement les stocks de morue sont très abondants. Le 4 janvier, des professionnels de l'industrie de la pêche ont occupé le bureau des affaires maritimes à Saint-Pierre.

Le conflit « franco-français » se double d'un contentieux franco-canadien qui dure depuis deux ans. Les limites de la zone dite du « 3 PS » située au sud de Saint-Pierre-et-Miquelon sont contestées par Paris et par Ottawa. Un médiateur, M. Enrique Iglesias, avait été choisi début novembre par les deux parties pour régler la question épineuse du partage des quotas de morue entre Français et Canadiens dans la zone « 3 PS ». Il devrait formuler ses recommandations au début de février.

Les Belges ne sont pas loin de penser que les États-Unis ont raison quand ils accusent les Européens de continuer à utiliser largement des substances interdites vendues, qui plus est, sur un marché noir florissant.

Pourquoi les hommes politiques ne parlent-ils plus d'économie au cours de leurs campagnes électorales ? Sans doute parce qu'il y aurait peu de monde pour les écouter. Selon une enquête effectuée par le Conseil de l'éducation économique de New-York, 70 % des jeunes Américains (de quinze à dix-huit ans) ne connaissent rien à l'économie. Ils n'ont aucune idée de ce que peut être l'influence des tarifs douaniers sur le commerce et encore moins de l'effet que peut avoir l'investissement sur la croissance.

L'ancien président de la Réserve fédérale, M. Paul Volcker, en faisant état de ces résultats, en a conclu que les jeunes Américains devaient faire un effort pour être à même d'affronter la concurrence internationale. Quant aux moins jeunes, il n'en a surtout pas parlé.

INSOLITES

Le courrier du Père Noël

Le Père Noël continue de faire recette. Il est encore de ceux qui reçoivent le plus de courrier en fin d'année.

Selon *Echos* de la poste 260 000 lettres individuelles (contre 330 000 en 1987) et 8 240 envois groupés (9 750 en 1987) sont arrivés avant Noël au centre de recherches du courrier, à Libourne (Gironde). 350 lettres venaient même de l'étranger.

Avec l'aide d'une vingtaine de collaborateurs, le Père Noël a répondu, avant le 25 décembre, à tous les enfants qui n'avaient pas oublié de donner leur adresse. Il a ainsi expédié 382 000 cartes-réponses.

Hélas ! Du fait des grèves dans les postes, 45 000 lettres sont parvenues à Libourne alors que le Père Noël avait fini sa tournée.

Hamburger aux hormones

S'il faut en croire *Test-Achat*, magazine belge spécialisé dans la défense des consommateurs, l'interdiction d'utiliser des anabolisants dans la CEE n'empêche pas qu'un hamburger sur quatre dégusté en Belgique contienne des hormones.

Un quart des échantillons de viande « pur bœuf » pour hamburgers prélevés par *Test-Achats* dans 25 boucheries du pays

REPÈRES

Banque mondiale

Premier relèvement des taux depuis 1982

La Banque mondiale a annoncé, mercredi 4 janvier, un relèvement des taux d'intérêt dont ses prêts au tiers-monde sont assortis. Ces taux, variables depuis 1982, ont été fixés à 7,65 % pour les six premiers mois de 1989 contre 7,55 % durant les six mois précédents. L'organisation calcule le loyer de l'argent qu'elle prête en fonction du coût moyen de ses propres emprunts majoré d'une marge de 0,5 %.

Travaux publics

Baisse de l'activité à l'exportation

Le montant des travaux publics réalisés par les entreprises françaises et leurs filiales sur les marchés extérieurs, au cours du troisième trimestre 1988 s'est élevé à 7,9 milliards de francs, en repli de 7 % sur le trimestre précédent. Pour les nouvelles commandes, la baisse est de 14 % par rapport aux résultats trimestriels moyens de l'année antérieure. Dans le bâtiment, au cours du troisième trimestre de 1988, l'activité a été en recul de 7 % en francs courants par rapport au deuxième trimestre se situant à 3,7 milliards de francs.

ACCROÎTRE SA FLOTTE

Alstom a repris, à la fin de la semaine dernière, les activités ferroviaires des Ateliers de constructions électriques de Charleroi (ACEC), annonce M. Pierre Suard, le président de la Compagnie générale d'électricité (CGE), maison mère d'Alstom, dans un entretien à paraître dans le *Nouvel Economiste* daté du 6 janvier.

Cette opération permet au groupe, déjà numéro un mondial du ferroviaire, de parfaire le « couvreur » qu'il forme dans ce secteur : accès au marché britannique grâce à la fusion avec General Electric (GEC), implantation en Belgique avec l'accord avec les ACEC et, enfin, pénétration de l'Espagne grâce au contrat sur le train à grande vitesse (TGV), partagé, en décembre, entre Siemens et Alstom.

Alstom négociait depuis plusieurs mois avec les ACEC : en août, le groupe français avait déjà repris ses activités électromécaniques et, récemment, il avait racheté la filiale allemande ferroviaire de cette entreprise. Mais la reprise du reste de ses activités dans le ferroviaire (500 personnes et près de 350 millions de chiffre d'affaires) se faisait attendre en raison des incertitudes quant au niveau des commandes que les chemins de fer belges étaient prêts à passer.

Interrogé, en outre, sur l'évolution future du capital de la CGE, M. Suard laisse entendre que l'Union des assurances de Paris (UAP), présidée par l'ancien conseiller de M. Pierre Mauroy, M. Jean Peyrelevade, pourrait accroître sa participation (2,6 %). « Je compte l'UAP parmi les actionnaires amis » de la CGE, précise-t-il notamment.

L'Union laitière normande (ULN) et la société Bridel se sont associées pour reprendre les actifs de la société Lacto-Bretagne de Loudéac (Côtes-du-Nord), spécialisée dans le traitement du lactosérum, qui avait cessé son activité à la fin de 1988. Fondée par les sociétés Bridel, Entremont, Copagat, Even, Unicopa, associées à égalité (20%) dans son capital, Lacto-Bretagne a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 60 millions de francs. L'usine de Loudéac peut traiter plus de 20 tonnes d'extraits sec de lactosérum et produit du lactosérum délipidé, essentiellement utilisé pour l'alimentation des veaux et du lactose, l'industrie pharmaceutique et l'industrie agro-alimentaire.

L'ULN et Bridel détiendront chacune 50% de la nouvelle société anonyme Lacto-Bretagne.

Les Belges ne sont pas loin de penser que les États-Unis ont raison quand ils accusent les Européens de continuer à utiliser largement des substances interdites vendues, qui plus est, sur un marché noir florissant.

Pourquoi les hommes politiques ne parlent-ils plus d'économie au cours de leurs campagnes électorales ? Sans doute parce qu'il y aurait peu de monde pour les écouter. Selon une enquête effectuée par le Conseil de l'éducation économique de New-York, 70 % des jeunes Américains (de quinze à dix-huit ans) ne connaissent rien à l'économie. Ils n'ont aucune idée de ce que peut être l'influence des tarifs douaniers sur le commerce et encore moins de l'effet que peut avoir l'investissement sur la croissance.

L'ancien président de la Réserve fédérale, M. Paul Volcker, en faisant état de ces résultats, en a conclu que les jeunes Américains devaient faire un effort pour être à même d'affronter la concurrence internationale. Quant aux moins jeunes, il n'en a surtout pas parlé.



30 F
Ancienne valeur maximum.



36 F
Nouvelle valeur maximum.

bye bye tristesse !



Le CHEQUE DEJEUNER passe à 36 F.
Pour une entreprise, cela équivaut maintenant à une économie annuelle de 1.980 F par salarié. Ainsi, pour chaque salarié, c'est un avantage de 3.960 F par an totalement net d'impôt.
Voilà 3 bonnes raisons pour DEJEUNER CHEQUE.

Pour tout savoir sur le nouveau CHEQUE DEJEUNER à 36 F, téléphonez au 47 66 04 56 ou retournez ce coupon-réponse ou votre carte à l'adresse suivante: CHEQUE DEJEUNER 46, rue des Acacias 75017 Paris

Nom _____ Prénom _____

Fonction _____ Société _____

Tél _____ Effectif _____ Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

هكذا من الأصل

[illegible]

Marchés financiers

BOURSE DU 4 JANVIER

Compt.	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% +/-	Compt.	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% +/-	Compt.	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% +/-	Compt.	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% +/-
3884	C.M.E. 2%	3640	3680	3680	+ 0.27	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
1013	S.M.P.T.	1160	1160	1160	0.00	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
1168	C.M.T.P.	1160	1160	1160	0.00	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
1043	Cal. Lyon, T.	1098	1098	1098	+ 0.08	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
1463	Flammet T.P.	1738	1660	1660	- 0.48	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
1683	Thomson T.P.	1680	1680	1680	0.00	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
1933	Thomson T.P.	1930	1930	1930	0.00	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
1300	Thomson T.P.	1316	1316	1316	0.00	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
580	Accor	580	577	586	+ 0.17	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
585	Air Liquide	580	586	589	+ 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
2410	Al.P.M.	2730	2815	2820	+ 0.01	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
1036	Al.P.M.	1036	1036	1036	0.00	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
516	A.L.P.L.	525	525	538	+ 0.24	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
365	Alphonse	424	440	442	+ 0.04	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
2240	Alphonse, Pénion	2236	2230	2238	+ 0.03	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
670	Alphonse	670	680	680	0.00	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
1030	Alphonse	1030	1050	1050	0.00	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
640	Alphonse	640	640	650	+ 0.16	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
388	B.A.P.P.	412	412	412	0.00	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Al-Pénion	500	512	502	- 0.96	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
620	B.N.P.C.	283	282	286	+ 0.04	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
485	Al-Banque	54	547	562	+ 0.45	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.	505	503	504	- 0.13	1017	Orléans Nat.	1017	1013	1015	+ 0.27	1300	Lafayette	1432	1420	1468	+ 0.56	63	Edo. Ben. M.	85	80	86	+ 0.58
500	Banque H.V.																						

Comptant (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection)

SECTEURS	Prises incl.	Recher net	VALEURS	Prises incl.	Recher net	SECTEURS	Prises incl.	Recher net
940 71	905 57	Franco	422 35	410 05 0	Parsons-Viel	1112 37	1111	
246 71	241 01	Franco	100 36	102 94	Papiermarie Retailer	176 59	177	
501 02	503 43	Franco Régions	1044 51	1033 50	Printer	653 47	634	
582 02	582 03	Fract-Associations	28 29	28 29	Procedur	259 69	258	
622 18	600 06	Fract-Europe	28 53	27 53	Process Associates	1040 62	1037	
1000 00	1004 15	Fructopaci	33 06	32 03	Process Associates	70 92	673	
1080 76	1084 15	Fructopaci	12146 67	12146 67	Placement A	1062 52	1040	
592 07	593 08	Fructopaci	246 68	242 05	Placement B	7384 56	7384 56	
1102 75	1091 83	Fructopaci	536 35	516 98	Placement C	8654 72	8654 72	
108 13	108 05	Fructopaci	28 38	27 59	Placement D	115 11	112	
439 13	428 42	Fructopaci	4394 02	4353 14	Placement E	10891 05	10891 05	
116 05	112 24	Fructopaci	4394 02	4353 14	Placement F	113 57	110	
1108 94	1103 22	Fructopaci	4394 02	4353 14	Placement G	23043 72	23043 72	
10786 33	10786 33	Fructopaci	13004 18	13004 18	Placement H	119 10	116	
830 16	814 79	Fructopaci	60051 95	60051 95	Placement I	110 11	110	
219 07	219 07	Fructopaci	10853 77	10818 14	Placement J	107 59	108	
191 73	184 80	Fructopaci	191 73	184 80	Placement K	59571 71	59571 71	
5653 61	5511 23	Fructopaci	10185 94	10185 94	Placement L	119 10	117	
962 57	946 41	Fructopaci	156 16	156 16	Placement M	124 77	124 77	
574 30	567 57	Fructopaci	12352 16	12352 16	Placement N	812 45	812	
5650 27	5584 03	Fructopaci	483 80	469 71	Placement O	659 49	659	
1286 77	1286 77	Fructopaci	15433 22	15382 44	Placement P	250 26	250	
324 05	314 97	Fructopaci	10853 77	10818 14	Placement Q	477 34	477	
1360 77	1328 16	Fructopaci	194 06	188 41	Placement R	11937 98	11937 98	
1038 58	1031 16	Fructopaci	238 29	238 09	Placement S	516 77	49	
136 02	102 75	Fructopaci	238 29	238 09	Placement T	780 67	780	
121 19	115 69	Fructopaci	238 29	238 09	Placement U	12483 41	12483 41	
129 13	113 60	Fructopaci	238 29	238 09	Placement V	5901 82	5901 82	
113 05	107 52	Fructopaci	238 29	238 09	Placement W	10494 30	10494 30	
100 00	95 83	Fructopaci	238 29	238 09	Placement X	729 33	729	
170 58	175 08	Fructopaci	238 29	238 09	Placement Y	1483 84	1483 84	
30 15	28 85	Fructopaci	212 48	202 83	S.F.L. & G.C.	657 92	657	
5168 74	5168	Fructopaci	386 26	351 56	Seac 8000	382 11	371	
319 02	310 61	Fructopaci	5218 97	5208 16	S.I.C.	807 20	807	
132 02	127 71	Fructopaci	14220 18	14220 18	Sinclair	558 56	558	
372 02	357 71	Fructopaci	21821 18	21821 18	Shen	432 22	432	
480 02	460 00	Fructopaci	711 87	711 87	Shen	216 48	216	
504 29	504 29	Fructopaci	218 29	218 29	Sinclair	417 20	417	
924 90	908 05	Fructopaci	489 10	471 32	S.I.C.	115 12	115	
269 62	240 43	Fructopaci	176 45	167 50	S.I.C.	355 30	355	
147 10	140 43	Fructopaci	42 76	41 31	Sinclair	1044 46	99	
1124 74	1182 14	Fructopaci	42 76	41 31	Sinclair	1329 24	1329 24	
3125 95	3125 95	Fructopaci	5781 53	5781 53	Stal Investment	506 72	506	
379 51	368 45	Fructopaci	5519 27	5519 27	Strategic Assets	1108 44	1108	
200363	200363	Fructopaci	56974 02	56974 02	Strategic Assets	1111 80	1100	
238 03	228	Fructopaci	14654 51	14654 51	Techno	1141 48	1139	
238 04	238 04	Fructopaci	195 31	148 27	Techno	6250 86	6250 86	
238 07	238 07	Fructopaci	14835 49	14811 70	Techno	65 20	65	
4247 71	2549 52	Fructopaci	8494 54	6478 87	Tiffin	49 20	49	
940 27	894 63	Fructopaci	22026	22026	Tiffin	62 20	62	
512 59	512 59	Fructopaci	126 94	122 11	U.A.P. moyen term	434 73	434	
148 07	145 61	Fructopaci	875 19	854 25	U.A.P. moyen term	108 02	108	
148 07	145 61	Fructopaci	151 14	138 34	Unifone	109 87	109	
603 43	57 63	Fructopaci	47464 48	47464 48	Unifone	622 20	622	
59363 25	59363 25	Fructopaci	1064 41	1023 69	Unifone	1257 48	1257 48	
182 71	177 82	Fructopaci	11222 75	11222 75	Unifone	1400 33	1400 33	
1164 38	1133 23	Fructopaci	758 22	757 93	Unifone	2643 08	2643 08	
12089 36	11899 36	Fructopaci	6231 25	5948 08	Unifone	2361 41	2361 41	
2032 41	193 97	Fructopaci	1221 02	1218 50	Unifone	1192 16	1192 16	
1092 88	1063 63	Fructopaci	12561 76	12561 76	Unifone	1623 82	1623 82	
		Fructopaci			Unifone	324 81	324 81	

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 4/1	COURS D Achat
Extr-Unité 16 11	6 019	6 085	6 980
ECU	7 100	7 108	
Aluminium (100 000)	341 630	341 670	331
Banque (100 F)	16 233	16 230	16 700
Pays Bas (100 F)	302 610	302 610	282 800
Denmark (100 000)	82 400	86 500	84 500
Hollande (100 000)	92 700	92 880	87 600
Norvège (100 000)	10 380	11 036	10 650
Autriche (100 000)	4 108	4 100	3 400
Grèce (100 000)	4 936	4 932	4 500
Italie (1 000 lire)	403 430		380
Suisse (100 F)	58 150	58 250	85 500
Suède (100 000)	48 982	49 280	100 000
Allemagne (100 000)	5 350	5 400	5 100
Espagne (100 000)	4 138	4 160	3 700
Portugal (100 000)	4 978	4 978	4 500
Canada (5 can.)	4 886	4 897	4 710
Japon (100 yen)			

[illegible]

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 4/1
Or fin (à la on once)	80300	80300
Or fin (en lingot)	80450	80100
Pièce Singapour (20 fr)	472	487
Pièce française (10 fr)	388	.....
Pièce malaise (20 fr)	494	483
Pièce indone (20 fr)	462	465
Souverain	598	598
Pièce de 20 dollars	2705	2730
Pièce de 10 dollars	1370	1400
Pièce de 5 dollars	780	.....
Pièce de 50 pesos	3035	3025
Pièce de 10 florins	480	479
Or Londres	.....	.....
Or Zurich	.....	.....
Or Hongkong	.....	.....
Argent Londres	.....	.....

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

هكذا من الأصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TELEMATIQUE
3 et 5 La destruction de deux chasseurs libyens par l'avion des États-Unis. 6 Brésil : la corruption jusqu'au naufrage. — La question du Sahara occidental. 7 1983 vue de Londres.	8 Les cérémonies de vœux à l'Élysée et les orientations du septennat. 9 Un sondage sur l'influence du Front national. DÉBATS 2 Bicentenaire : « Au nom des lumières », par Jean-Marie Benoist.	10 L'affaire Carson : la principale inculpée met gravement en cause M. Lombard. — Des lycéens enquêtant sur la police. 17 Paris-Dakar : dans les bras d'Agadez.	18 Cinéma : le <i>Cauchemar</i> de Freddy. — « Les géants de la danse » au Théâtre des Champs-Élysées. 19 Point de vue : « L'avenir de l'Opéra de Paris ou la nuit des morts vivants », par Grange Batellier. — Communication.	23 Le gouvernement maintient son objectif de croissance non inflationniste. 24 Succès d'Airbus sur le marché américain. 25 Les chaudières françaises se disputent les quotas de monnaie. 26-27 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 17 Campus 22 Cartes 22 Loto, Loterie 22 Météorologie 21 Mots croisés 22 Radio-télévision 21 Spectacles 20	• Le bilan politique 88 .POL • Le bilan économique 88 .REC • L'année 1988 à travers le monde .INT • Un œil sur la cote, l'autre sur votre portefeuille .BOURSE 3615 tapez LEMONDE

Le conflit entre le maire de Marseille et M. Pezet et la préparation des municipales

M. Pierre Joxe désavoue implicitement l'exclusion du PS de M. Vigouroux

Le maire de Marseille, M. Robert Vigouroux, a été exclu du Parti socialiste par le bureau exécutif du parti, mercredi 4 janvier. Cette décision, prise en application de l'article 80 des statuts du PS, qui sanctionne les membres du parti se présentant à une élection contre le candidat désigné par les instances compétentes, a été adoptée à l'unanimité, les représentants du courant Socialisme et République (animé par M. Jean-Pierre Chevènement) ne prenant pas part au vote.

En revanche, M. Joxe a implicitement désavoué, jeudi 5 janvier au micro d'Europe 1, cette décision : « Il y a très longtemps que je dis que les conditions dans lesquelles le problème est traité par le PS ne sont pas celles qui devraient être choisies. » Le ministre de l'Intérieur a ajouté : « M. Vigouroux est mon ami. » Aussitôt, M. Pierre Mauroy a regretté la « déclaration malheureuse » de M. Joxe.

M. Vigouroux, qui s'est porté candidat aux prochaines élections municipales à Marseille, alors que les militants marseillais, la fédération et la convention nationale du PS ont désigné M. Michel Pezet pour conduire les listes du PS dans cette ville, avait été invité à se présenter, mercredi après-midi, devant la commission électorale chargée d'examiner les litiges apparus lors de la désignation des candidats.

Le maire de Marseille s'est rendu au siège du PS accompagné d'un ami, M. Roland Amselem, ancien coéquipier de Gaston Defferre, et de son attaché de presse qui, lui, n'a pas été autorisé à assister à la séance. M. Yves Vidal, premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, était présent.

La commission, présidée par M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national chargé des élections, comprend des représentants de tous les courants du PS (notamment MM. Daniel Vaillant, Gérard Le Gall, M. Yvette Roudy, MM. Alfred Recours, Daniel French, Alain Richard, Michel Charzat, Frédéric Rossini).

Elle a entendu M. Vigouroux pendant une heure et quarante-cinq

minutes. Le maire de Marseille a réitéré ses critiques contre MM. Pezet et Vidal, rappelant que la validité d'un certain nombre de cartes d'adhérent avait été, dans le passé, contestée. Il a réaffirmé que le référendum au terme duquel M. Pezet avait été désigné comme candidat par les militants marseillais, le 27 juin dernier, est, à ses yeux, d'actualité.

Ces considérations ont amené plusieurs participants, dont M. Vidal, à souligner que la désignation de M. Pezet avait été ratifiée à l'unanimité par la convention nationale du PS, le 13 novembre dernier. Il a été observé, en outre, que les contestations relatives à la validité des cartes d'adhérent n'étaient pas chose nouvelle à Marseille et qu'elles n'avaient pas empêché de vivre de Gaston Defferre, dont M. Vigouroux était l'ami et dont il s'affirmait l'héritier.

M. Vigouroux, interrogé sur le type d'alliance politique qu'il entendait réaliser, a répondu qu'il n'en excluait aucune, à l'exception du Front national. Il a refusé de préciser s'il prévoit de passer un accord avec le PCF, soit dès le premier tour des élections, soit pour le second tour.

M. Vigouroux estime que, étant maire, il est naturellement candidat et qu'il est, au surplus, « le seul qui puisse gagner Marseille » face à la droite.

La « tristesse » de M. Fabius

M. Debarge a rendu compte de cette audition au bureau exécutif. M. Pierre Mauroy a indiqué, en réponse à une question de M. Roudy, que le bureau exécutif allait devoir voter sur l'exclusion prévue par les statuts. M. Laurent Fabius a exprimé la « tristesse » que lui inspire la situation marseillaise, qui lui paraît, en outre, « inquiétante ». M. Henri Emmanuelli a déclaré que l'exclusion de M. Vigouroux aurait dû être prononcée dès le mois de juin, lorsque le maire de Marseille avait refusé de présenter sa candidature au vote des militants, puis de se soumettre à leur verdict.

M. Bernard Roman (proche de M. Mauroy) s'est étonné des propos de M. Fabius, qu'il a déclaré ne pas « comprendre ». Il s'est élevé, ensuite, contre l'annonce par M. Charzat, au nom du courant Socialisme et République, que les représentants de celui-ci ne prendraient pas part au vote. M. Pierre Guindon, autre animateur de ce courant, avait indiqué, auparavant, qu'il entendait se borner à « prendre acte » de l'attitude de M. Vigouroux, mais que, localement, les militants de Socialisme et République (dont le chef de file est M. Philippe Sanmarco) respecteraient les décisions du parti. Cette position a paru ambiguë à M. Roman et, aussi, à M. Daniel Percheron.

Tous les autres membres du bureau exécutif ont voté l'exclusion de M. Vigouroux, qui appartenait au PS depuis une trentaine d'années. Cette décision peut avoir, pour le maire de Marseille, l'avantage de faciliter la campagne « apolitique » qu'il entend mener. Elle risque, cependant, de rendre plus malaisée la constitution de ses listes dès lors que tout socialiste qui y participerait serait considéré, lui aussi, comme se mettant hors de son parti.

P. J.

M. Yves Sillard devient délégué général pour l'armement

Sur la proposition du ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 4 janvier a nommé délégué général pour l'armement M. Yves Sillard, en remplacement de M. Jacques Chevallier, qui devient conseiller auprès du ministre de la Défense.

Un autre personnage, le général d'armée aérienne (cadre de réserve) Jean Sautier, ancien chef d'état-major des armées et ancien chef de l'état-major particulier de M. François Mitterrand, à l'Élysée, conseillera également le ministre de la Défense.

[Né le 5 janvier 1936 à Coutances (Manche) et ancien élève de Polytechnique, Yves Sillard a notamment été chargé, en 1965, par le Centre national d'études spatiales (CNES), de construire le centre spatial guyanais de Kourou. En 1976, il rejoint la direction générale du CNES. En mars 1982, Yves Sillard est nommé président du Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO), devenu depuis l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER). En 1986, il est secrétaire général permanent du comité interministériel Euréka, qui est, à l'origine, un projet français proposé aux Européens en matière de coopération technologique.]

Ingenieur général de l'armement de formation, Yves Sillard remplace à la députation générale pour l'armement (DGA) un autre polytechnicien, ingénieur de l'armement, M. Chevallier, qui, nommé à ce poste par M. André Girard, en 1986, avait dépassé la limite d'âge de son rang.]

PUBLICATION JUDICIAIRE

La cour d'appel de Paris, par arrêt confirmatif du 8 juin 1988, a condamné James Mills et la SA Editions Albin Michel à payer à Louis Albert Loiseau des Longchamps Derivée la somme de 100 000 F, à titre de dommages-intérêts pour avoir écrit et publié dans l'ouvrage *L'Empire clandestin* des allégations diffamatoires à son égard.

Sur le vif

Pastis

Vous aimez, vous, la boisson ? La savoureuse, la vraie, celle de Marseille ? Moi, j'adore. Sur tout en période électorale, c'est un régal, la bouillabaisse provençale, avec ses vieux crustacés, ses fromages et sa rouille. Celle que je préfère, c'est celle de la mère Charles-Roux : vous savez, Edmonde, la veuve à Defenne. En bonne cuisinière, elle hésite pas à changer de recette selon les arrivages et la qualité des produits.

Il y a quelques années, elle mettait du Pezet partout : à la fédération du PS, à la présidence de la région, et jusque dans l'assiette de son mari. Et puis, quand le Pezet s'est révélé indigeste, on dit même qu'il a provoqué la mort de Gaston Defferre, elle l'a jeté, j'aurais fait pareil. Elle l'a mis dans le bouc ou plutôt dans les colonnes du *Provençal*, en insinuant que le « petit merquise », c'est comme ça qu'on le surnomme, était pas tellement porté sur les dames. Et elle a installé Vigouroux, un obscur conseiller municipal à la voirie, dans le fauteuil de son mari.

Il lui a plu, ce fauteuil, à Vigouroux, et le bureau avec, il a une belle vue sur le Vieux-Port. Et, bon, il veut pas le céder à Pezet en mars. Et Pezet veut le

lui prendre. Et les amis à Pezet, tout petit marquis qu'il est, il en a des masses, veulent le lui donner. Ils menacent : Pousse-toi de là qu'il s'y mette. Allez, dégage ! Tu refuses ? OK, très bien, on te connaît plus. On te raya de nos listes. T'es plus membre du PS.

Moi, pauvre conne, quand j'ai appris ça, hier soir, j'ai sauté sur mon téléphone et j'ai appelé notre correspondant dans le Midi :

— Dis donc, c'est ce qui pouvait lui arriver de mieux à Vigouroux, plus d'étoilette, l'ouverture, il va ramasser des voix à gauche, à droite et au milieu, et il sera réélu les doigts dans le nez.

— Les doigts, c'est toi qui te les mets dans l'œil. Sans l'appui du parti, il est foutu. Et c'est pas Pezet qui va gagner. Tu le vois, le pose à Léo, il jubile, il plane, il grimpe aux rideaux. Merci, les socialistes !

— Attends, attends, c'est pas encore joué. Si vraiment il lui faut une carte du PS, à Vigouroux, il a qu'à en demander une faussée aux mecs qui l'ont viré. Edmonde a dit ce matin qu'il y en a pas un qui en ait une vraie !

CLAUDE SARRAUTE.

URSS

Emeute afghane à Tachkent

Un groupe de cadets afghans, étudiants à l'académie de police de Tachkent, capitale de la République soviétique d'Ouzbékistan, en Asie centrale, a provoqué, mardi 3 janvier, dans le centre de la ville une émeute qui a fait au moins un mort — un bébé de six mois — et dix-neuf blessés.

Selon Radio-Tachkent et le quotidien local, *Pravda Vostoka*, les jeunes Afghans se trouvaient sous l'emprise de l'alcool et de la drogue. D'après le correspondant du *New York Times* à Moscou, qui a mené l'enquête par téléphone, cet incident est révélateur à la fois du malaise des recrues afghanes à l'approche du rattachement des troupes soviétiques de leur pays et des difficiles relations entre Afghans et Ouzbeks. Ceux-ci

reprochent notamment aux cadets afghans leur comportement peu religieux au regard de la foi musulmane. L'incident aurait d'ailleurs commencé lorsque plusieurs Afghans se sont intéressés d'un peu trop près à un groupe de jeunes femmes ouzbeks, près du bazar de Tachkent.

La police a tenté de ramener les Afghans dans leurs quartiers, mais les cadets, armés de couteaux et de pierres, ont résisté. Selon certains témoignages, ils auraient tenté en vain de s'emparer du dépôt d'armes de l'académie militaire et auraient pris des otages.

Quelque dix mille Afghans étudient chaque année en URSS, d'après des chiffres fournis par Kaboul.

■ **ANGOLA** : début du retrait du contingent cubain. — Le retrait du contingent cubain d'Angola commencera le 10 janvier, a confirmé, mercredi 4 janvier, le président Fidel Castro dans un discours à l'occasion du trentième anniversaire de la révolution cubaine. Les premiers des trois mille soldats que La Havane a décidé de retirer d'Angola avant le 1^{er} avril arriveront le 11 janvier à La Havane, a précisé Fidel Castro. Le reste, a-t-il ajouté, dans les vingt-sept mois qui suivent, conformément aux accords signés à New-York le 22 décembre dernier au siège de l'ONU. — (AFP.)

■ **AFRIQUE DU SUD** : Projet de loi sur l'intégration des Noirs au gouvernement. — Le gouvernement sud-africain a rendu public, mercredi 4 janvier, un projet de loi qui, une fois adopté par le Parlement, permettra aux Noirs de faire partie de l'exécutif

sud-africain actuellement aux mains des Blancs. Le projet sera discuté au début de la prochaine législature qui débutera en février. Aux termes de la Constitution, les Noirs sont exclus du Parlement.

■ **ENTRETEN** de l'ambassadeur américain et du chef du KGB. — Le chef du KGB, M. Vladimir Kriouchkov, a reçu mercredi 4 janvier, pendant quatre-vingt-dix minutes, l'ambassadeur des États-Unis à Moscou, M. Jack Matlock, à la demande de ce dernier. Ammonçant la nouvelle, l'agence Tass n'a fourni aucune précision sur cet « entretien détaillé », qui constitue une première dans les relations américano-soviétiques. Selon l'ambassade des États-Unis, également, aucun détail, il s'agit simplement d'un des entretiens que M. Matlock a demandé aux dirigeants soviétiques.

« Je reste socialiste »

Après sa comparution devant la commission électorale du PS, M. Robert Vigouroux est rentré immédiatement à Marseille, où il a appris la décision d'exclusion prise à son encontre par le bureau exécutif national. Il semble qu'il s'attendait plutôt à une mesure, moins dure, de suspension ou à un simple constat d'auto-exclusion, ménageant mieux ses chances de réintégration ultérieure dans son parti.

Dans une déclaration à la presse, le maire de Marseille s'est pourtant efforcé de faire bonne figure en affirmant sa profession de foi socialiste. « *Tel j'étais, je reste, a-t-il affirmé. Cette exclusion ne change rien à ma façon de penser. Dans une situation comme celle-là, il faut savoir prendre le dessus. J'ai déjà vécu d'autres situations graves dans ma vie. L'essentiel, pour moi, est, à Marseille de faire obstacle à la droite et, surtout, à l'extrême droite. Pendant trente-trois ans Gaston Defferre a dirigé cette ville. Ma mission est actuellement de poursuivre dans le même sens.* »

« *J'ai vingt-cinq ans de parti, vingt-cinq ans de militantisme et de vingt-cinq ans de discipline. Mon objectif est que cette ville continue à être gérée de façon socialiste avec un grand « S ». Mon étiquette reste la même. Celle d'un socialiste d'idée, d'esprit et de cœur.* »

GUY PORTE.

Le numéro du « Monde » daté 5 janvier 1989 a été tiré à 478 420 exemplaires

ROBERT BEAULIEU FOURRURES

TOUT DOIT
DISPARAITRE

-60%

AVANT MISE EN PLACE DE LA COLLECTION 1989-1990

2, RUE DE SÈVRES PARIS 6^e
59, RUE LA BOÉTIE PARIS 8^e

BOURSE DE PARIS

Matinée du 5 janvier

La hausse, toujours

La hausse était derechef au rendez-vous jeudi matin rue Vivienne. Elle s'est encore accélérée. En progrès de 0,83 % à l'ouverture, l'indice instantané enregistrerait une avance de 1,11 % aux alentours de 11 heures.

Fermé de Synthelabo, GMT, LVMH, Cité, Locafrance, Beghin, Midi, Eurotunnel BP.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue
des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LE MONDE
RURAL

Avec réimpression des articles de :
Henri HALLET
Bernard THARREAU
Envoyer 40 F (timbre à 2 F du chèque)
APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent,
78014 Paris, en spécifiant le dossier
demandé ou 160 F pour l'abonnement
annuel (80 % d'économie, qui donne
droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

A B C D E F G